

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



Distr.
GENERALE

S/5053/Add.10/Annexes
28 juin 1962

ORIGINAL : FRANCAIS

RAPPORT DU FONCTIONNAIRE CHARGE DE L'OPERATION DES NATIONS UNIES AU CONGO
AU SECRETAIRE GENERAL, CONCERNANT LA MISE EN APPLICATION DES RESOLUTIONS
DU CONSEIL DE SECURITE DES 21 FEVRIER ET 24 NOVEMBRE 1961

Annexes du rapport sur les entretiens Adoula-Tshombé

ANNEXE 1

Communiqué de presse en date du 27 mars 1962 de M. Adoula

Dès la première réunion tenue avec la délégation katangaise, le 18 mars 1962, il a été expressément convenu avec M. Tshombé qu'en aucun cas le contenu des entretiens en cours ne pourrait être révélé sans l'accord préalable des deux parties jusqu'à la conclusion finale des entretiens.

Le 26 mars 1962, M. Tshombé faisait parvenir à certaines représentations diplomatiques un document sur les points qu'il entend soulever dans les conversations en cours. Il est à noter que le Premier ministre n'a reçu ce document que plusieurs heures après sa transmission aux dites ambassades.

Le Gouvernement central, devant la violation flagrante de M. Tshombé du secret des délibérations, se considère comme délié de tout engagement dans ce domaine. Il tient à préciser que dès le 18 mars 1962, M. Tshombé a reçu communication du programme de travail proposé par le Gouvernement central. Il a été nettement exposé à M. Tshombé que les entretiens en cours ne peuvent avoir d'autre objet que de mettre en exécution la déclaration de Kitona, c'est-à-dire, appliquer intégralement la Loi fondamentale à la province du Katanga et résorber toutes les situations de fait contraires à cette Loi fondamentale. Pendant plus d'une semaine d'entretiens, M. Tshombé a refusé d'aborder le fond du problème se bornant à déclarer qu'il n'a pas mandat de prendre des décisions définitives et que tout ce qui peut être arrêté à la suite des conversations doit être soumis à la ratification de l'Assemblée provinciale.

Le Premier ministre a, à plusieurs reprises, attiré l'attention de M. Tshombé sur le caractère dilatoire de l'attitude de la délégation katangaise. Il lui a nettement déclaré que cette position est contraire au mandat impératif qui lui a été donné par l'Assemblée provinciale du Katanga dans sa résolution du 15 février 1962, que s'il persiste dans cette attitude, les conversations en cours ne pourront qu'aboutir à une impasse dont il porterait l'entière responsabilité.

On remarquera par ailleurs que Monsieur Tshombé, dans le programme de travail qu'il vient de remettre, ignore totalement la Loi fondamentale et ses engagements de Kitona. Il voudrait entraîner le Gouvernement central à une discussion sur

/...

les principes constitutionnels et sur une prétention, à savoir, l'institution d'un "régime transitoire" pour le Katanga.

Le Gouvernement central rappelle que les entretiens en cours ont été acceptés et ne peuvent se poursuivre que sur la base de la déclaration de Kitona et de la résolution de l'Assemblée provinciale du Katanga du 15 février 1962, c'est-à-dire de l'application de la Loi fondamentale à la province du Katanga.

Le Gouvernement central a nettement affirmé à M. Tshombé qu'il ne pourrait dépasser ce cadre et que les discussions sur les problèmes constitutionnels et les éventuelles modifications de la Loi fondamentale se poursuivent, d'ailleurs avec la participation des parlementaires de la province du Katanga dans d'autres instances, qui sont exclusivement compétentes pour ces domaines. Le Gouvernement central n'a pu donc que répéter à M. Tshombé que le but essentiel des entretiens en cours est le rétablissement de la légalité dans le Katanga et l'application intégrale de la Loi fondamentale dans cette province.

ANNEXE 2

Déclaration faite à la presse par le Premier Ministre,
M. Cyrille Adoula, le jeudi 29 mars 1962

En décembre 1961, au moment où, à la suite des provocations de la Gendarmerie katangaise et pour assurer la sauvegarde des populations civiles soumises à l'oppression des mercenaires racistes, au moment, dis-je, où des mesures militaires avaient été prises et où certaines positions à Elisabethville avaient été occupées, M. Tshombé a demandé à discuter avec le gouvernement central pour mettre fin à la sécession.

Alors que sur le plan militaire, la Gendarmerie était sur le point d'être définitivement liquidée et que de ce fait la Province du Katanga pouvait être ramenée par la force dans la légalité, nous avons cependant accepté de discuter avec M. Tshombé et nous nous sommes rendus à Kitona. Notre acceptation de ces entretiens était uniquement motivée par notre souci d'éviter aux populations civiles des souffrances inutiles.

Etant nous-mêmes de bonne foi, nous avons supposé que M. Tshombé était dans les mêmes dispositions et qu'il venait à Kitona pour chercher les moyens pour mettre fin d'une manière définitive à la sécession.

Après plus de 24 heures de discussion, M. Tshombé nous déclara qu'il n'avait aucun pouvoir pour prendre des décisions qui puissent engager la Province du Katanga et que les conversations de Kitona ne pouvaient aboutir à aucune décision de sa part.

C'était là une situation bien étrange : M. Tshombé demande de discuter avec le gouvernement central pour mettre fin à sa sécession. Le même gouvernement central, qui aurait pu attendre la liquidation militaire des moyens de cette sécession, accepte pourtant de rencontrer M. Tshombé et voilà qu'à cette rencontre de Kitona, rencontre qui a été demandée avec insistance par M. Tshombé, celui-ci déclare ne pas être mandaté pour discuter au nom des autorités de la province sécessionniste.

A Kitona, nous avons dû constater que, comme les fois précédentes, M. Tshombé ne demande à discuter que pour gagner du temps et pour essayer de redresser une situation militaire qu'il savait fort compromise. Finalement, M. Tshombé a accepté de faire la déclaration que vous savez. Il a cependant précisé qu'il va rentrer à Elisabethville pour demander à l'Assemblée provinciale un mandat général afin d'arrêter avec le gouvernement central les mesures propres à résorber la sécession. Il a formellement reconnu qu'une fois nanti de ce mandat, il serait alors habilité à prendre des décisions irrévocables dans le cadre du retour du Katanga à la légalité.

Le 15 février 1962, l'Assemblée provinciale du Katanga votait une résolution dans laquelle, je cite :

"Elle accepte le projet de déclaration du 21 décembre 1961 de Kitona comme pouvant servir de base de discussion en vue du règlement du conflit congolais et donne le mandat au Gouvernement katangais de se mettre en rapport avec le gouvernement central en vue d'assurer une solution dans l'esprit du projet de déclaration et insiste pour que le Gouvernement katangais arrive à cette solution par la négociation et les moyens pacifiques, dans un bref délai".

Le lendemain, c'est-à-dire le 16 février 1962, M. Tshombé adressait une lettre au chef du gouvernement central et dans laquelle il est dit (je cite) :

"J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que l'Assemblée du Katanga, en sa séance du 15 février, a déclaré accepté le projet de déclaration du 21 décembre 1961 de Kitona comme pouvant servir de base de discussion en vue du règlement du conflit congolais. Elle a de plus donné mandat au Gouvernement katangais de se mettre en rapport avec le gouvernement central en vue d'assurer une solution dans l'esprit de la déclaration de Kitona.

"En vertu de ce mandat, et désireux d'autre part, dans l'intérêt de nos populations de trouver le plus rapidement possible une solution à nos problèmes, je vous suggère de nous rencontrer personnellement..."

Pour nous, comme pour toute personne objective, la situation était claire : M. Tshombé a reçu mandat de prendre les mesures nécessaires en vue de résorber la sécession, M. Tshombé demande à rencontrer le gouvernement central pour arrêter d'un commun accord ces mesures. Nous avons accepté cette rencontre.

Bien qu'ayant l'expérience de M. Tshombé et de ses retournements, nous avons abordé avec un certain optimisme les entretiens qui viennent de se dérouler. Le gouvernement central était unanime à penser que M. Tshombé, cette fois-ci muni de pleins pouvoirs, ne peut se dérober et prendra ses responsabilités. Nous avions l'espoir que, le retour à la légalité de la Province du Katanga étant en principe acquis, les problèmes à résoudre pour marquer dans les faits ce retour à la Loi fondamentale ne pouvaient soulever des difficultés insurmontables. Bref, nous avions la conviction, avant d'aborder ces entretiens, que l'essentiel étant acquis, nous allions trouver une solution qui mette fin à la crise que traverse le pays depuis près de deux ans.

Quelle ne fût notre stupéfaction d'entendre M. Tshombé déclarer à notre première rencontre qu'il n'avait pas le droit de prendre des décisions définitives et qu'en tout état de cause, ce qui pourrait être arrêté à la suite de nos conversations devait recevoir la ratification de l'Assemblée provinciale du Katanga. Ainsi, c'est la comédie de Kitona qui continue : M. Tshombé demande à traiter avec le gouvernement central et lorsque le moment crucial arrive, M. Tshombé déclare ne pas être autorisé à prendre des décisions. Tous les entretiens que nous avons pu avoir avec M. Tshombé nous ont convaincus que la position de la délégation katangaise demeurait inchangée et que M. Tshombé était venu avec la ferme détermination de ne rien accepter qui ne soit remis en cause à son retour à Elisabethville.

Bien plus grave, alors que l'Assemblée provinciale du Katanga avait admis que la Loi fondamentale était la base des conversations et qu'elle avait donné tous pouvoirs à M. Tshombé d'agir dans le cadre de la Loi fondamentale, M. Tshombé ne considère plus cette Loi comme fondement à nos discussions. Il va même jusqu'à subordonner la fin de la sécession à la non-application de la Loi fondamentale. Il y a là un net recul par rapport à Kitona. Avec M. Tshombé rien ne peut être considéré comme acquis : ce qu'il a accepté à Kitona, ce que son Assemblée lui

prescrit, M. Tshombé le renie aujourd'hui. Dans ces conditions, si la déclaration de Kitona n'est plus valable, les discussions ne peuvent plus continuer : combien de fois durant ces dix jours de conversations, nous avons dû faire preuve de calme et de patience devant les changements d'attitude de M. Tshombé. Nous avons été jusqu'à remettre à ce dernier une déclaration dans laquelle nous convenons que les décisions qui seraient prises à la suite de ces entretiens seront définitives, irrévocables et exécutoires en ce qui concerne le gouvernement central. Mais cette bonne volonté, cette patience du gouvernement central devaient rester sans réponse. Conscients des immenses intérêts en jeu, nous avons reculé à la limite du possible le moment de vous informer de nos efforts infructueux et de vous faire constater la mauvaise foi de vos frères du Gouvernement katangais.

Nous savons maintenant que M. Tshombé n'a entrepris les entretiens avec le gouvernement central que pour gagner du temps et améliorer sa situation militaire par le recrutement de nouveaux mercenaires et l'achat d'armes ainsi que des avions. Après dix jours de conversation, nous étions toujours au problème des pouvoirs de la délégation katangaise. L'opinion internationale est une nouvelle fois édifiée sur la bonne foi et le désir de négocier de M. Tshombé. Le gouvernement central, quant à lui, ne peut plus se prêter davantage à de telles comédies alors que des populations souffrent chaque jour davantage. Je proclame solennellement que notre désir de paix, que nous avons manifesté à maintes reprises, ne doit pas être considéré comme un signe de faiblesse. Après deux ans de conversations, de négociations et de palabres, la situation est aujourd'hui plus grave qu'elle ne l'a été au début de la crise, notre patience est à bout. Nous avons épuisé toutes les voies pacifiques. Nous avons accepté toutes les rencontres, nous en sommes toujours au même point.

A tous, je déclare que les tergiversations doivent cesser, que les attermoissements ne doivent plus être tolérés. Nous avons, quant à nous, arrêté une ligne de conduite avec votre soutien. Avec la confiance de la représentation nationale, nous ferons en sorte que l'unité de notre pays devienne une réalité.

Aujourd'hui, si nous sommes dans une impasse, c'est parce que M. Tshombé pose comme préalable à toute solution, la reconnaissance de la sécession et d'un Etat katangais. C'est uniquement à cette condition que M. Tshombé serait disposé à

discuter d'une éventuelle association avec le reste du Congo. Cela nous ne pouvons l'accepter parce que ce serait trahir notre mission, ce serait violer le mandat qui nous a été confié par le Parlement que de suivre M. Tshombé dans cette voie. A aucun moment, nous ne pouvons reconnaître la sécession. A aucun moment, nous ne pouvons nous laisser entraîner dans une discussion que M. Tshombé voudrait diplomatique. Pour nous, la solution est claire : le Katanga est une province qui, à un certain moment, s'est retirée de la communauté nationale et qui doit la réintégrer. Il n'y a jamais eu et il n'y aura jamais un Etat katangais. Cela, tout le monde doit le savoir.

L'opinion commence à être excédée des attitudes dilatoires et des retournements de M. Tshombé. Venu à Léopoldville pour gagner du temps, M. Tshombé ne doit pas compter sur le gouvernement central pour continuer ses tergiversations et ses jeux criminels.

Nous avons nettement fait comprendre à M. Tshombé que son entêtement risquerait d'avoir les conséquences les plus graves et qu'il porterait l'entière responsabilité des souffrances qu'endureraient les populations civiles si son attitude était maintenue.

En 1960, M. Tshombé prend l'initiative de violer la loi en se plaçant au-dessus de la Loi fondamentale. Aujourd'hui, M. Tshombé viole les ordres que lui donne l'Assemblée provinciale. Cela devient une habitude.

Le gouvernement central, chargé de veiller au respect de la légalité ne peut admettre que M. Tshombé continue à se considérer en dehors de la loi. Il doit obéir aux instructions de l'Assemblée provinciale ou se démettre.

Nous attendons de M. Tshombé une décision ferme et définitive. Nous espérons que la raison finira par triompher. Dans le cas contraire, le peuple congolais et, en particulier, nos frères de la Province du Katanga jugeront de la duplicité de M. Tshombé et prendront les mesures nécessaires pour assurer la sauvegarde des intérêts supérieurs du pays. Notre volonté de ramener le Katanga dans la légalité est sans faille. Nous utiliserons tous les moyens en notre pouvoir. Vous pouvez compter sur le gouvernement, il fera tout son devoir et il remplira jusqu'au bout la mission que vous lui avez confiée.

ANNEXE 3

Ordre du jour présenté par M. Tshombé à M. Adoula

Le 26 mars 1962

Matières à examiner

Les entretiens devraient porter tout d'abord sur l'examen des points suivants :

- A. Position du Gouvernement central vis-à-vis des amendements à la Loi fondamentale demandés par le Gouvernement du Katanga, à l'intervention de parlementaires du Katanga.
- B. Examen des principes à adopter pour une organisation politique viable de l'ensemble de l'ancien Congo belge. Adoption des principes.
- C. Discussion d'un régime transitoire (en attendant la mise en vigueur de la nouvelle Constitution sur la base des principes visés en B).
- D. Examen d'accords à passer en matière financière, économique, douanière et fiscale.

ANNEXE 4

Communiqués de presse en date du 29 mars 1962 de la délégation katangaise

Premier communiqué

Une séance de conversation Adoula-Tshombé a eu lieu le mardi, 27 mars 1962. Elle s'est terminée sur la décision de se revoir dans peu de jours.

Mais le Gouvernement central a rompu dans l'après-midi l'accord qui avait été passé, au début des conversations, en ce qui concerne les rapports avec la presse.

La rupture du silence, que M. Adoula aurait pour prétexte, l'envoi en communication par M. Tshombé, à différentes ambassades, du texte "Matières à discuter" qu'il avait transmis à M. Adoula, à la demande de celui-ci. Mais M. Tshombé sait que M. Adoula tient certaines ambassades ainsi que les Nations Unies au courant de leurs conversations. Ainsi par exemple, le 27 mars, c'est sur "des renseignements recueillis à l'ambassade des Etats-Unis à Léopoldville", que le public apprenait les intentions de M. Adoula.

On peut donc estimer important que ces organismes ne soient pas informés, de manière unilatérale, puisque le Gouvernement central les tient informés. Au surplus, la radio de Léopoldville, organisme officiel du Gouvernement central, n'a cessé depuis le début de répandre des informations sur les entretiens.

Cette fois, sans aucune justification, M. Adoula a rompu notre accord relatif à la diffusion des nouvelles sur nos entretiens, en faisant un communiqué unilatéral.

Le président Tshombé n'adopte nullement une "attitude dilatoire". Il a accepté de venir à Léopoldville, parce que le Katanga est prêt à renoncer à certaines de ses prérogatives de fait dans un esprit d'entente et d'unité avec tout le reste du Congo. Il sait que "l'unité est faite de la conjonction de tous les particularismes régionaux". La Loi fondamentale doit être modifiée. Pour sauver le Congo, le Katanga veut qu'un régime satisfaisant puisse être défini de commun accord, que des solutions acceptables puissent être trouvées ensemble entre gens qui veulent l'intérêt suprême et le bonheur de la population.

Le Président sait que des accords faits dans cet esprit ne rencontreront pas d'opposition et seront certainement ratifiés par l'Assemblée katangaise. Il veut observer les principes démocratiques dans le respect de l'Assemblée et du peuple du Katanga.

/...

Ce n'est pas la voie que semble, malheureusement, vouloir prendre le Gouvernement central en annonçant l'intention de réunir illégalement les assemblées provinciales.

La délégation du Katanga reste fermement décidée à poursuivre les discussions et croit que la voie de la raison sera finalement entendue.

Le Président du Katanga

Second communiqué

Le président Tshombé déclare être en mesure de répondre à la conférence de presse, donnée aujourd'hui par le premier ministre M. Adoula mais, inutile d'éterniser dans des polémiques infructueuses, il a déclaré être animé de la bonne volonté de voir les négociations commencées aboutir à des résultats concrets et satisfaisants pour les deux parties.

Convaincu qu'il est grand temps qu'une solution soit donnée à la crise congolaise, le président Tshombé a pris personnellement contact avec le Premier Ministre ce 29 mars, à 16 heures.

Au cours de cet entretien, qui a duré deux heures, le président Tshombé a demandé au Premier Ministre congolais de recréer une atmosphère de fraternité au lieu de se lancer dans une propagande de haine, calomnie, allant même à s'attaquer physiquement à sa personne ainsi qu'un membre important du Gouvernement central s'était permis de le faire au cours d'une réunion le 23 courant.

Suite à cette rencontre, il a été convenu que les entretiens reprendront.

Léopoldville, le 29 mars 1962.

M. Tshombé, Président du Katanga

ANNEXE 5

Lettre en date du 29 mars 1962 adressée par M. Gardiner à
MM. Adoula et Tshombé

Au stade actuel des négociations, je voudrais adresser un appel spécial aux deux parties. L'accord primitif auquel vous avez souscrit, et qui vise à éviter toute publicité, garantissait la discussion des problèmes intérieurs congolais sans intervention extérieure. Sans essayer de répartir les torts, je vous prierais instamment de vous en tenir à cet accord.

Si l'on peut éviter les communiqués et conférences de presse ainsi que les discours radiodiffusés, et si l'on observe scrupuleusement le huis clos, je suis certain que le jugement et le sens politique des dirigeants congolais sauvera le Congo du désastre qui le menace. J'espère que vous prendrez sérieusement en considération cet appel solennel.

R. K. Gardiner

ANNEXE 6

Mémoire de Monsieur Tshombé au Chargé de Mission de l'ONU au Congo

Le Président du Katanga étudie l'opportunité de prendre, selon la suggestion de Monsieur le Chargé de Mission des Nations Unies, une "initiative hardie" relative aux buts des discussions qu'il est venu tenir à Léopoldville avec M. Adoula.

Avant d'étudier les différents points des propositions même qu'il lui est suggéré de faire, le Président du Katanga veut être assuré qu'une telle position ne mènera pas le Katanga dans une impasse et contribuera effectivement au salut du Congo et au bonheur de toutes les populations. Le peuple katangais a certes le droit, en vertu du principe d'autodétermination, de rejeter une loi que l'ancienne puissance coloniale lui a imposée et de proclamer sa totale indépendance. Ce n'est pas la contrainte des armes, ni celle de procédés tels que ceux de Kitona qui peuvent modifier profondément sa résolution. Mais avec la volonté de se déterminer lui-même, il est aussi très profondément conscient de la communauté de destin qui le lie à ses frères de l'ancien Congo belge. Dans cet esprit, le Gouvernement katangais est venu à Léopoldville pour y chercher, avec le Gouvernement central, les moyens de mettre fin à la sécession que les circonstances ont rendue nécessaire et pour y faire avec lui un accord généreux et constructif.

Dans l'éventualité où il déciderait de prendre une initiative hardie comme il est suggéré, le Gouvernement katangais entend donc ne pas assumer le risque d'introduire le chaos et la misère au Katanga et veut contribuer efficacement à une reconstruction politique viable de tout le Congo. Il est tenu de prendre dans ce sens toutes les précautions voulues. Il doit notamment savoir les assurances et les garanties que l'Organisation des Nations Unies peut lui donner relativement à la situation qui serait créée par l'initiative à prendre.

I. Assurances relatives à la situation

1. Le Katanga ne pourrait entrer dans cette voie s'il n'est assuré qu'en attendant les changements constitutionnels indispensables à l'organisation viable du Congo, rien ne serait modifié à la situation actuelle en dehors de ce qui aurait été expressément et librement consenti.

2. Le Katanga doit être assuré du respect de son intégrité. Quelque soit le nom que la nouvelle constitution pourra donner un jour aux différentes unités politiques qui composeront le Congo, l'autorité du Gouvernement du Katanga doit cesser d'être combattue par le Gouvernement central sur toute l'étendue du Katanga dans ses limites du 30 juin 1960, notamment par l'installation de gouvernements rivaux ou dissidents, comme à Albertville, par l'appui qui leur est donné par l'envoi d'un commissaire extraordinaire, par des méthodes de subversion politique ou de toute autre manière.
3. Le Gouvernement du Katanga doit être assuré de pouvoir exercer son droit normal de police sur toute l'étendue du Katanga. Le Gouvernement du Katanga a l'intention d'établir une décentralisation très poussée de l'administration du territoire et d'y tenir compte des groupements naturels de population. C'est en ce sens que la réorganisation administrative interne a été étudiée et aurait été menée à bien si les circonstances n'en avaient entravé l'exécution. Mais il est clair que toutes les forces de l'ordre en service au Katanga doivent être soumises à la seule autorité directe du Gouvernement katangais. Si des troupes de l'Armée nationale doivent pouvoir stationner au Katanga comme partout ailleurs sur le territoire du Congo, ce ne peut être qu'au cas de nécessité, tenant à sa mission de défense nationale contre des menaces extérieures et lorsque des dispositions auront été prises pour que pareils stationnements ne fassent pas obstacle au maintien de l'ordre public et à l'exercice normal du droit de police du Gouvernement katangais.
4. Le Gouvernement du Katanga doit être assuré d'un accord sur une formule convenable en matière économique et financière. Il est prêt notamment à contribuer, pour une part à déterminer, aux dépenses publiques de l'ensemble et à étudier les mesures susceptibles de rétablir ultérieurement l'unité de la monnaie tout en sauvegardant la santé de son économie particulière. Mais il faut qu'il soit assuré de pouvoir lever lui-même dans son ressort, l'impôt sur lequel il versera au Gouvernement central la quote-part qui aura été fixée de commun accord.
5. Le Gouvernement du Katanga doit être assuré de pouvoir organiser lui-même dans son ressort les services que requiert une bonne administration. A cet égard, il est impensable que deux administrations puissent être superposées au même

endroit, l'une dépendant de l'autorité centrale, l'autre du Gouvernement katangais, avec une répartition de compétences compliquées et délicates entre elles.

L'administration doit exercer son activité sous l'autorité directe du Gouvernement du Katanga. C'est elle qui doit être chargée, s'il y a lieu, d'exercer les activités administratives qui pourraient incomber au Gouvernement central dans les provinces, par délégation du Gouvernement central aux gouvernements des unités politiques unies dans l'ensemble congolais.

6. Le Gouvernement katangais doit être assuré de bénéficier de l'assistance de techniciens librement choisis dans les différents domaines d'activités. Il attache notamment un grand prix au respect des principes contenus dans l'article 250 de la Loi fondamentale lesquels furent jadis adoptés à la demande des Congolais pour garantir le succès de l'indépendance. Le Gouvernement du Katanga ne s'explique pas le nombre croissant de fonctionnaires civils de l'ONU séjournant actuellement à Elisabethville. En particulier, dans le domaine militaire, si des modalités d'accord avec le Gouvernement central peuvent être trouvées pour le choix de techniciens qui serviront dans la gendarmerie du Katanga, il faut que celle-ci puisse bénéficier, au même titre que l'ensemble de l'Armée nationale, de l'assistance de techniciens et d'un pourcentage approprié de postes de stagiaires. Le Gouvernement du Katanga est conscient que ces diverses assurances conditionnent l'initiative qu'il lui est suggéré de prendre, parce que la bonne fin de cette initiative en dépend. En effet, si le Gouvernement du Katanga ne peut manquer d'être particulièrement soucieux de l'avenir du Katanga, il n'est pas moins désireux de servir l'ensemble du Congo. La plupart des assurances qu'il veut recevoir ont au moins autant d'importance pour l'avenir du Congo et le bonheur de toute la population que de chacune de ses parties. On ne sauvera pas le Congo en répercutant sur un Gouvernement central tous les conflits locaux qui peuvent surgir, en généralisant ainsi toutes les difficultés et en les rendant inextricables, mais au contraire en localisant les difficultés et leurs solutions. Il faut donc que dans l'entente retrouvée les plus larges responsabilités soient laissées aux autorités dans les différentes régions et que l'unité nécessaire soit assurée par la coopération étroite entre ces diverses autorités. La mission d'un gouvernement

central n'est pas de gouverner les diverses "provinces" à la place des autorités qui en ont la charge. Elle est d'orchestrer une juste et active coopération entre les gouvernements des diverses unités politiques qui constituent la République. En précisant les assurances qu'il croit nécessaire d'avoir relativement à la stabilité politique de fait dans l'attente des changements constitutionnels, aux modalités précitées de l'assistance technique, le Président du Katanga agit dans la volonté consciente de servir le relèvement de tout le Congo par la définition de quelques conditions fondamentales qui sont aussi nécessaires au redressement des autres régions qu'à celui du Katanga. Seule l'organisation politique des particularismes régionaux permettra le relèvement du Congo. Et c'est pour apporter notre contribution au bonheur de tout le Congo que nous voulons recevoir les assurances relatives à la situation qui serait créée par l'initiative à prendre. Comme l'écrit M. Gardiner dans sa lettre du 4 avril, le document qui résultera des entretiens actuels entre le Président du Katanga et le Premier Ministre Adoula "aura une importance plus que locale. Même si les Nations Unies n'y souscrivent pas formellement, toute infraction à ces dispositions ne passera pas inaperçue de l'Organisation". Encore faut-il que ce document, limité aux quelques points qu'il énoncerait, rencontre les assurances relatives à la situation qu'il créerait. S'il est vrai que les Nations Unies n'ont pas à souscrire formellement aux entretiens qui se déroulent avec le Gouvernement central, encore faut-il que le document sur lequel le Gouvernement central marquerait son accord crée une situation pour laquelle le Gouvernement central donnerait lui-même ces importantes assurances ou, à défaut, étant donné les dispositions dont certains membres du Gouvernement et même le Premier Ministre paraissent faire preuve plus ou moins secrètement à l'égard du Président du Katanga, que ces assurances fassent l'objet de toute autre garantie valable.

II. Garanties des Nations Unies

Au cas où le Président du Katanga déciderait de prendre une initiative hardie, comme il lui est suggéré, il faut qu'il puisse compter sur l'appui de son initiative par les Nations Unies comme Monsieur le Chargé de Mission des Nations Unies a bien voulu le lui laisser entrevoir. Non seulement la gendarmerie

katangaise ne serait pas mise à la disposition du Gouvernement central, comme il a été dit, mais il est certainement du ressort des Nations Unies 1) d'adapter l'exercice de leur mandat à la situation qui serait créée par l'initiative à prendre et de décider les mesures voulues pour n'apporter d'aucune manière aucune aide au Gouvernement central qui serait en contradiction avec les assurances que celui-ci doit donner selon les points 1 à 6 ci-dessus, qu'il les ait ou ne les ait pas effectivement données, et 2) d'appuyer l'initiative à prendre par le Président du Katanga.

1. Le Président du Katanga espère que Monsieur le Chargé de Mission des Nations Unies au Congo, dans l'esprit de compréhension qui l'anime, lui écrira au nom de l'autorité compétente pour engager valablement les Nations Unies en ces matières pour lui garantir :

- a) Que les Nations Unies reconnaissent qu'il est légitime que le Président veuille réclamer les assurances portées aux points 1 à 6 ci-dessus en vue de mettre fin à la sécession;
- b) Que les Nations Unies, si même elles jugent inopportun à leur point de vue de prendre parti sur le fond des assurances légitimement demandées au Gouvernement central, estiment que ces demandes relèvent du conflit constitutionnel interne dans lequel elles n'interviennent pas et qui ne peut être résolu que par la voie de négociations pacifiques entre le Gouvernement du Katanga et le Gouvernement central;
- c) Que les Nations Unies n'exerceront aucune action dans l'étendue du ressort du Gouvernement du Katanga qui soit en contradiction avec les demandes portées aux points 1 à 6 ci-dessus;
- d) Que les Nations Unies retireront du Katanga sans délai le personnel civil non strictement nécessaire à la gestion de leurs propres services;
- e) Que les Nations Unies décident de leur propre mouvement d'adapter progressivement leurs effectifs et leur dispositif militaires au Katanga à la situation nouvelle créée par l'initiative à prendre, suivant un plan dont les principes généraux seront fixés par un gentlemen's agreement entre les autorités de l'ONU et le Gouvernement du Katanga, avant l'initiative présidentielle. La lettre de garantie qu'il plairait

à Monsieur le Chargé de Mission des Nations Unies au Congo d'adresser ainsi au Président du Katanga pourrait ne recevoir aucune publicité actuelle, pour ne porter préjudice aux discussions en cours entre le Premier Ministre et le Président du Katanga.

2. Le Président du Katanga espère aussi que, pour appuyer l'initiative à prendre par lui, Monsieur le Chargé de Mission de l'ONU au Congo lui écrira de la même manière pour lui garantir dès qu'il aura pris l'initiative qui lui est suggérée et, semble-t-il, avant que le Gouvernement central n'exprime ses réactions, Monsieur le Chargé de Mission des Nations Unies fera une déclaration autorisée relative à l'initiative du Président du Katanga. Celui-ci espère que Monsieur le Chargé de Mission voudra proclamer que l'initiative du Président a pour conséquence que le Katanga a cessé d'être dans l'état de sécession visé par les résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies, que les différends qu'il lui reste à régler avec le Gouvernement central sont désormais un pur conflit constitutionnel interne qui ne peut être résolu que par des moyens pacifiques.

Le Président du Katanga remercie Monsieur le Chargé de Mission des Nations Unies au Congo de l'examen bienveillant du présent memorandum par lequel il voudrait avoir contribué à préparer la voie de l'initiative qui lui a été suggérée par Monsieur le Chargé de Mission et qu'il souhaite pouvoir prendre au plus tôt, dès qu'il serait assuré des conséquences que l'initiative à prendre pourrait avoir.

Le Président du Katanga saisit cette occasion de renouveler à Monsieur le Chargé de Mission des Nations Unies au Congo, ses sentiments de haute considération.

ANNEXE 7

Lettre en date du 12 avril 1962 adressée à M. Tshombé par M. Gardiner

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre mémorandum du 9 avril, que j'ai étudié très soigneusement.

La plupart des points que vous soulevez et sur lesquels vous demandez des assurances sont constitutionnels, et j'espère que les décisions de large portée que vous pourrez prendre avec le Gouvernement central comporteront toutes les garanties nécessaires.

Permettez-moi de vous réaffirmer que les Nations Unies sont toujours prêtes à fournir leurs bons offices pour vos entretiens, par tous les moyens qui peuvent être jugés nécessaires et appropriés. J'estime que les assurances que vous recherchez maintenant pourront vous être fournies le plus opportunément lorsque vous aurez défini vos différends avec le Gouvernement central. En prenant des mesures dès à présent, on risquerait de préjuger la question.

Il est permis de prévoir qu'au fur et à mesure que la paix et l'ordre régneront partout, les Nations Unies réduiront leurs effectifs militaires et civils au Congo. Mais il est normal que les intérêts supérieurs de l'ONU ne revoient leur position vis-à-vis du Congo qu'après l'heureux aboutissement des conversations actuelles et la mise en oeuvre des conclusions.

R. K. Gardiner

ANNEXE 8

Lettre en date du 6 avril 1962 adressée à M. Adoula par M. Tshombé

Monsieur le Ministre,

Subsidiairement à l'entretien que nous avons eu ce matin, j'ai l'honneur de vous soumettre, pour étude, les deux points capitaux suivants :

1. Je suis habilité et prêt à renoncer à la souveraineté absolue du Katanga.
2. En revanche, je vous prie de me confirmer officiellement la souveraineté interne du Katanga.

Espérant que nous nous mettrons d'accord sur les deux points, je vous prie, etc.

ANNEXE 9

Propositions présentées par M. Adoula à M. Tshombé, le 16 avril 1962

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre (Ref. 10/103/VDE)
du 6 avril 1962.

J'enregistre avec satisfaction que vous vous considérez maintenant comme habilité à prendre des décisions irrévocables et définitives au nom de la Province du Katanga. Je considère donc que le problème du mandat de la délégation katangaise est définitivement réglé.

Relativement au fond de votre proposition, je partage votre souci d'assurer aux Provinces la plus large autonomie de gestion possible. Mon gouvernement est disposé à présenter au Parlement un projet de Constitution qui tienne compte des divers "particularismes" et qui permette à chaque province de manifester sa personnalité en administrant ses propres affaires. A cet effet, vous voudrez bien trouver ci-joint un projet de conclusions des entretiens en cours qui répond à la fois à votre souci et aux intentions du Gouvernement central.

Comme vous pouvez le constater, le Gouvernement central, dans le souci d'aboutir à une large réconciliation nationale, accepte de vous donner les assurances que vous pouvez légitimement demander quant au futur régime constitutionnel de la République.

Je suis convaincu que le projet susvisé lèvera toutes vos inquiétudes et qu'ainsi nous aboutirons rapidement à la conclusion définitive des entretiens en cours.

En tout état de cause, le Gouvernement central a été à la limite de la conciliation et a fait preuve d'une bonne volonté à laquelle vous vous devez de répondre si vous avez comme nous le désir de résoudre la crise par la voie de la réconciliation nationale.

Salutations.

/...

Projet de conclusions des entretiens de Léopoldville

Le Gouvernement central de la République du Congo, représenté par son Premier Ministre, M. Cyrille Adoula, d'une part, et le Gouvernement provincial du Katanga, représenté par son Président, M. Moïse Tshombé, d'autre part, décidés à régler d'une manière définitive leurs différends dans un esprit d'entente et de réconciliation nationales, reconnaissent solennellement, irrévocablement et sans aucune arrière-pensée, réticence ni condition, ce qui suit :

Article premier. La République du Congo reste une et indivisible dans ses frontières du 30 juin 1960. Cependant, comme l'a déclaré le Président de la République le 24 mars 1962 :

"L'unité ne signifie nullement que l'on veuille ignorer les particularismes des diverses régions du pays. Au contraire, l'unité du pays est faite de l'apport, de la force, de la conception de chacun des particularismes régionaux."

Article 2. A cet effet, le Gouvernement central s'engage à déposer devant les Chambres législatives, dans un délai de deux mois, un projet de Constitution qui maintient l'unité de l'Etat, tout en assurant une large autonomie de gestion aux Provinces.

L'unité de l'Etat sera assurée notamment par :

- a) L'attribution exclusive au pouvoir central des compétences suivantes :
les relations extérieures et les traités; les forces armées; la gendarmerie, sous réserve des dispositions particulières qui organiseront l'assistance prêtée par ce Corps au pouvoir provincial; la sûreté de l'Etat; la législation sur la nationalité; l'immigration et l'émigration; le droit pénal; l'établissement des règles relatives à l'organisation judiciaire et à la procédure; la nomination et le statut des magistrats; les finances de l'Etat, conformément aux dispositions de la loi particulière qui organisera la répartition des domaines financiers respectifs de l'Etat et des provinces; la monnaie; la politique des changes; le Service des poids et mesures; les douanes; le système fiscal; l'enseignement universitaire et supérieur; l'établissement des règles organisant l'équivalence des diplômes de l'enseignement primaire, moyen, technique et normal; l'établissement des règles tendant à assurer la

qualité des membres du personnel enseignant; la création des inspecteurs provinciaux chargés du contrôle pédagogique de l'enseignement primaire, moyen, technique et normal; la législation sur l'art de guérir; la politique scientifique; la politique générale de l'économie; le code de commerce; les règles générales relatives au régime foncier; les règles générales relatives à l'octroi des concessions agricoles et forestières sur le domaine de l'Etat; les règles générales relatives à l'exploitation et l'exploration du sous-sol; les règles générales relatives à l'octroi des concessions minières décidées par des provinces; la coordination des sources d'énergie d'intérêt national, en ce compris l'équipement et les ressources hydro-électriques; les services de la géologie, de la géodésie, de la cartographie et de l'hydrographie; les voies maritimes et fluviales, y compris les ports et les balisages; les voies aériennes, y compris les aéroports et la protection aérienne, les chemins de fer d'intérêt national; les routes d'intérêt national; l'organisation générale du service postal, y compris l'émission des timbres-poste; les télécommunications et la radiodiffusion; les travaux publics d'intérêt national; le contrôle des institutions locales dans la mesure où elles sont chargées d'exécuter les tâches d'intérêt général qui leur sont conférées directement par le pouvoir central et pour compte de celui-ci, notamment en matière d'état civil.

- b) La présence dans chaque province d'un représentant du pouvoir central chargé d'exercer les attributions reconnues au Gouvernement central par la Constitution.

Article 3. L'autonomie de gestion reconnue aux provinces est consacrée par :

- a) L'organisation d'un pouvoir législatif et exécutif provincial.
- b) L'organisation d'une Cour de constitutionnalité chargée de faire respecter le partage des compétences entre le pouvoir central et les pouvoirs provinciaux.
- c) L'attribution exclusive au pouvoir provincial des compétences suivantes : police provinciale; organisation des services provinciaux et des subdivisions administratives; enseignement, à l'exclusion de l'enseignement supérieur et universitaire; juridictions coutumières; octroi

des concessions forestières, agricoles et minières et en général toutes les compétences non expressément attribuées au pouvoir central.

- d) Une clause spécifiant que toute loi modifiant la répartition des compétences ne pourra entrer en vigueur que si elle recueille l'accord de toutes les assemblées provinciales.

Article 4. Des lois particulières délimitant le domaine financier respectif de l'Etat et des provinces et organisant la Cour de constitutionnalité seront adoptées et entreranno en vigueur en même temps que la Constitution.

Article 5. Les dispositions suivantes sont d'application immédiate au Katanga :

1. La Loi fondamentale est et demeure d'application sur toute l'étendue de la République.
2. Le texte dit "Constitution du 5 août 1960" est retiré.
3. Le Gouvernement provincial s'interdit d'exercer les attributions reconnues au pouvoir central par la Loi fondamentale, notamment :
 - a) Les questions de défense nationale sont de la compétence exclusive du Gouvernement central.
 - b) La Gendarmerie katangaise passe sous le contrôle du pouvoir central et sera intégrée dans l'armée nationale congolaise.
 - c) Les centres de Kolwezi, Jadotville, Kipushi, Baudoinville et Sakania sont placés sous le contrôle de la Force des Nations Unies et de l'ANC.
 - d) Les services de la sûreté et de l'immigration sont placés sous l'autorité du pouvoir central.
 - e) La monnaie katangaise est retirée et remplacée par la monnaie locale. La monnaie de la République qui a été retirée de la circulation avant la signature des présentes par le Gouvernement katangais sera remise au Conseil monétaire.
 - f) Les agents des Douanes, du Trésor et des impôts relèvent exclusivement du pouvoir central.
 - g) Les services des Postes, des Télécommunications et de la Radiodiffusion sont assurés par le Gouvernement central.

4. Seuls les conseillers provinciaux et les suppléants de ceux définitivement empêchés par suite de décès ou de l'une des incompatibilités prévues par la Loi fondamentale, élus avant le 30 juin 1960, et suivant la loi électorale de la République, siègent à l'Assemblée provinciale.

5. Le Gouvernement provincial ne peut comprendre que les membres élus par l'Assemblée provinciale conformément aux dispositions de la Loi fondamentale.

6. Un représentant du Gouvernement central désigné après consultation du Gouvernement provincial résidera à Elisabethville et exercera au Katanga, comme délégué du Gouvernement central et sous son autorité, les attributions réservées à ce dernier par la Loi fondamentale.

7. En attendant l'intervention de la Loi visée à l'article 4 ci-dessus et relative à la répartition des compétences financières entre le pouvoir central et les pouvoirs provinciaux, le Gouvernement central est disposé à rechercher dès à présent un arrangement provisoire sur cette matière.

Article 6. Pour autant que les autorités provinciales respectent les présentes, le Gouvernement s'engage à lever l'état d'exception au Katanga.

Article 7. Les présentes conclusions entreront en vigueur un jour franc après leur signature par les deux parties.

Fait à Léopoldville, en double exemplaire, le ...

Pour le Gouvernement provincial du Katanga :

Le Président, Moïse Tshombé

Pour le Gouvernement central de la République du Congo :

Le Premier Ministre, Cyrille Adoula

ANNEXE 10

Echange de lettres entre MM. Gardiner, Tshombé et Adoula,
le 18 avril 1962

1. Lettre de M. Gardiner à M. Tshombé

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de me référer à notre récente conversation et à votre intention de retourner à Elisabethville pendant l'absence du Premier Ministre afin d'y vaquer à certaines affaires.

J'ai fait part de cette intention à M. Adoula, qui m'a assuré qu'il reviendrait à Léopoldville le samedi 21 avril, comme il vous l'a dit durant votre entretien avec lui lundi dernier. Il compte reprendre les entretiens au plus tard le lundi 23 avril, et recevoir à cette date vos observations et contre-propositions. J'espère que vous avez organisé vos engagements à Elisabethville de façon à vous permettre d'être de retour à temps pour la reprise des conversations.

Je suis d'avis comme vous que, maintenant qu'un début a été amorcé, et que les deux délégations ont manifesté leur détermination d'aboutir à un résultat définitif, tous les efforts doivent être déployés pour atteindre cet objectif et épargner au peuple congolais des conflits et des souffrances inutiles.

2. Lettre de M. Tshombé à M. Gardiner

Monsieur le Chargé de Mission,

J'ai l'honneur de vous confirmer ma décision de partir à Elisabethville durant l'absence de M. Adoula.

Dès que celui-ci sera de retour, je me rendrai immédiatement à Léopoldville pour reprendre les entretiens.

Je tiens à vous remercier vivement, ainsi que vos collaborateurs, pour toutes les mesures de sécurité qui ont été prises pour ma personne, et pour ma suite et pour votre excellente hospitalité.

Mon séjour auprès des membres des Nations Unies m'a permis de connaître mieux votre souci de voir régner la paix et le bonheur au Congo.

Vous pouvez compter sur ma franchise et sur ma sincérité de faire tout pour trouver une solution rapide à la crise congolaise.

J'espère que les garanties qui m'ont été accordées pour mon premier voyage sont valables pour mon retour.

3. Lettre de M. Tshombé à M. Adoula

Monsieur le Premier Ministre,

Suite à notre conversation du 16 courant pendant laquelle vous m'avez annoncé votre absence de Léopoldville, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que j'ai décidé de partir pour Elisabethville régler quelques affaires courantes et que je rentrerai à Léopoldville dès que vous serez rentré.

ANNEXE 11

Lettre en date du 20 avril 1962 adressée à M. Gardiner par M. Tshombé

Elisabethville, le 20 avril 1962

Monsieur le Chargé de Mission,

Bien que je ne sois pas encore remis de la fatigue du voyage d'hier, je tiens avant toute autre chose à vous remercier pour votre intervention durant ces derniers jours. Je m'adresse ici plus à l'homme qu'au Représentant des Nations Unies. Je sais que c'est autant à vos qualités propres qu'aux engagements pris par l'Organisation des Nations Unies que vous représentez que les événements du mercredi soir n'ont pas tourné au tragique. C'est avec émotion que j'ai retrouvé mon cher Katanga et Elisabethville ainsi que ce peuple pour lequel je suis prêt à donner le meilleur de moi-même. Comme je vous l'ai promis et parce que on pense qu'il y va du bonheur des congolais et des katangais je me rendrai de nouveau à Léopoldville. Cela demandera de ma part un effort certain car ma santé n'est pas florissante et j'aurais besoin d'un repos à la suite des événements que j'ai vécus depuis le mois de décembre et de ces derniers jours. Je vous saurais gré de bien vouloir me faire savoir si l'Organisation des Nations Unies, pour ce nouveau voyage, est disposée à me donner les mêmes garanties que celles dont j'ai disposé précédemment. Je vous demande de me transmettre votre réponse d'urgence. Tout entraînera pour moi une prolongation de mon séjour ici. J'espère vous retrouver à Léopoldville lorsque j'y reviendrai.

Le Président du Katanga,
Moïse Tshombé

ANNEXE 12

Lettre en date du 22 avril 1962 adressée à M. Tshombé par M. Gardiner

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 20 avril et de vous dire que j'ai été heureux de cette lettre qui justifie la confiance que j'éprouverai du fait que vous aviez promis que vous retourneriez à Léopoldville poursuivre les négociations en vue de mettre un terme à la sécession du Katanga et de rétablir l'unité de la République du Congo. Je dois être à Léopoldville le jeudi, 26 avril, et espère sincèrement que vous y arriverez pour reprendre vos entretiens avec le Premier Ministre Adoula le lundi 30 avril au plus tard.

Je renouvelle au nom du Secrétaire Général toutes les garanties, notamment celles qui concernent votre retour, que l'Organisation des Nations Unies vous a données au sujet de ces entretiens avec le Premier Ministre pour toute la durée de ceux-ci.

ROBERT GARDINER

ANNEXE 13

Discours du 21 avril 1962 de M. Adoula

Chers concitoyens,

Je me suis fait un devoir dès l'investiture du gouvernement de venir chaque fois que cela était nécessaire vous entretenir des préoccupations, des aspirations et des intentions du Gouvernement central. Gouvernement du peuple et par le peuple, nous nous devons de faire le point avec vous sur la question qui intéresse toute la nation car je suis convaincu qu'avec votre appui et votre soutien, le gouvernement qui a la confiance de vos représentants pourra mener à bien l'immense tâche qui lui est dévolue.

Notre première préoccupation est et doit rester la résorption de la sécession katangaise. La solution de ce problème doit primer toute autre préoccupation, car on ne doit jamais oublier que la solution de toutes les autres difficultés serait grandement facilitée si la sécession katangaise était définitivement réduite. C'est à ce prix uniquement que peuple, parlement et gouvernement pourront orienter tous leurs efforts pour la relance économique, la reconstruction du pays, le développement et l'extension de l'enseignement et la formation des cadres; c'est à ce prix uniquement que le peuple pourra profiter des bénéfices d'une indépendance pour laquelle il a tant combattu.

Je voudrais cependant, avant d'aborder le problème fondamental qu'est la sécession katangaise, faire la mise au point sur ce qu'on a appelé l'incident du départ de M. Tshombé, incident que certains ont voulu grossir démesurément et lui donner une signification et une importance qu'il n'a jamais eues dans notre esprit. Je voudrais d'abord rappeler les faits. Le lundi 16 avril, j'ai reçu M. Tshombé pour lui remettre la réponse du Gouvernement central à sa lettre du 6 avril. En même temps, je lui ai communiqué un projet de conclusion pour les entretiens en cours. M. Tshombé m'a déclaré qu'il allait étudier le projet du Gouvernement central et qu'il me ferait connaître ses observations à notre prochain rendez-vous. M. Tshombé ayant demandé quelques jours de réflexion, nous avons convenu que la prochaine rencontre aurait lieu le 21 avril, ce qui a été confirmé à M. Tshombé par lettre du Ministre de l'intérieur.

Au cours de cet entretien du 16 avril, j'ai fait connaître à M. Tshombé mon intention de me rendre à l'intérieur du pays tout en lui précisant que je serais de toute façon de retour à Léopoldville pour le rendez-vous du 21 avril. Le lendemain, au moment où j'allais m'embarquer, M. Gardiner, chef de la mission des Nations Unies au Congo, m'a appris que M. Tshombé avait manifesté le désir de rentrer à Elisabethville, sans d'ailleurs m'indiquer ni la date, ni les raisons de ce départ. J'ai fait remarquer à M. Gardiner que, puisque le délai demandé par M. Tshombé lui était nécessaire pour étudier les propositions du Gouvernement central et que de toute façon la date de notre prochaine rencontre était déjà fixée, je ne voyais nullement l'utilité de déplacement de M. Tshombé qui ne m'a jamais informé, d'ailleurs, de ses intentions à ce sujet. Mes objections étaient uniquement fondées sur le fait que si M. Tshombé rentrait à Elisabethville, il ne pourrait jamais être présent au rendez-vous du 21 avril.

Le lendemain, M. Tshombé, bien que me sachant déjà parti, adresse une lettre à mon cabinet pour faire connaître son désir d'aller à Elisabethville. Au même moment, les ministres présents à Léopoldville devaient apprendre qu'un avion avait été mis à la disposition de M. Tshombé qui devait quitter la capitale d'un moment à l'autre sans qu'aucune autorité congolaise n'ait été avertie de l'imminence de ce départ. Le Conseil des ministres, immédiatement convoqué, décida de demander des explications sur les causes et les circonstances exactes de ce départ précipité. De cette demande d'explication, il en est résulté un retard dans l'envol de l'avion de M. Tshombé.

Or, des personnes mal intentionnées envers la République et en premier rang desquelles se trouve M. Tshombé ont tenté de faire croire que le Gouvernement central avait eu l'intention de violer les garanties qui ont été accordées à M. Tshombé, ou d'empêcher l'Organisation des Nations Unies de remplir les engagements qu'elle avait pris vis-à-vis de M. Tshombé quant à sa liberté de mouvement. Le but manifeste de ces personnes était de rompre les bonnes relations qui n'ont jamais cessé d'exister et qui continuent d'exister entre le Gouvernement central et l'Organisation des Nations Unies.

Je démens de la manière la plus catégorique que le Gouvernement central ait eu à aucun moment une telle intention. Lorsque M. Tshombé a manifesté en février dernier le désir de venir à Léopoldville, nous lui avons accordé toutes les

garanties qu'il pouvait légitimement demander. En même temps et avec notre accord, j'insiste sur ce point, les Nations Unies ont accordé leurs garanties à M. Tshombé. La décision du Conseil des ministres de demander des éclaircissements sur le départ précipité de M. Tshombé était parfaitement fondée et justifiée par le fait que nous n'avions pas été avertis, ni du jour, ni de l'heure du départ. Nous avons été mis dans l'impossibilité d'assumer pleinement les engagements que nous avons pris à l'égard de M. Tshombé. Les garanties accordées par les Nations Unies ne pouvaient avoir quelque valeur ou quelque efficacité que si elles avaient comme support la garantie du Gouvernement central; or, les conditions dans lesquelles le départ a été décidé et l'avion mis à la disposition de M. Tshombé ont été telles que le Gouvernement central ne pouvait plus assumer ses obligations.

M. Tshombé a voulu donner un autre sens à la décision du Conseil des ministres. Certes, nous sommes habitués aux contrevérités de M. Tshombé et ses insinuations n'auraient pas mérité d'être relatées si d'autres personnes de bonne foi n'avaient été abusées par ses calomnies; c'est pour cela que je tiens à faire cette mise au point. Il est manifeste que nous n'avons jamais eu l'intention de ne pas tenir les garanties que nous avons pourtant librement accordées. Ce serait nous faire injure que de croire que nous pouvons violer les engagements que nous avons pris, ce serait oublier la valeur sacrée que nous autres, Africains, attachons au respect de la parole donnée et tenir en mépris notre sens politique que de penser que nous pouvons empêcher les Nations Unies de remplir les engagements qu'elles ont pris à l'égard de M. Tshombé, d'ailleurs avec notre accord exprès.

Pour ma part, je considère l'incident comme définitivement clos; d'ailleurs il serait de mauvaise politique d'attacher une importance quelconque à une affaire qui a été grossie par des milieux dont l'hostilité au Gouvernement central est trop connue. Pour nous, la personne de M. Tshombé n'a jamais l'importance qu'on tente de lui accorder dans certains milieux. Car il ne s'agit pas de problème de personne, le Gouvernement central ne peut oublier qu'en fait le problème fondamental est celui de la sécession katangaise et que la personne de M. Tshombé ne compte absolument pas devant le problème essentiel de la sécession. Si le Conseil des ministres a pris la décision que vous savez, ce n'était nullement pour empêcher M. Tshombé de partir, c'est uniquement parce qu'un principe a été mis en cause, c'est parce que les garanties accordées par le Gouvernement central et les Nations Unies étant

solidaires et complémentaires, aucune décision ne pouvait être prise par l'une des parties sans que l'autre ait été à même d'assumer ses engagements.

Il serait ridicule de croire qu'une telle affaire puisse altérer en quoi que ce soit la confiance, la coopération et l'estime que nous avons accordées à l'Organisation des Nations Unies qui est une partie de nous-mêmes. Ce serait aussi faire injure aux dirigeants de cette organisation que de croire qu'ils peuvent modifier leurs sentiments envers le Gouvernement central à la suite d'un incident démesurément grossi par tous ceux qui n'ont jamais accepté l'idée d'un Congo indépendant uni et fort. Les provocateurs et les pêcheurs en eaux troubles en auront été, cette fois encore, pour leurs frais. Pour nous, et j'insiste sur ce point, la question essentielle est et sera la résorption de la sécession, quelles que soient les personnes en cause, et c'est de ce problème que je voudrais vous entretenir aujourd'hui.

Dans mon dernier discours, je vous ai dit que les entretiens ne pouvaient aboutir à nulle part si M. Tshombé persistait dans son refus de prendre des engagements fermes et irrévocables. Après plus de vingt jours de palabres et de tergiversations, M. Tshombé a fini par admettre qu'il avait mandat pour engager définitivement la province du Katanga. Ce problème préalable étant définitivement réglé, le Gouvernement central a abordé immédiatement les questions de fond. Il a remis à M. Tshombé le projet de conclusion qui vient d'être publié.

Je voudrais soulever ici l'importance particulière de ce projet et l'esprit de conciliation dont a fait preuve le Gouvernement central dans ces propositions. Vous savez que d'après la résolution de l'Assemblée provinciale du Katanga et d'après la lettre du 16 février 1962 de M. Tshombé, les conversations entre le Gouvernement central et les dirigeants katangais devaient avoir pour unique base la déclaration de Kitona, c'est-à-dire l'application intégrale et complète de la Loi fondamentale dans la province du Katanga. Le Gouvernement central aurait pu s'en tenir à cette base et ne pas aborder d'autres problèmes pendant ces conversations. Dans un esprit de réconciliation nationale, le Gouvernement central a cependant accepté de donner des assurances à M. Tshombé quant au futur régime constitutionnel du pays. Le Gouvernement central n'a jamais eu l'intention de méconnaître le particularisme de chaque région. Vous savez d'ailleurs que le Président de la République a solennellement déclaré, le 24 mars dernier, que si

l'unité du pays doit être sauvegardée, cela ne signifie nullement qu'on veuille oublier ce que chaque province a de propre, ce que chaque région a de personnalité particulière. C'est dans ce sens que le Gouvernement central accepte de donner à M. Tshombé, comme d'ailleurs à toutes les provinces, des assurances et des apaisements relatifs à la constitution future. Le Gouvernement central est à cet effet disposé à présenter, dans un délai de deux mois, un projet de constitution aux chambres législatives. Ce projet assurera aux provinces une très large autonomie de gestion pour leurs affaires propres. Il permettra ainsi à chaque région de manifester et de développer sa personnalité. Cette large autonomie de gestion sera garantie dans la constitution par un partage équitable des attributions et des compétences entre le Gouvernement central et les autorités provinciales.

Le texte qui a été remis à M. Tshombé délimite d'une manière claire et sans équivoque les attributions qui seront exercées par le Gouvernement central et celles qui le seront par les régions. De plus, une cour de constitutionnalité sera chargée de veiller au partage des compétences entre le Gouvernement central et les provinces. En outre, il sera prévu que la répartition des compétences ne pourra être modifiée que si toutes les assemblées provinciales manifestent leur approbation à d'éventuelles modifications. Les autorités provinciales comprendront un pouvoir législatif et un pouvoir exécutif. En matière financière, et en attendant l'inter-vention d'une loi délimitant les attributions respectives du pouvoir central et des pouvoirs provinciaux, le gouvernement est disposé, dès à présent, à rechercher un arrangement provisoire sur la répartition des revenus de l'Etat entre toutes les parties intéressées. Toutes les autres questions qui ont fait l'objet de difficultés seront naturellement résolues par la nouvelle constitution. Dans l'attente de celle-ci, la Loi fondamentale continuera à être appliquée.

Le Gouvernement central est convaincu que les assurances qu'il donne ainsi à M. Tshombé doivent lever les craintes et les inquiétudes et que nous devons aboutir rapidement à un accord, si réellement M. Tshombé désire une entente loyale. En tout état de cause, aucune personne de bonne foi ne peut plus douter du désir de paix et de réconciliation qui anime le Gouvernement central. Personne ne peut nier le caractère généreux et conciliant des propositions du Gouvernement central. Tout est maintenant lié à une bonne volonté similaire de M. Tshombé.

Or, de plus en plus le Gouvernement central est convaincu que M. Tshombé n'est pas venu à Léopoldville pour rechercher un accord, mais bien plutôt pour gagner du temps. Je vous ai dit, la dernière fois, que tandis que M. Tshombé tergiverse et palabre à Léopoldville, les dirigeants katangais restés à Elisabethville continuent activement à renforcer leur dispositif militaire. Cette duplicité des dirigeants katangais, je l'ai dénoncée dans mon dernier discours et je la dénonce à nouveau.

Nous avons des preuves irréfutables et des documents authentiques qui révèlent l'importance du matériel de guerre qui a été acquis depuis les conversations de Kitona et récemment encore par les dirigeants katangais. Ce documents - qui seront publiés en temps utile - établissent combien la situation est grave et combien les dirigeants katangais sont loin de toute idée d'accord et près d'une épreuve de force.

Nous savons d'une manière exacte les quantités d'armes et de munitions qui sont entrées - ou sur le point d'entrer - au Katanga. Nous savons quels sont les pays qui arment Tshombé et encouragent ainsi la sécession. Il est d'ailleurs étonnant que ces mêmes pays, tout en fournissant à Tshombé les moyens militaires pour sa sécession, proclament bien haut tout leur soutien et leur appui au Gouvernement central! Ces doubles jeux doivent cesser. Nous ne pouvons concevoir que des individus ou des groupements de ces pays puissent continuer leur activité criminelle sans provoquer de la part de leur gouvernement les réactions qu'on peut légitimement en attendre, selon le droit des gens. Il est impensable que des particuliers puissent mettre indéfiniment en danger les bonnes relations qui existent leur pays et la République du Congo. Le Gouvernement central est en droit de demander à ces pays une attitude nette et sans équivoque. Leur politique actuelle ne peut que les desservir auprès de tous les peuples épris de justice.

J'espère que cette mise en garde et cet appel solennel à la raison ramèneront ces pays à une meilleure compréhension de leurs obligations nationales de ne pas s'immiscer dans les affaires du Congo, en permettant à leurs ressortissants d'armer impunément les rebelles.

Je vous ai dit que la volonté de paix et de réconciliation de M. Tshombé n'est nullement manifeste et que, au contraire, ses intentions agressives sont évidentes par les achats d'armes et le recrutement de mercenaires.

Est-ce à dire que le Gouvernement central doit rester les bras croisés devant ce danger? Est-ce à dire que nous devons continuer à tolérer que M. Tshombé renforce sa sécession chaque jour davantage sans que cela provoque en nous de réactions? Nous ne pouvons oublier que nous avons le devoir de réduire la sécession de Tshombé comme toute autre tentative de sécession.

Je m'adresse aujourd'hui particulièrement aux Nations Unies pour leur dire que si nous apprécions l'assistance et l'aide qu'elles nous apportent dans beaucoup de domaines, nous sommes obligés de constater que le problème de fond, à savoir la sécession, reste entier. Voilà tantôt deux ans que cette situation dure. Voilà bientôt deux ans que notre intégrité territoriale est en jeu, que notre souveraineté est en cause. De plus en plus on intervient dans nos affaires intérieures. Au contraire, la situation est bien plus grave aujourd'hui qu'elle ne l'a été en 1960, au début de la sécession. Le rapport des forces qui était en faveur du Gouvernement central à cette époque est totalement renversé aujourd'hui, au profit de Tshombé. Parce qu'il respecte les résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, le Gouvernement central n'a pu acquérir les armes nécessaires à sa défense. Parce qu'il viole chaque jour les décisions des Nations Unies et qu'il les tient en grand mépris, Tshombé a pu s'armer librement et sans entrave. Toutes les nations doivent prendre conscience de ce fait et en tirer les conséquences. Est-ce parce que nous sommes fidèles à l'Organisation, à ses principes et à ses décisions que nous devons rester faibles et diminués devant les forces du mal, devant les convoitises qui visent nos richesses?

Aujourd'hui, chacun doit prendre ses responsabilités. Chacun doit manifester d'une manière calme et sans équivoque le parti qu'il entend prendre dans le problème congolais. Si les Nations Unies estiment que leur mandat actuel n'est pas précis et ne leur permet pas une action plus directe dans la sauvegarde de notre intégrité, il faut alors que les instances supérieures précisent ce mandat et définissent clairement le rôle qu'elles entendent assigner à leur intervention au Congo.

Le Gouvernement central ne peut, quant à lui, rester dans une indécision combien mortelle. Il faut que l'équivoque maintenue par certains pays cesse. Il faut que les Nations Unies précisent le but et les moyens de leur mission.

Je l'affirme d'une manière solennelle : notre volonté de réduire la sécession katangaise par tous les moyens - je dis bien par tous les moyens - est irrévocable;

nous sommes décidés à mettre le prix qu'il faut, à accepter tous les sacrifices que cela peut exiger. Pendant ce temps, le Gouvernement central n'est pas resté inactif. Il a pris contact avec les chefs d'Etats frères d'Afrique et d'Asie et d'autres pays amis. Il leur a exposé nos problèmes et nos difficultés. Il leur a fait part des procédures et méthodes qu'il entend mettre en oeuvre pour réduire la sécession katangaise. Il les a informés que dans le cadre de la solidarité africaine et asiatique, il sera peut-être amené à leur demander une assistance accrue pour liquider définitivement la sécession. Je dois dire d'ailleurs que les réponses que nous avons reçues jusqu'à ce jour sont extrêmement encourageantes.

Si M. Tshombé revient à Léopoldville, nous sommes disposés à reprendre les conversations, mais nous ne pouvons tolérer que les tergiversations et les palabres intérieures continuent. Nous demanderons une volonté sincère et sans équivoque de régler définitivement le problème. Ceci ne nous empêchera pas de continuer à prendre les mesures de sauvegarde nécessaires tant que M. Tshombé continuera à armer à outrance. Nous ne tomberons pas dans le piège où veut nous mener M. Tshombé : lui permettre de gagner du temps pour renforcer militairement sa sécession.

Le projet que nous lui avons remis est la preuve de notre volonté de paix, de notre désir d'aboutir à une réconciliation nationale. Si M. Tshombé soulève des difficultés uniquement dans l'intention de gagner du temps, nous saurons en tirer les conséquences.

Le peuple congolais doit, dès à présent, se préparer à l'épreuve de force que des égarés et des rebelles à la solde des milieux d'affaires étrangers veulent nous imposer. Je suis convaincu que M. Tshombé et ses supports trouveront en face d'eux, s'ils continuent leur politique agressive, à l'égard du Congo, un peuple uni, fort et déterminé à défendre ses droits, son unité et sa dignité.

Avec confiance et discipline, dans le respect de l'ordre et des droits d'autrui, nous sommes prêts à nous engager dans la bataille finale si on nous y oblige, et nous sommes sûrs de vaincre, parce que notre cause est juste et parce que nous pouvons compter sur la solidarité de toute la communauté internationale éprise de justice.

A ces centaines de millions de gens qui nous soutiennent et nous appuient, nous devons donner l'exemple d'un peuple discipliné et uni. Nous saurons ainsi montrer à toutes les nations du monde que nous sommes dignes de leur confiance et de leur solidarité.

ANNEXE 14

Lettre en date du 15 avril 1962 adressée à M. Rolz-Bennett par M. Tshombé

Monsieur le Représentant,

A la suite de notre conversation de ce matin, j'ai l'honneur de vous faire savoir que comme mon état de santé est déficient ainsi que je vous l'ai expliqué, je compte rejoindre Léopoldville le 3 mai 1962. Entre-temps j'ai l'honneur de vous faire savoir qu'une délégation du Gouvernement du Katanga partira pour Léopoldville afin de préparer la reprise des entretiens.

Le Président du Katanga,

Moïse Tshombé

ANNEXE 15

Lettre adressée à M. Gardiner par M. Adoula le 2 mai 1962

Monsieur le Chargé de Mission,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 28 avril 1962
(Réf. GVT-342/62).

Bien que les considérations émises par votre représentant à Elisabethville méritent une attention toute spéciale, je suis néanmoins d'avis qu'il y a nécessité de vous rendre à Elisabethville aux fins de se convaincre de la volonté de M. Tshombé d'aboutir, dans un délai le plus court possible, à une solution finale.

Je vous confirme également notre entretien au cours duquel je vous ai demandé d'user de vos bons offices pour que M. Tshombé nous fasse parvenir ses contre-propositions au projet de conclusions que je lui ai remis, au nom du Gouvernement central, le 16 avril 1962.

Pour votre information, je joins à la présente copie du télégramme que j'ai adressé, en date du 28 avril, à M. Tshombé, pour lui fixer le prochain rendez-vous.

Le Premier Ministre

Copie du télégramme à M. Tshombé

Monsieur Moïse Tshombé, Président Gouvernement provincial du Katanga à Elisabethville. C'est avec plaisir que j'apprends votre retour à Léopoldville pour le 3 mai prochain, afin de reprendre discussion. Vous invite première réunion fixée à vendredi 4 mai à 10 heures en mon Cabinet. J'espère aussi que vous remettrez pour cette circonstance vos contrepropositions aux conclusions que je vous ai remises au nom du Gouvernement central.

Cyrille Adoula

Premier Ministre du Gouvernement
central. Léopoldville

ANNEXE 16

Texte révisé du projet de conclusions des entretiens de Léopoldville,
proposé par le Gouvernement central

Le Gouvernement central de la République du Congo, représenté par son
Premier Ministre, M. Cyrille ADOULA,

d'une part,

et le Gouvernement provincial du Katanga, représenté par son Président,
M. Moïse TSHOMBE,

d'autre part,

décidés à régler d'une manière définitive leurs différends dans un esprit d'entente
et de réconciliation nationales,

reconnaissent solennellement, irrévocablement et sans aucune arrière-pensée,
réticence ni condition, ce qui suit :

Article premier

La République du Congo reste une et indivisible dans ses frontières
du 30 juin 1960.

Cependant, comme l'a déclaré le Président de la République le 24 mars 1962 :

"l'unité ne signifie nullement que l'on veuille ignorer les
particularismes des diverses régions du pays. Au contraire, l'unité du pays
est faite de l'apport, de la force, de la conception de chacun des
particularismes régionaux".

Article 2

A cet effet, le Gouvernement central s'engage à déposer devant les Chambres
législatives, dans un délai de deux mois, un projet de Constitution fédérale qui
maintient l'unité de l'Etat, tout en assurant une large autonomie réelle aux
Provinces.

Le Gouvernement central s'engage à défendre son projet de Constitution devant
les Chambres législatives.

L'unité de l'Etat sera assurée notamment par :

a) L'attribution exclusive au Pouvoir central des compétences suivantes :

- Relations extérieures et traités
- Forces armées et gendarmerie
- Sûreté extérieure et intérieure de l'Etat
- Règles relatives à l'organisation judiciaire, à la procédure et aux statuts des magistrats
- Immigration et émigration
- Libertés publiques, y compris le droit électoral
- Législation sur la nationalité
- Droit pénal
- Monnaie et politique des changes
- Système fiscal et douanes
- Elaboration de la politique économique générale du pays
- Législation générale en matière économique
- Règles générales relatives au régime foncier et à l'octroi des concessions agricoles, forestières et minières
- Voies de communication et sources d'énergie d'intérêt national
- Travaux publics d'intérêt national
- Législation générale en matière sociale
- Enseignement supérieur
- Postes, télécommunications et radiodiffusion.

b) La présence dans chaque province d'un Représentant du Pouvoir central chargé d'exercer les attributions reconnues au Gouvernement central par la Constitution. Ce représentant sera nommé après consultation du Gouvernement provincial.

Article 3

L'autonomie reconnue aux provinces est consacrée par :

- a) L'organisation d'un Pouvoir législatif et exécutif provinciaux;
- b) L'organisation d'une Cour de constitutionnalité chargée de faire respecter le partage des compétences entre le Pouvoir central et les Pouvoirs provinciaux;
- c) L'attribution exclusive au Pouvoir provincial des compétences suivantes :
- Police provinciale
 - Organisation des services provinciaux et des subdivisions administratives
 - Enseignement, à l'exclusion de l'enseignement supérieur et universitaire
 - Juridictions coutumières
 - Octroi des concessions forestières, agricoles et minières et en général toutes les compétences non expressément attribuées au Pouvoir central
 - Nomination du Personnel dépendant des services provinciaux
- d) Une clause spécifiant que toute loi modifiant la répartition des compétences ne pourra entrer en vigueur que si elle recueille l'accord de toutes les Assemblées provinciales;

- e) L'octroi aux membres des Gouvernements provinciaux du même régime d'immunité qu'aux membres du Gouvernement central;
- f) Les forces armées placées sous le contrôle du Gouvernement central ne peuvent intervenir dans les affaires provinciales et du maintien de l'ordre public que dans l'un des cas ci-après :
- Sur demande des autorités provinciales;
 - En cas d'incapacité des autorités provinciales d'assurer leurs obligations de police et le maintien de l'ordre public : dans ce cas, les forces armées du Gouvernement central ne pourront intervenir qu'après mise en demeure restée sans effet adressée aux autorités provinciales de remplir leurs obligations et qu'après que le Conseil des Ministres ait déclaré l'état d'urgence dans la région ou la province considérée;
 - En cas de refus d'exécution par une autorité provinciale d'une décision de la Cour de constitutionnalité constatant une violation de la Constitution par ladite autorité provinciale;
- g) Le droit du Gouvernement central de prendre des mesures pour faire exécuter une loi ou une ordonnance par une province ne s'exercera que lorsque les conditions ci-après se trouvent remplies :
- Lorsque les autorités provinciales n'auront pas exécuté ladite loi ou ordonnance,
 - Lorsque deux avis successifs de non-exécution auront été adressés au Président de l'Assemblée provinciale ou au Président du Gouvernement provincial et seront demeurés sans réponse,
 - Lorsque le Conseil des Ministres du Gouvernement central aura déclaré l'état d'urgence touchant l'exécution de la loi ou de l'ordonnance en question;
- h) Pour ce qui est des questions relevant de la compétence du Gouvernement central, celui-ci peut, en cas de besoin et avec l'accord des autorités provinciales, déléguer des fonctions administratives aux fonctionnaires du Gouvernement provincial qui agiront dans ce cas sous l'autorité du représentant du Gouvernement central dans la province;
- i) Dans le cadre des lois, ordonnances ou accords internationaux conclus par le Gouvernement central, le Gouvernement provincial aura le droit d'employer les techniciens étrangers dont il aura besoin.

Article 4

Des lois particulières délimitant le domaine financier respectif de l'Etat et des Provinces et organisant la Cour de constitutionnalité, seront adoptées et entreront en vigueur en même temps que la Constitution.

Lesdites lois relatives aux questions financières reconnaîtront qu'exception faite des droits de douane, le Gouvernement provincial a le droit d'assujettir à l'impôt les personnes et activités à l'intérieur de la Province intéressée et de

percevoir ces impôts. Il doit être également reconnu que le Gouvernement central aura le droit de lever et de percevoir des impôts similaires; en outre, le Gouvernement central pourra seul assurer la rentrée de recettes publiques, notamment sous forme de redevances ou de droits de location par voie de législation générale et visant l'exploration et l'exploitation du sous-sol, ainsi que des concessions agricoles, forestières et minières.

Il devra être spécifié que les recettes provenant de l'exploration et de l'exploitation du sous-sol, ainsi que des concessions agricoles, forestières et minières, dans une province donnée, seront réparties à raison de 70 p. 100 pour le Gouvernement central et de 30 p. 100 pour le Gouvernement de la province intéressée.

Article 5

Les dispositions suivantes sont d'application immédiate au Katanga :

- 1) La Loi fondamentale est et demeure d'application sur toute l'étendue de la République.
- 2) Le texte dit "Constitution du 5 août 1960" est retiré.
- 3) Le Gouvernement provincial s'interdit d'exercer les attributions reconnues au Pouvoir central par la Loi fondamentale, notamment :
 - a) Les questions de Défense nationale sont de la compétence exclusive du Gouvernement central;
 - b) La gendarmerie katangaise, débarrassée de tous cadres étrangers, maintenue dans son organisation, passe sous le contrôle du Pouvoir central;
 - c) Les forces des Nations Unies sont autorisées à avoir des détachements à Kolwezi, Jadotville et Kipushi;
 - d) La monnaie katangaise est retirée et remplacée par la monnaie nationale. La monnaie de la République qui a été retirée de la circulation avant la signature des présentes par le Gouvernement katangais sera remise au Conseil monétaire;
 - e) Les agents de la Sûreté, de l'Immigration, des Impôts, des Douanes et des Télécommunications sont placés sous l'autorité du Gouvernement central;
- 4) Seuls les Conseillers provinciaux et les suppléants de ceux définitivement empêchés par suite de décès ou de l'une des incompatibilités prévues par la Loi fondamentale, élus avant le 30 juin 1960, et suivant la loi électorale de la République, siègent à l'Assemblée provinciale.

- 5) Le Gouvernement provincial ne peut comprendre que les membres élus par l'Assemblée provinciale conformément aux dispositions de la Loi fondamentale.
- 6) Un membre du Gouvernement central désigné après consultation du Gouvernement provincial résidera à Elisabethville et exercera au Katanga, comme Délégué du Gouvernement central et sous son autorité, les attributions réservées à ce dernier par la Loi fondamentale.
- 7) En attendant l'intervention de la loi visée à l'article 4 ci-dessus, et relative à la répartition des compétences financières entre le Pouvoir central et les Pouvoirs provinciaux, le Gouvernement central est disposé à rechercher dès à présent un arrangement provisoire sur cette matière. A cet effet, il s'engage à réunir, dans un délai d'un mois, une Conférence des Présidents des Gouvernements provinciaux, en vue de déterminer une répartition équitable des revenus publics entre l'Etat et les Provinces.

Article 6

Pour autant que les autorités provinciales respectent les présentes, le Gouvernement central s'engage à lever l'état d'exception au Katanga.

Article 7

La nouvelle Constitution disposera que les frontières des provinces, telles qu'elles auront été fixées par la Loi fondamentale, ne seront pas modifiées, à moins notamment que l'Assemblée de la Province intéressée ne donne son assentiment à une telle modification à la majorité des deux tiers de ses membres.

Article 8

Il est convenu que la Constitution dans son Préambule comportera une clause appuyant la Déclaration des droits de l'homme des Nations Unies et qu'elle constituera les garanties spécifiques en vue d'assurer aux Congolais l'exercice de la plénitude de leurs droits civils et politiques.

Article 9

Les présentes conclusions seront d'exécution un jour franc après leur signature par les deux Parties.

Fait à Léopoldville en double exemplaire,
le

POUR LE GOUVERNEMENT PROVINCIAL
DU KATANGA :

Le Président :

Moïse TSHOMBE

POUR LE GOUVERNEMENT CENTRAL DE LA
REPUBLIQUE DU CONGO :

Le Premier Ministre,

Cyrille ADOULA

ANNEXE 17

Les demandes exprimées dans le mémorandum de M. Tshombé
rapportées aux "conclusions" de M. Adoula

- 1) Assurances d'une réforme constitutionnelle (voir art. 2 des propositions Adoula).
- 2) Intégrité territoriale (voir art. 7 des propositions Adoula).
- 3) Contrôle exercé sur la police provinciale (voir art. 3 des propositions Adoula).
- 4) Coordination administrative - Autonomie
Les agences provinciales devront exercer leur autorité dans les matières qui tombent sous la compétence du Gouvernement central dans les territoires des provinces (voir art. 3 c) et h) des propositions Adoula).
- 5) Rôle des contingents de l'Armée nationale dans les provinces (voir art. 3 f) et g) des propositions Adoula).
- 6) Matières économiques et financières - Autonomie financière (voir art. 4 des propositions Adoula).
- 7) Assistance fournie par les techniciens étrangers (voir art. 3 i) des propositions Adoula).
- 8) La proposition qui vise à ce que la gendarmerie katangaise ne soit pas soumise à la disposition du Gouvernement central (voir art. 5 b) des propositions Adoula).
- 9) Les NATIONS UNIES donnent les garanties suivantes :
L'Organisation serait disposée à :
 - a) Adapter ses opérations au Katanga progressivement en tenant compte de la situation telle qu'elle se développerait après la fin des négociations entre la province du Katanga et le Gouvernement central.
 - b) Faire tous les efforts possibles pour assurer l'exécution équitable et rapide des accords qui résulteraient des négociations Adoula-Tshombé spécialement en ce qui concerne les conditions qui doivent être respectées et les démarches que l'on devrait entreprendre pendant une période transitoire allant de la situation actuelle à un retour aux conditions de vie et de politique normales.

ANNEXE 18

Remarques sur le document intitulé "Les demandes exprimées par le
mémoire de M. Tshombé rapporté aux 'Conclusions' de M. Adoula"

Le document en question accompagne un nouveau "projet de conclusions" des entretiens de Léopoldville qui reprend partiellement le document qui accompagnait la lettre du 16 avril 1962 de M. ADOULA et y apporte certaines modifications ou ajoutes.

Le document intitulé "Les demandes exprimées ..." semble suggérer que les assurances exigées par le président TSHOMBE dans son mémoire sont rencontrées de façon satisfaisante par M. ADOULA dans le nouveau "Projet de conclusions".

Or il n'en est rien.

Le point 1 des assurances demandées par le président TSHOMBE stipulait que "rien ne serait modifié à la situation actuelle en dehors de ce qui aurait été expressément et librement consenti". Le document "Les demandes exprimées ..." passe sous silence les assurances sur ce point et par contre l'article 5 du nouveau "Projet de conclusions" de M. ADOULA stipule :

"Les dispositions suivantes sont d'application immédiate au Katanga :

1. La Loi fondamentale est et demeure d'application sur toute l'étendue de la République.
2. Le texte dit 'Constitution du 5 août 1960' est retiré.
3. Le gouvernement provincial s'interdit ... etc."

Il est clair qu'il y a là contradiction flagrante entre la position du Katanga et celle de Léopoldville et elle doit être résolue clairement.

Ce point ne peut être passé sous silence.

Examinons maintenant les divers rapprochements effectués par le document "Les demandes exprimées ..." entre le mémoire de M. TSHOMBE et le nouveau "Projet de conclusions" de M. ADOULA.

Projet de M. ADCULA

1. Assurances d'une réforme
constitutionnelle

"Le Gouvernement central s'engage à déposer devant les Chambres législatives dans un délai de deux mois, un projet de constitution fédérale ... etc."

Mémoire de M. TSHOMBE et Commentaires

Ce texte ne donne aucune assurance au Katanga. En effet, ce n'est pas parce que M. ADCULA déposera un projet de Constitution devant la Chambre que celle-ci l'adoptera. M. ADCULA peut même, volontairement, faire traîner les choses

puisque en vertu de l'article 5 de son projet il aura déjà appliqué la Loi fondamentale. Les assurances de réformes constitutionnelles pour autant que l'on prévoit un statut spécial pour la période transitoire et que l'on décide, de l'accord des deux parties, que le statut de la période transitoire sera d'application jusqu'au moment où la nouvelle constitution aura été approuvée non seulement par les Chambres législatives, mais également par les différentes entités qui composent le Congo selon la procédure de l'article 101 de la loi fondamentale ou par un référendum (voir proposition du président KASAVUEU le 25 janvier 1960 à Liège).

2. Intégrité territoriale

"La nouvelle constitution disposera que les frontières des provinces telles qu'elles auront été fixées par la Loi fondamentale ne seront pas modifiées."

La même remarque qu'au premierement s'impose.

L'intégrité du Katanga sera respectée dans la future constitution (pour autant qu'elle soit un jour adoptée) mais qui assure que cette intégrité sera respectée dans la période transitoire? Il ne s'agit pas là d'une vaine crainte puisque le Gouvernement de Léopoldville prétend avoir régulièrement modifié l'article 7 de la Loi fondamentale qui fixait à six le nombre de provinces dans l'ex-Congo belge. En se fondant sur la Loi fondamentale qui devrait être en application dès à présent en vertu de l'article 5 du projet de M. ADOULA et sur la modification apportée à l'article 7, dès à présent M. ADOULA pourrait prétendre que c'est légitimement qu'il constitue la province du Lualaba.

3. Contrôle exercé sur la police provinciale

Article 3 c) du projet de M. ADCULA attribue au pouvoir provincial la "police provinciale".

Ce que le président TSHOMBE réclamait dans son memorandum, c'était "le droit normal de police". Il y aurait lieu de préciser car pour le président TSHOMBE, le droit de police consiste à faire régner l'ordre sur l'entièreté de son territoire et de le faire régner de la façon dont il l'entend, tandis que pour M. ADCULA le droit attribué aux autorités provinciales est simplement celui de commander un corps de policiers dénommé "police provinciale".

4. Coordination et autonomie administrative

Le document intitulé "Les demandes exprimées ..." aux désirs manifestés par le président TSHOMBE de garder l'autorité du Gouvernement du Katanga sur tout le territoire de celui-ci, renvoie aux lettres c) et h) de l'article 3 du nouveau "projet" de M. ADOULA qui énumère les pouvoirs du gouvernement provincial et qui détermine de quelle façon un délégué du Gouvernement central peut être envoyé au Katanga et y agir au nom du Gouvernement central.

Il est regrettable que dans le document intitulé "Les demandes exprimées ..." on ait passé sous silence la lettre g) de l'article 3. Celui-ci consacre le droit du Gouvernement central de prendre toutes les mesures qu'il jugera utiles pour appliquer une loi ou une ordonnance dans une province où les autorités provinciales n'auront pas exécuté ladite loi ou ordonnance. Il saute aux yeux qu'une telle stipulation va diamétralement à l'encontre de l'autorité du Gouvernement du Katanga. D'autre part, la présence d'un représentant du pouvoir central (article 2 b)) et le droit du Gouvernement central d'appliquer directement des décisions prises par lui contre la volonté des autorités provinciales ne répond pas au point 5 du mémorandum du président TSHOMBE qui écrivait : "Le Gouvernement du Katanga doit être assuré de pouvoir organiser lui-même dans son ressort les services que requiert une bonne administration. A cet égard, il est impensable que deux administrations puissent être superposées au même endroit, l'une dépendant de l'autorité centrale, l'autre du Gouvernement katangais. Enfin les compétences réservées au pouvoir provincial par l'article 3 c) sont absolument dérisoires et ont même soustrait aux autorités provinciales des compétences qui leur avaient été réservées par l'article 220 de la Loi fondamentale. Il est clair que si le peuple katangais s'est refusé à accepter la Loi fondamentale parce que celle-ci soustrayait trop de pouvoirs à l'autorité provinciale pour les attribuer à l'autorité centrale, il ne peut accepter le texte d'une nouvelle constitution qui réserve au gouvernement provincial encore moins de pouvoirs que sous le régime de la Loi fondamentale.

5. Rôle des contingents de l'Armée nationale dans les provinces.

Il est renvoyé à l'article 3 f) et g) des propositions de M. ADOULA qui prévoient notamment que les forces armées du Gouvernement central peuvent intervenir dans la province "en cas d'incapacité des autorités provinciales d'assurer leurs obligations de police et de maintenir l'ordre public" ou lorsque le gouvernement provincial n'applique pas une décision du Gouvernement central.

0

6. Matières économiques et financières

M. ADOULA déclare que les lois particulières seront prises en matière économique et financière qui détermineront le domaine respectif de l'Etat et des provinces. A l'alinéa 2 de l'article 4 toutefois, il est précisé dès à présent que le Gouvernement central se réserve le droit de douane, qu'il a le pouvoir de lever quelque impôt que ce soit dans la province et qu'il assure seul la rentrée des recettes publiques. L'alinéa 3 précise que les recettes provenant de l'exploitation ou de l'exploitation du sous-sol des concessions agricoles, forestières et minières, reviendront au Gouvernement central à raison de 70 p. 100 et au gouvernement provincial à raison de 30 p. 100.

Les lettres f) et g) de l'article 3 donnent le droit à l'Armée nationale d'intervenir dans la province à n'importe quel moment. En effet, ou bien elles interviendront parce que le gouvernement provincial ne s'incline pas devant une loi ou même une ordonnance du Gouvernement central ou bien parce que des "troubles" se seront produits sur le territoire de la province. Cela revient à dire que lorsque le gouvernement de la province ne plaira plus au Gouvernement central, il se trouvera toujours une faction tribale quelconque qui estimera qu'elle est traitée injustement et elle provoquera des troubles. Dans ce cas, le Gouvernement central interviendra et le prétexte pour renverser l'autorité provinciale aura été trouvé. Dans le cas où l'autorité provinciale ne déplairait pas à l'autorité centrale mais n'obéirait pas à cette dernière, il suffira de prendre une ordonnance pour qu'immédiatement la volonté du Gouvernement central soit faite dans la province. Nous sommes loin des assurances demandées par M. TSHOMBE : "l'autorité du Gouvernement du Katanga doit cesser d'être combattue par le Gouvernement central" (point 2).

Le président TSHOMBE (point 4) réclamait dans son memorandum le "pouvoir de lever lui-même dans son ressort l'impôt sur lequel il versera au Gouvernement central la quote-part qui aura été fixée de commun accord".

Le droit de lever des impôts et d'en recéder une quote-part au Gouvernement central impliquait l'impossibilité pour le Gouvernement central de lever des impôts au Katanga. Or l'article 4 de M. ADOULA renverse complètement la situation. Le Gouvernement du Katanga n'aurait plus qu'une sorte de "pouvoir résiduaire" de lever des impôts sur son propre territoire et de toutes façons le Gouvernement central pourrait lever au Katanga tous les impôts qu'il désire. Davantage encore, les douanes, les recettes publiques et les droits

/...

d'exploitation du sous-sol sont même exclusivement réservés au Gouvernement central qui en cède une part (30 p. 100) au gouvernement provincial.

7. Assistance fournie par les techniciens étrangers

Il est renvoyé à l'article 3 i) des propositions ADOULA "dans le cadre des lois, ordonnances ou accords internationaux conclus par le Gouvernement central, le gouvernement provincial aura le droit d'employer des techniciens étrangers".

Qu'arrivera-t-il si le Gouvernement du Katanga estime avoir besoin d'un certain type d'aide technique mais que le Gouvernement central ait d'autres idées sur le problème? Le Gouvernement du Katanga sera bloqué et de la sorte le Gouvernement katangais n'est pas assuré "de bénéficier de l'assistance de techniciens librement choisis dans les différents domaines d'activités". (Point 6 du mémorandum.) D'autre part, le projet de M. ADOULA ne traite que de l'aspect positif du problème. Si le Gouvernement central voulait, par exemple, confier à un technicien étranger la gestion d'un service relevant du gouvernement provincial, celui-ci aurait-il le droit de s'y opposer? Non, en vertu de l'article 3 du projet de M. ADOULA.

8. Gendarmerie katangaise

M. ADOULA décide : "La gendarmerie katangaise débarrassée de tout cadre étranger, maintenue dans son organisation, passe sous le contrôle du pouvoir central".

Il y a lieu de remarquer que l'article 5 dans lequel est inclus le paragraphe concernant la gendarmerie katangaise est d'application immédiate. Le Gouvernement du Katanga devrait donc renoncer immédiatement à son autorité sur la gendarmerie katangaise, qui serait immédiatement incorporée à l'ANC. Dans le mémorandum du président TSHOMBE (p. 3, alinéa 2) la gendarmerie katangaise restait une entité relevant directement du Gouvernement provincial, comme l'Armée nationale relève directement du Gouvernement central. A noter aussi une fois de plus que la Loi fondamentale autorisait la création de gendarmeries de provinces.

Le texte intitulé "Les demandes exprimées ..." énumère ensuite les garanties auxquelles les Nations Unies voudraient bien souscrire pour assurer l'application des accords à intervenir entre le Gouvernement central et le Gouvernement du Katanga, suite aux accords ADOULA-TSHOMBE.

Une simple lecture du texte ci-dessus démontre à suffisance que les positions des parties ne sont pas encore rapprochées à ce point que l'on doive déjà examiner les modalités de leur application et les garanties à fournir par un tiers. Au stade actuel des pourparlers, le rôle des Nations Unies doit se borner à fournir des garanties aux divers interlocuteurs pour que les pourparlers puissent se poursuivre.

Le Katanga est disposé à poursuivre de véritables entretiens et non être présent à un monologue du Gouvernement central par lequel celui-ci tente d'imposer au Katanga qui a déjà traversé deux guerres sans abandonner ses idées, une constitution encore plus centralisatrice que la Loi fondamentale du 19 mai 1960 et un statut pour une période transitoire qui va au-delà de cette même Loi fondamentale.

Elisabethville, le 1er mai 1962

ANNEXE 19

Remarques sur le "projet de conclusions des entretiens
de Léopoldville" présenté par Monsieur Adoula

En ce qui concerne le fond même de ce nouveau projet, et l'attitude du Gouvernement katangais, il y a lieu de se référer aux "remarques" de ce même jour à propos d'un autre texte présenté par l'Organisation des Nations Unies.

Toutefois, il y a lieu de comparer le nouveau texte avec l'ancien. Les articles 4 et 7 à 9 du nouveau texte tâchent de répondre de façon adéquate aux remarques qui ont été formulées par le Président Tshombé dans son mémorandum. Il a été examiné dans un autre texte de ce jour, ce qu'il fallait penser des nouvelles propositions de M. Adoula.

En ce qui concerne les anciens articles, une lecture rapide pourrait faire croire que l'attitude de M. Adoula s'est montrée plus conciliatrice. Il n'en est rien.

A l'article 2, alinéa 1, M. Adoula au lieu de s'engager à déposer un projet de "constitution", dans son nouveau projet parle de déposer un projet de "constitution fédérale". Il n'y a là que l'ajoute d'un mot, sans doute pour faire plaisir au Président Tshombé ou bien pour le tromper sur les véritables intentions du gouvernement central. Toutefois, pas un iota n'est changé à la nouvelle constitution prévue pour l'Etat congolais.

Examinons maintenant l'article 2 alinéa 2. L'ancien projet se bornait à recopier les 36 compétences énumérées à l'article 279 de la Loi fondamentale, sauf qu'il ajoutait "le système fiscal" aux douanes. Cette ajoute a été supprimée comme étant inutile, vu l'attribution No 20 : les finances de l'Etat.

Ensuite, la première liste de M. Adoula a sans doute été jugée trop longue et elle pouvait faire croire qu'il ne restait presque aucune attribution aux provinces. On a dès lors :

1. Supprimé l'agrégation des inspecteurs provinciaux.
2. Synthétisé certains groupes d'attributions, par exemple,
 - L'établissement des règles organisant l'équivalence des diplômes de l'enseignement primaire, moyen, technique et normal;
 - L'agrégation des inspecteurs provinciaux chargés du contrôle pédagogique de l'enseignement primaire, moyen technique et normal;
 - L'établissement des règles tendant à assurer la qualité des membres du personnel enseignant;
 - La législation sur l'art de guérir.

Ces règles ont été supprimées et sont en fait comprises dans les deux mots "enseignement supérieur" qui réserve au gouvernement central l'enseignement supérieur. En effet, l'enseignement forme une pyramide au sommet de laquelle se

/...

trouve l'enseignement supérieur et il est clair que si les futurs congolais désirent avoir un diplôme universitaire reconnu légalement, il faudra que leurs gouvernements provinciaux respectent les règles qui seront édictées au niveau du gouvernement central. Dans ces conditions, il était absolument inutile de faire l'énumération qui se trouvait dans l'ancien texte, et celui qui a rédigé le nouveau texte l'a parfaitement compris.

Quant aux règles générales relatives à l'exploration du sous-sol, - "la coordination des sources d'énergie d'intérêt national, en ce compris l'équipement et les ressources hydro-électriques - les services de la géologie, de la géodésie, de la cartographie et de l'hydrographie, - il est clair que toutes ces attributions sont reprises dans les règles générales relatives au régime foncier et à l'octroi des concessions agricoles, forestières et minières et les voies de communications et source d'énergie d'intérêt national" tel qu'il est prévu au nouveau texte.

Ce même petit texte englobe également les trois attributions suivantes qui étaient énoncées séparément dans l'ancien texte :

- "Les voies aériennes y compris les aéroports et la protection aérienne;
- Les chemins de fer d'intérêt national;
- Les routes d'intérêt national;

Enfin en ce qui concerne le contrôle des institutions locales par le gouvernement central, ce texte a été retiré de l'article 2 a, pour être incorporé à l'article 3 f, g et h. Quant à l'article 5, 3 b qui stipulait "la gendarmerie katangaise passe sous contrôle du pouvoir central et sera intégrée dans l'armée nationale congolaise" qui a été édulcoré et une autre formule qui est censée à être plus généreuse mais qui en fait ne varie pas quant au fond "la gendarmerie katangaise débarrassée de tous ses cadres étrangers, maintenue dans son organisation, passe sous le contrôle du pouvoir central". Remarquons en passant que le "débarrassée de tous ses cadres étrangers" a été ajouté afin de s'intégrer plus parfaitement dans le cadre des résolutions prises aux Nations Unies.

Cet examen superficiel démontre à suffisance que le nouveau texte de M. Adoula n'a modifié en rien celui de son ancien projet.

Elisabethville, le 1er mai 1962.

ANNEXE 20

Observations sur les remarques du Gouvernement katangais

1. Fédérale

- a) L'insertion du mot "fédérale" ne devrait pas être interprétée à la légère. C'est en fait une expression évidente du genre d'organisation politique et administrative que le projet de constitution assurerait au Congo.
- b) L'emploi du mot "fédérale" constitue une concession importante.
- c) L'emploi de ce mot assure l'octroi d'une autonomie réelle aux provinces.
- d) Le mot a une signification à la fois constitutionnelle et juridique.
- e) C'est un compromis entre un Etat confédéral et un Etat unitaire.

2. Distribution des compétences

- a) La nouvelle liste des compétences attribuées au Gouvernement central n'a pas été uniquement simplifiée. En fait, elle a transféré aux autorités provinciales toutes les matières relatives à l'éducation primaire, secondaire, technique et normale; elle a supprimé l'établissement d'inspecteurs d'éducation dépendant du Gouvernement central; elle a conféré aux autorités provinciales le droit d'inspection de l'éducation.

En ce qui concerne le régime foncier et l'octroi des concessions agricoles, forestières et minières, il convient de noter que les pouvoirs du Gouvernement central sont limités à la promulgation de règles générales, tandis que l'octroi des concessions effectif est attribué aux autorités provinciales.

La juridiction concernant les voies de communication et sources d'énergie d'intérêt national est naturellement attribuée au Gouvernement central. Il ne pourrait en être autrement, puisqu'il s'agit là de questions d'intérêt général touchant la nation tout entière et transcendant les intérêts de chacune des parties constituantes du pays.

Manifestement, aucun gouvernement ne peut s'engager absolument à déléguer aux autorités provinciales l'exercice de toutes les fonctions du ressort des autorités centrales. Faire cela rendrait inutile l'existence même d'un gouvernement central. La formule du paragraphe h) de l'article 3 prévoit le pouvoir de déléguer des fonctions en accord avec les autorités provinciales, et ceci est en soi une

b) Il existe une limite au nombre des compétences qui peuvent être transférées aux provinces dans un Etat fédéral.

c) La phrase : "... il est impensable que deux administrations puissent être superposées au même endroit, l'une dépendant de l'autorité centrale, l'autre du Gouvernement katangais" est une façon inexacte d'exprimer les conditions qui existent dans tout Etat fédéral.

d) L'article 3 prévoit :

- i) L'organisation des services provinciaux et de leurs subdivisions;
- ii) La désignation du personnel;
- iii) Les arrangements pour la répartition des compétences;
- iv) Les arrangements pour la délégation des fonctions.

e) Il est suggéré que la question de la représentation dans les provinces du Gouvernement central soit examinée séparément.

f) Il serait important d'obtenir des autorités katangaises une liste alternative des compétences, compte tenu de la nature fédérale de la constitution qui est proposée.

3. La Gendarmerie katangaise

a) L'article 5 b) est en fait une formule plus généreuse que celle antérieure, puisqu'il admet le maintien de la gendarmerie dans son organisation actuelle, tout en réconciliant cette concession avec le principe selon lequel toutes les forces armées de la nation devraient être sous le contrôle du Gouvernement central. Aucune nation ne peut exister comme telle s'il n'existe pas une unité de contrôle de base de ses forces armées. Ce principe n'est pas en contradiction avec l'engagement de conserver dans son organisation actuelle la Gendarmerie katangaise - engagement qui répond aux assurances demandées par M. Tshombé.

Ainsi qu'il est déclaré dans les commentaires de M. Tshombé en date du 1er mai 1962, la stipulation que la gendarmerie devrait être "débarassée de tous cadres étrangers" est en harmonie avec les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité des Nations Unies. D'un autre côté, cela ne devrait pas poser de problème à la Gendarmerie katangaise, puisque M. Tshombé a donné l'assurance qu'il n'existe plus de "cadres étrangers" au sein de la gendarmerie et qu'il ne souhaite plus en avoir.

b) Les troupes doivent allégeance au Chef d'Etat et cette allégeance ne peut être transférée à un ministère fédéral ou à une province.

c) On a exprimé des craintes que la solution du problème katangais, si elle se faisait en accord avec la Loi fondamentale, entraînerait une irruption de l'ANC qui pourrait se heurter à la gendarmerie ou produire de la confusion dans la province. Etant donné la stipulation que les Nations Unies continueraient à jouer un rôle, cet arrangement donne au Katanga la meilleure garantie possible pour la sécurité et la stabilité. C'est une concession obtenue au prix de beaucoup d'efforts. De plus l'article 3, paragraphes f) et g), établit les conditions précises qui doivent exister avant qu'une action quelconque puisse être entreprise dans les provinces par les forces armées du Gouvernement central. Ces conditions offrent des garanties adéquates aux provinces et en fait limitent l'action que le Gouvernement central peut entreprendre pour le maintien de l'ordre et de la paix ou en matière d'application des lois sur toute l'étendue du pays.

d) Le commentaire katangais du 1er mai 1962 dit que la Loi fondamentale autorise la création de "gendarmerie des provinces". Cette section de la Loi fondamentale devrait être citée parce qu'il n'est pas clair si oui ou non la Loi fondamentale autorise en effet la création de telles unités.

e) La phrase figurant au mémorandum Tshombé "Comme l'armée nationale relève directement du Gouvernement central" doit être expliquée.

4. Assurance d'une réforme constitutionnelle

a) Du point de vue politique et constitutionnel, la meilleure assurance qu'un gouvernement puisse donner c'est de s'engager à adopter un texte constitutionnel devant les autorités législatives. Il est également à noter que l'accord qui serait atteint à la fin des entretiens Adoula-Tshombé constituera une partie d'un rapport officiel au Conseil de sécurité. Pendant la période transitoire cet accord constituera un document important qui servira à guider les Nations Unies dans leurs opérations au Congo. Tout ceci viendra s'ajouter à la nature solennelle de l'accord conclu à la fin des entretiens et serait de nature à contribuer à l'exécution fidèle des engagements qui auraient été pris.

b) Le retard que l'on suggère que M. Adoula pourrait être tenté d'apporter constituerait une infraction très sérieuse à cet accord.

c) Tout arrangement transitoire spécial sur lequel on se mettrait d'accord s'appliquerait seulement au Katanga. Et ce pour la raison que seul le Parlement a le droit d'écarter la Loi fondamentale.

d) La formule présentée dans l'article 101 de la Loi fondamentale, article qui, selon les suggestions du Katanga, devrait s'appliquer dans ce cas, pourrait être proposée comme un article supplémentaire aux "conclusions".

e) La période transitoire prévoit des mesures qui, quoique basées sur la Loi fondamentale, ont été adaptées pour tenir compte des demandes de M. Tshombé. Une série d'adaptations à la Loi fondamentale est faite dans l'article 5 pour la période transitoire, en particulier les adaptations suivantes :

- i) Maintien de l'organisation de la gendarmerie actuelle "débarassée de tous cadres étrangers" et "sous le contrôle du pouvoir central" (article 5/3 b));
- ii) On pourrait peut-être clarifier le paragraphe 6 de l'article 5, où il est question de la désignation d'un représentant du Gouvernement central dans la province en ajoutant que le membre du Gouvernement central sera nommé par le Chef d'Etat en consultation avec le Gouvernement provincial;
- iii) Le paragraphe 7 de l'article 5 établit un arrangement spécial en ce qui concerne les finances.

5. Intégrité territoriale

Au cas où la stipulation qui figure à l'article 7 des "conclusions" Adoula serait applicable immédiatement après la signature des "conclusions", la création d'une province Lualaba pendant la période transitoire ne pourrait avoir lieu qu'avec l'accord des deux tiers des membres de l'Assemblée provinciale katangaise.

6. Le rôle des contingents de l'Armée nationale dans les provinces

a) Les stipulations mentionnées à l'article 3 b), g) et h) n'ont pas été simplement transférées d'un article à l'autre. Elles constituent un effort considérable et représentent en fait une grande concession vers l'autonomie des provinces et une assurance pour les provinces concernant les conditions selon lesquelles le Gouvernement central pourrait prendre des mesures pour exécuter les lois et ordonnances tombant sous sa juridiction.

Les stipulations de l'article 3 f) et g) visent à déterminer la limite du droit qui est celui du Gouvernement central d'intervenir dans les affaires provinciales ou d'entreprendre des actions pour la mise en exécution d'une loi. Le commentaire par les autorités katangaises reprend cette question en sens inverse, afin de créer l'impression qu'elle ouvre les portes au Gouvernement central lui permettant d'entreprendre une action arbitraire dans les provinces.

Aucune nation ne peut être conquise, et on ne peut attendre du gouvernement central d'aucune nation de fonctionner, si elle est privée du droit d'avoir des lois nationales exécutées dans les provinces. Ce que les provinces peuvent demander légitimement, ce sont des garanties pour assurer que les autorités centrales sont sujettes à des conditions adéquates dans l'exécution des lois à travers le pays. Ces conditions sont énumérées de façon précise au paragraphe g) de l'article 3. Le paragraphe f) de l'article 3 énumère en fait les conditions constituant une sauvegarde très importante pour les provinces et qui contribuent grandement à accéder à la demande des autorités katangaises concernant la non-intervention des forces armées du Gouvernement central dans les affaires des provinces. Le paragraphe h) est une autre concession importante en ce qu'il prévoit la possibilité de déléguer aux fonctionnaires provinciaux certaines fonctions qui seraient autrement naturellement assumées par des fonctionnaires du Gouvernement central.

b) Il saute aux yeux qu'avec cet accord et avec l'arrangement qui sera prévu pour sa mise en vigueur l'idée du Gouvernement central livrant bataille au Katanga manque de pertinence.

c) Il serait utile, toutefois, que les autorités katangaises présentent une formule alternative d'un texte, compte tenu de la nature fédérale de la constitution proposée.

7. Matières économiques et financières

a) L'article 4 cite des dispositions pour l'établissement de lois qui limitent les domaines financiers respectivement pour l'Etat et pour les provinces. Il prévoit également l'organisation d'une "cour de constitutionnalité".

Il n'est pas possible d'envisager un gouvernement central ne possédant pas les moyens de se procurer des revenus. L'établissement des douanes est une des attributions de base des autorités centrales de tout pays. Par conséquent il est évident que toute loi fondamentale ou toute constitution se devra de reconnaître un tel principe. Il est à noter que pendant la période transitoire l'article 5, paragraphe 7), parle d'un arrangement provisoire en ce qui concerne la distribution des compétences financières. Une conférence de présidents provinciaux est envisagée pour un mois après la signature du document pour déterminer une distribution équitable du revenu public entre l'Etat et les provinces.

b) Une liste de onze Etats fédéraux montrant la manière par laquelle les autres Etats et gouvernements centraux se procurent leurs revenus est annexée. Il est suggéré que le Katanga indique une liste alternative ou une formule qu'il désirerait proposer.

8. Assistance technique

a) L'accord ou la clause constitutionnelle se rapportant à ce sujet parlerait non du type de service mais plutôt de la procédure. Le Gouvernement central déterminera le cadre dans les matières d'assistance technique au Congo et ceci n'est que naturel car l'existence de l'assistance technique découle d'accords internationaux que seul le Gouvernement central est habilité à signer soit avec des organismes internationaux, soit avec des pays individuels. Toutefois, l'article 3 e) établit le droit aux gouvernements provinciaux d'engager les techniciens étrangers dont ils auraient besoin, dans le cadre de tels lois ou accords internationaux.

b) Il n'est pas question d'imposer l'acceptation de personnel par la province.

c) Il est suggéré qu'une formule alternative soit proposée qui viendrait à l'encontre des craintes formulées dans le commentaire.

9. Coordination et autonomie administrative

Il est évident qu'aucun gouvernement ne peut s'engager directement à déléguer aux autorités provinciales l'exercice de toutes les fonctions qui sont celles des autorités centrales. Si l'on faisait ceci, l'existence même d'un gouvernement

central deviendrait inutile. La formule figurant dans le paragraphe h) de l'article 3 prévoit l'autorité d'une délégation de fonctions en accord avec les autorités provinciales. Ceci est déjà en soi une importante concession.

Les relations entre les services fédéraux et provinciaux ne constituent pas une superimposition de deux administrations, car elles traitent de matières différentes et séparées.

10. Les garanties des Nations Unies

a) Le mémorandum du Président Tshombé du 9 avril 1962 demandait aux Nations Unies des garanties. C'est en réponse à cette demande que les Nations Unies ont signifié leur consentement afin d'assurer une exécution équitable et impartiale des conclusions.

b) Il est à espérer que ces explications préliminaires rapprocheront suffisamment le Katanga et Léopoldville pour permettre d'arriver à des conclusions qui seraient acceptables aux deux côtés.

ANNEXE 21

Compte rendu analytique de la séance tenue le 2 mai 1962, à 16 h 30,
à la résidence de M. Tshombé

PRESENTS :

MM. R. K. Gardiner

J. Rolz-Bennett

A. B. Tatistcheff

Président Tshombé

Ministres : E. Kimba

C. Muncngo

J. B. Kibwe

G. Kitenge

P. Muhona

M. Gardiner a prié M. Rolz-Bennett de donner lecture d'extraits du document rédigé par lui et M. Rolz-Bennett et consistant en observations sur les remarques présentées par le Gouvernement katangais et remises par M. Tshombé à M. Gardiner à la séance de la matinée.

Par la suite, la séance a consisté en une discussion point par point des dix questions faisant l'objet du document de M. Gardiner. Voici les principaux arguments des deux parties :

MM. Kimba et Munongo, au nom des Katangais, ont dit qu'ils ne pouvaient accepter simplement le mot "fédéral", car il existait beaucoup de types de constitutions fédérales et les Katangais n'étaient pas sûrs que le type adopté en fin de compte serait acceptable pour le Katanga. Ils ont affirmé que la simple liste de compétences attribuées séparément aux gouvernements central et provincial dans les "conclusions" de M. Adoula dépassait de beaucoup leurs propres idées d'une telle répartition dans un ensemble fédéral.

M. Gardiner a souligné très fortement qu'il incombait à la partie katangaise de présenter sa propre liste de compétences à attribuer séparément aux provinces et au gouvernement central. Il a fait observer que toutes les provinces avaient le droit de présenter leurs propres points de vue à ce sujet et il était de l'intérêt des Katangais eux-mêmes de le faire en ce moment. En outre, une comparaison des deux listes permettrait une discussion utile menant à une seule liste acceptable pour les deux parties.

Les Katangais ont accepté de préparer cette liste.

MM. Munongo, Muhona et Kimba ont affirmé avec force que la fédération devrait être authentique, et acceptable pour toutes les provinces et toute la population du Congo. Il n'était pas suffisant, ont-ils dit, de déclarer simplement que la constitution serait "fédérale". M. Munongo a dit qu'il était choqué de l'emploi du terme "province" pour désigner le Katanga. Il estimait que le Katanga était une entité, comme le prouvait l'effusion de sang katangais en septembre et décembre derniers devant le pays et devant l'Histoire. Il a ajouté qu'il regrettait d'entendre des déclarations unilatérales sur les pouvoirs qui seraient dévolus au Katanga et sur ceux qui le seraient au gouvernement central.

M. Gardiner a rappelé aux Katangais l'existence d'un parlement où tous les peuples du Congo étaient représentés, y compris les Katangais. Il incombait à ce parlement d'élaborer la Constitution et toute la population aurait la possibilité de manifester son opinion par l'entremise de ses représentants. Il a, de nouveau, prié instamment les Katangais de présenter leurs idées car ils étaient spécialement qualifiés pour avancer le point de vue du Katanga et, par un accord prochain entre MM. Tshombé et Adoula, ils avaient la possibilité d'exposer leur position au début de l'élaboration de la Constitution.

M. Muhona déclara que les propositions de M. Adoula pouvaient seulement représenter les vues de certains membres du Gouvernement congolais, mais qu'il se demandait si elles reproduisaient l'opinion des leaders des provinces. Il estimait souhaitable de consulter préalablement les représentants d'autres provinces, afin de mettre sur pied un document donnant en fait l'avis de la majorité de l'ensemble du Congo.

M. Rolz-Bennett a dit qu'il conviendrait de ne pas oublier que la teneur des conclusions Adoula/Tshombé devrait être soumise au pouvoir constitutionnel conformément aux dispositions de l'article 98 de la Loi fondamentale et que toutes les provinces et leurs points de vue s'y trouvaient représentés.

Les conclusions qui pourraient faire l'objet d'un accord au cours des conversations Adoula/Tshombé formeraient la base d'un projet de constitution que le pouvoir constitutionnel aurait à discuter et approuver. Une telle procédure dispenserait de recourir aux genres de consultations suggérées par M. Muhona.

M. Kitenge a dit alors qu'ils semblaient accomplir de vrais progrès et qu'il serait peut-être approprié de poursuivre les discussions pendant que M. Gardiner ferait la navette entre Léo et Eville, MM. Tshombé et Adoula ne se rencontrant qu'au moment où un accord semblerait sûr pour signer le document final.

Tout en manifestant son désir d'aider personnellement, par tous les moyens, à la réalisation d'un accord, M. Gardiner a estimé que la question principale était l'existence d'un conflit entre le Katanga et le reste du Congo et qu'il était vital de régler ce conflit aussi rapidement que possible, ce qui serait impossible sans des rencontres effectives entre M. Tshombé et M. Adoula. Il a ajouté que le problème des compétences présentait une grande importance et il a suggéré aux Katangais de préparer ce soir même leur propre proposition sur cette question. Il a dit que M. Tshombé partirait ainsi pour Léo en emportant avec lui une expression du point de vue de tout son Cabinet. Par la suite, pendant les négociations, il communiquerait avec son peuple par câble ou télex. M. Gardiner a ajouté que le "fait katangais" était reconnu à Léo.

M. Tshombé a été d'avis qu'il n'y aurait peut-être pas de difficultés avec les garanties de l'ONUC. M. Gardiner a déclaré qu'il était disposé à dire à Léo que l'ONUC donnerait ses garanties.

M. Munongo a mentionné un exemple des "difficultés" avec les garanties de l'ONUC en citant le cas où le général Rikhye avait autorisé l'ANC à entrer à Kongolo et dans d'autres localités de la région, malgré un accord antérieur interdisant cela.

M. Gardiner a répondu qu'ils pourraient compter entièrement sur les garanties de l'ONUC et que tant le Secrétaire général que lui-même appuyaient ces garanties mais que, de leur côté, les Katangais devraient cesser d'autoriser l'importation au Katanga d'articles tels que des armes.

La conversation a ensuite porté sur les pouvoirs que possède le gouvernement central quant à l'imposition de taxes, et M. Gardiner a dit qu'on ne pouvait prendre au sérieux toute proposition katangaise déniait au gouvernement central ce droit dans les provinces.

M. Tshombé a dit qu'il craignait que, si l'on accordait au gouvernement central le droit de percevoir des impôts au Katanga, l'argent serait gaspillé, dilapidé et perdu pour les deux parties. Il a ajouté que si, par exemple, les douaniers katangais étaient désignés par le gouvernement central comme percepteurs d'impôts, ils deviendraient "infatués" de leur importance et pilleraient et voleraient l'argent.

M. Gardiner a fait observer que le mode de perception de l'argent n'était qu'un détail. Ce qui importait, c'était la reconnaissance par les Katangais du droit du gouvernement central à percevoir des revenus dans les provinces. Par la suite, les Katangais pourraient insister pour que leur ministre des finances, M. Kibwe en l'occurrence, agisse en tant qu'agent du gouvernement central, ce qui signifierait que le produit des impôts demeurerait en fait entre les mains des Katangais.

M. Munongo a répondu que cela serait parfait si l'on pouvait être sûr que l'honnêteté prévaudrait.

M. Tshombé a remercié chaleureusement M. Gardiner pour toutes ces suggestions très utiles et a dit qu'il regrettait que ces conversations n'aient pu avoir lieu plus tôt, car elles auraient permis d'épargner beaucoup de temps. Les Katangais, de leur côté, avaient préparé des propositions mais, en raison de ces discussions, il estimait qu'elles étaient en grande partie dépassées et inopportunes. Les observations de M. Gardiner étaient de la plus haute importance, et le problème était maintenant celui du moment opportun. Les Katangais devaient rédiger leurs propositions en tenant compte des observations de M. Gardiner, mais M. Tshombé avait déjà annoncé publiquement son départ pour Léo le lendemain. S'il ne partait pas au moment prévu, il en résulterait de la **confusion**, des malentendus et une fausse interprétation de ses intentions; cependant, il estimait qu'ils avaient besoin d'un ou deux jours pour préparer leurs propositions et que d'autres discussions avec M. Gardiner pourraient être utiles avant d'emporter ces propositions à Léo. M. Tshombé a demandé à M. Gardiner s'il pouvait l'aider à résoudre cette difficulté.

M. Gardiner a répondu qu'il comprenait parfaitement l'importance du problème et qu'il était tout disposé à l'exposer à Léo et à faire une déclaration appropriée à la presse.

M. Tshombé a assuré M. Gardiner qu'il avait pleinement l'intention de tenir sa promesse de revenir à Léo, et il voulait être sûr qu'il n'y avait pas de malentendu à cet égard.

M. Gardiner en a convenu, ajoutant qu'ils pourraient peut-être repartir ensemble samedi ou dimanche, et qu'il tiendrait New York au courant des progrès des négociations.

ANNEXE 22

Contre-propositions présentées par les ministres katangais
à M. Gardiner, le 3 mai 1962

Article II

A. Attributions exclusives au pouvoir central des compétences suivantes :

- Relations extérieures et traités. (Toutefois, il est indispensable que tous les Etats fédérés du Congo soient représentés à l'extérieur.)
- Forces armées; toutefois, le Katanga insiste pour que le président de chaque Etat soit le chef de l'armée.
- Sécurité extérieure.
- Règles relatives à l'organisation judiciaire, à la procédure et au statut des magistrats. Le Katanga insiste pour que les qualifications minima soient agréées dans la magistrature.
- Législation sur la nationalité.
- Droit pénal - le Katanga insiste sur l'indépendance du pouvoir judiciaire vis-à-vis du pouvoir exécutif.
- Système fiscal.
- Elaboration de la politique économique générale du pays.
- Voies de communication et sources d'énergie d'intérêt national. Le Katanga insiste pour que le droit soit reconnu à chaque Etat de suppléer à la carence du pouvoir central.
- Travaux publics d'intérêt national (doivent être sujet de compétences concurrentes entre le Gouvernement central et chaque Etat membre).
- Législation générale en matière sociale - toutefois, celle-ci ne peut entrer en vigueur qu'après son approbation par chaque Etat membre.
- Enseignement supérieur (compétences concurrentes).
- Poste et télécommunications.
- Radiodiffusion (compétences concurrentes, cf. plus haut).

B. Le président de chaque Etat est obligatoirement chargé d'exercer les attributions reconnues au Gouvernement fédéral par la Constitution.
(Sur une même peau de léopard on ne peut pas asseoir deux hommes.)

/...

C. Sûreté intérieure de l'Etat et de la Fédération, immigration et émigration. (Même remarque que législation générale en matière sociale.)

- Droit électoral - (Le Katanga insiste pour que la réglementation sur les élections fédérales soit approuvée par chaque Etat membre avant son entrée en vigueur. Chaque Etat a toutefois le droit de légiférer sur les élections internes.)
- Système de douane, monnaie et politique de change, législation générale en matière économique. Le Katanga insiste sur la nécessité de consulter préalablement le ministère intéressé de chaque Etat et la législation sur ces trois points ne peut entrer en vigueur qu'après approbation de l'Assemblée de chaque Etat.

Article III

- d) En général, toutes les compétences non expressément attribuées au pouvoir fédéral sont du ressort de chaque Etat. En plus de ces pouvoirs attribués aux Etats membres il y a aussi des pouvoirs concurrents cités plus haut.
- c) Police de l'Etat et gendarmerie.
 - A l'exception de l'enseignement supérieur et universitaire qui relève des pouvoirs concurrents, tout autre enseignement dépend uniquement de chaque Etat.
- e) Une clause spécifiant, etc. ...
- g) f) - Les Forces armées ... - En cas d'incapacité ... après la décision du Président de la Fédération (ancien texte : Conseil des ministres) - le Katanga ne peut accepter qu'après définition de ce qu'on entend par incapacité + exemples des cas d'incapacité.
- h) Le droit du gouvernement ...
 - Lorsque les autorités ...
 - Lorsque la Cour de constitutionnalité a passé jugement contradictoire ...
 - Lorsque deux avis successifs ...
 - Lorsque le Président de la Fédération ...
- i) Les fonctionnaires des services fédéraux dépendront administrativement de l'autorité du Président de chaque Etat où ils exercent fonctions. Ce dernier est tenu de rendre compte de leurs activités auprès du Gouvernement fédéral. En consultation avec tous les Etats, un système d'inspection des services fédéraux sera établi.

Le Gouvernement de chaque Etat aura le droit d'employer les techniciens étrangers dont il aura besoin, sous réserve des règles générales que le Gouvernement fédéral prendra ou des accords internationaux qu'il conclura en vertu de ses pouvoirs constitutionnels. Quant à ce qui concerne les règles générales, il faut que les Etats membres soient préalablement consultés et qu'ils aient marqué leur accord.

Article IV

Paragraphe 1 : O.K.

Paragraphe 2, 3 : arrangement provisoire à intervenir ultérieurement (voir tableau taxes et impôts).

Article V

1 et 2 à supprimer.

N.B. Clause expliquant que le 3 n'est pas nécessaire.

d) Le principe d'une seule monnaie pour la Fédération est accepté. La monnaie katangaise demeure en circulation, aucun nouveau billet ne sera cependant émis; elle demeure en circulation jusqu'à ce que soit émise une nouvelle monnaie pour toute la Fédération.

- Seul le d) est maintenu.

Article VII

Les frontières actuelles du Katanga ne seront pas modifiées, à moins que l'Assemblée du Katanga donne son assentiment à une telle modification à la majorité au moins des deux tiers de ses membres présents.

N.B. 1) Le Chef de l'Etat est le Commandant en chef de l'Armée.

2) Le mot "Province" doit être partout remplacé par le mot "Etat".

ANNEXE 23

Commentaires au sujet des contre-propositions discutées
entre les ministres katangais et M. Gardiner

Article 2 - Distribution des compétences

Compétences attribuées exclusivement aux autorités centrales (Gouvernement fédéral) :

- 1) La demande que les membres du corps diplomatique et consulaire soient choisis parmi tous les Etats membres de la Fédération est raisonnable, pourvu qu'il soit dit clairement que ces membres devront être choisis suivant leurs qualifications, leur compétence et leur intégrité.
- 2) Les forces armées - La formule recommandée n'est pas bien fondée, et cette manière de penser paraît comporter des dangers pour l'avenir de la Fédération.
- 3) Pas de commentaire.
- 4) L'établissement de qualifications minima pour la magistrature est raisonnable.
- 5) Pas de commentaire.
- 6) L'indépendance du pouvoir judiciaire vis-à-vis du pouvoir exécutif est un principe constitutionnel universellement reconnu et en conséquence son adoption ne devrait pas donner de difficultés.
- 7) Pas de commentaire.
- 8) Pas de commentaire.
- 9) Le droit des Etats membres de la Fédération de suppléer aux efforts et aux actions du Gouvernement fédéral dans les matières de sources d'énergie et voies de communication d'intérêt national est raisonnable, pourvu qu'il y ait une coordination des efforts entre les autorités fédérales et celles des Etats.
- 10) L'action des autorités fédérales et de celles de l'Etat en ce qui concerne les travaux publics d'intérêt national devrait être coordonnée plutôt qu'être l'objet de compétences concurrentes. La notion d'une compétence concurrente ici et dans d'autres domaines pourrait avoir pour conséquence un arrêt d'action au lieu de faciliter une telle action par un effort combiné, ce qui semble être l'intention de cette clause.

- 11) Les réserves formulées en ce qui concerne la législation en matière sociale réduisent à zéro la compétence du Gouvernement fédéral dans cette matière et en fait, transfèrent cette compétence aux Etats membres de la Fédération. Une formule raisonnable serait d'établir l'obligation de la Fédération de respecter les particularismes de chaque Etat membre en matière sociale.
- 12) Au lieu de compétences concurrentes en matière d'enseignement supérieur, une formule meilleure consisterait à donner aux Etats la possibilité d'aider et assister le Gouvernement fédéral dans ses actions dans ce domaine.
- 13) Pas de commentaire.
- 14) La radiodiffusion est nécessairement une activité fédérale en tant que les règles de radiodiffusion internationale doivent être considérées par les autorités nationales. Par conséquent, l'établissement de compétences concurrentes dans cette matière ne semble pas être justifié.
- 15) En ce qui concerne le point b) des contre-propositions, il vaudrait peut-être mieux adopter la formule de l'article 108 de la Loi fondamentale et dire par exemple : "Les Présidents des Etats agiront comme représentants du Gouvernement fédéral dans chaque Etat et ainsi seront responsables au Gouvernement fédéral".
- 16) Il n'est pas clair si les réserves en ce qui concerne le point c) (Sûreté intérieure de l'Etat, immigration et émigration) se réfèrent à la législation sur ces matières ou aux services administratifs. Ceci pourrait être clarifié d'une manière utile de la façon suivante :
 - La législation et les services en ce qui concerne la sûreté intérieure de la Fédération et l'émigration et l'immigration sont de la compétence des autorités fédérales. Chaque Etat a le pouvoir, si les circonstances l'exigent, d'établir un service de sûreté intérieure de l'Etat qui devrait être coordonné avec le service de sûreté de la Fédération.
- 17) Les réserves concernant les lois électorales sont contradictoires parce que d'un côté il y aurait un veto par les Etats membres en ce qui concerne la législation électorale fédérale, tandis que de l'autre côté on exigerait pour chaque Etat le droit exclusif de législation en ce qui concerne les élections internes. Il semble extraordinaire de demander un veto en ce qui concerne la législation fédérale, tout en réservant aux Etats le droit illimité de promulguer la législation interne. Ici encore, il semble qu'il y ait un malentendu en ce qui concerne le fonctionnement des organes fédéraux, comme s'ils étaient complètement étrangers aux organes des Etats membres. Une formule acceptable consisterait à conférer aux autorités fédérales le pouvoir de législation en ce qui concerne les lois électorales fédérales, tout en

réservant aux Etats un pouvoir similaire de législation en ce qui concerne les élections internes, dans le cadre des principes électoraux qui seraient appliqués à la Fédération tout entière.

- 18) Les réserves en ce qui concerne les douanes, la monnaie et la politique de change et la législation générale en matière économique ne seront probablement pas acceptables au Gouvernement central. Une meilleure formule consisterait à conférer ces pouvoirs au Gouvernement fédéral, tout en stipulant nettement que chaque Etat membre de la Fédération serait muni de devises étrangères pour faire face à ses besoins économiques, en accord avec la contribution de chaque Etat à l'économie de la nation. A cet effet, un système de consultation étroite devrait être établi entre les Ministères fédéraux et les Ministères de l'Etat appropriés ayant pour but l'établissement périodique des quotas respectifs.

Article 3 - Compétences des Etats membres de la Fédération

- 1) La référence au paragraphe b) aux pouvoirs concurrents ou aux compétences a déjà été commentée plus haut.
- 2) Le paragraphe c) traite de la police et de la gendarmerie. Donner à chaque Etat membre de la Fédération le pouvoir de maintenir non seulement une police mais une force de gendarmerie revient à encourager des mouvements séparatistes et peut-être même à former une base pour une action aussi destructive par les autres Etats de la Fédération qui est proposée. La gendarmerie actuelle - en particulier la Gendarmerie katangaise - est davantage une force militaire qu'une organisation pour le maintien de la loi et de l'ordre. Elle n'est pas limitée en ce qui concerne son importance ni en ce qui concerne l'équipement militaire qui pourrait être mis à sa disposition.

S'il s'avérait impossible de donner à chaque Etat membre des forces venant s'ajouter à celles de la police, il serait moins dangereux de prévoir l'établissement d'une garde limitée en ce qui concerne l'effectif et l'équipement, dont l'action en matière d'application de la loi serait exercée dans des régions rurales, alors que la police se verrait confier la sécurité dans les villes. De cette manière il y aurait dans la Fédération une armée nationale et dans chaque Etat il y aurait une police pour les villes et une garde pour les régions rurales. Le contrôle de l'effectif et des armements de la police et de la garde pourrait être assuré par un système d'inspection adéquate auquel l'ONUC pourrait prêter son assistance.

- 3) La proposition de substituer au Conseil des ministres le Président de la Fédération dans les paragraphes f) et g) pourrait être améliorée en stipulant la décision conjointe du Président de la Fédération et du Premier Ministre.

- 4) La demande d'une définition de ce que l'on entendrait par "incapacité" des autorités provinciales d'assurer leurs obligations de police et le maintien de l'ordre public n'est ni raisonnable, ni nécessaire. La garantie contre tout abus par le Gouvernement fédéral réside dans le fait qu'une action ne peut être prise par les autorités fédérales que si le Président de la Fédération, avec l'accord du Premier Ministre, déclare un état d'urgence dans la région ou la province (Etat) considérée.
- 5) L'addition dans le paragraphe g) d'une condition en ce qui concerne un jugement de la part de la Cour de constitutionnalité avant que des mesures ne puissent être prises pour l'exécution d'une loi ou d'une ordonnance dans une province (Etat) aurait pour conséquence de gêner l'action du Gouvernement fédéral. Une réserve admissible consisterait à laisser la porte ouverte aux Etats membres pour faire appel à la Cour de constitutionnalité pour un jugement et, si besoin est, une séparation contre des mesures considérées illégales prises par les autorités fédérales en matière d'exécution d'une loi ou d'une ordonnance dans le territoire des Etats membres.
- 6) Les réserves contenues dans le paragraphe i) qui semblent se référer au paragraphe h) des conclusions Adoula ne sont pas bien fondées ni du point de vue politique, ni du point de vue administratif. Toutefois, si une suggestion dans ce sens est considérée comme nécessaire, une formule à laquelle il y aurait moins d'objections consisterait à dire que "les fonctionnaires des services fédéraux dépendront administrativement des autorités fédérales par l'intermédiaire du Président de chaque Etat où ils exercent leurs fonctions. Ces derniers demeureront responsables à l'égard du Gouvernement fédéral de l'exécution des lois, ordonnances et directives promulguées par les autorités fédérales ainsi que du fonctionnement efficace des services fédéraux dans l'Etat. En consultation avec tous les Etats membres de la Fédération, un système d'inspection des services fédéraux sera établi".
- 7) En ce qui concerne l'emploi du personnel technique étranger la présentation contenue dans les contre-propositions n'est pas la formule la plus adéquate même pour un Etat fédéral très lâche. Toutefois, ce qui est plus désirable est d'éliminer la proposition selon laquelle les Etats membres auraient un veto sur les réglementations du Gouvernement fédéral en matière d'assistance technique.

Il serait plus important pour les Etats membres d'obtenir le droit de donner leur accord préalable au choix de tout technicien étranger qui serait placé sur leur territoire.

Article 5

La raison de base des stipulations dans l'article 5 des conclusions Adoula est de mettre fin légalement et de facto à la sécession katangaise. Sans une stipulation de cette nature, le statu quo de la sécession katangaise serait maintenu, jetant un doute sur les intentions katangaises et compromettant davantage l'adoption finale de la constitution.

Si les paragraphes 1) et 3) de l'article 5 sont supprimés, il y aurait lieu de formuler des propositions alternatives pour la période transitoire, en particulier en ce qui concerne les matières qui traitent des forces armées, de la gendarmerie, de la monnaie, des douanes, de l'immigration et de l'émigration, de la sûreté, des télécommunications et du rôle de l'ONUC dans l'assistance à l'exécution des mesures durant la période transitoire.

Le paragraphe 2) de l'article 5 devra être conservé. Maintenir la Constitution du 5 août 1960 en vigueur serait complètement contraire à la fin de la sécession katangaise, à laquelle on devrait mettre un terme.

ANNEXE 24

Projet de conclusion des entretiens de Léopoldville
préparé par les représentants katangais

Entre :

Le Gouvernement de la République du Congo représenté par son Premier Ministre,
M. Cyrille ADOULA,
d'une part

et

le Gouvernement du Katanga représenté par : Président, M. Moïse TSHOMBE,
d'autre part,

En vue d'apporter une solution définitive au problème congolais et grâce aux efforts
de conciliation entrepris par les Nations Unies sur le territoire de l'ex-Congo
belge,

En vue de réaliser dès à présent une coopération sur les plans politique,
économique, financier et militaire,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

Article I

Les parties reconnaissent que la solution du problème congolais doit être
élaborée en deux étapes : la première, appelée période transitoire, concerne la
période allant de la signature du présent accord jusqu'à l'adoption et la mise en
application de la nouvelle constitution; la seconde, appelée période définitive,
concerne la période d'application de la nouvelle constitution.

A. PERIODE DEFINITIVE

Article II

La future constitution respecte les principes repris ci-dessous :

1. La République du Congo sera organisée en Etat fédéral;
2. Les Etats sont régis par des lois particulières et ne relèveront de
l'autorité fédérale que sur les points limitativement énumérés ci-dessous;
3. Les organes de la Fédération seront le Président, l'Assemblée fédérale et
le Gouvernement fédéral;
4. Aucun Etat ne pourra interdire la libre circulation des personnes et des
biens sur le territoire de la Fédération;
5. Les Etats devront être représentés au sein du Gouvernement fédéral dans
une égale proportion;

6. L'Assemblée fédérale est composée d'un nombre égal de députés élus dans chaque Etat;
7. Le Président de la Fédération commande l'armée. Chaque Etat dispose de sa propre gendarmerie;
8. Le budget de la Fédération est fixé par l'Assemblée fédérale. Chaque Etat y intervient par un pourcentage de ses propres recettes, égal à tous les Etats.
9. Relèvent de l'autorité fédérale les matières suivantes :
 - a) La représentation diplomatique et les traités, chaque Etat pouvant assumer sa représentation à caractère économique à l'étranger;
 - b) L'Armée nationale relève de l'autorité fédérale et est placée sous le commandement du Président de la République. Toutefois, le Président de chaque Etat est de droit l'autorité supérieure du contingent de l'armée stationné sur son territoire;
 - c) La sûreté extérieure de la République;
 - d) La législation sur la nationalité;
 - e) Le droit pénal;
 - f) La coordination économique;
 - g) Les voies de communication et les sources d'énergie d'intérêt national. Toutefois, chaque Etat pourra suppléer à la carence du pouvoir fédéral;
 - h) La coordination de la politique sociale des Etats;
 - i) Les postes et télécommunications;
 - j) La législation sur l'immigration et l'émigration;
 - k) Le droit électoral en ce qui concerne les élections fédérales;
 - l) Les douanes en ce qui concerne les droits d'entrée;
 - m) La monnaie et la politique de change depuis le moment où une politique économique coordonnée aura permis l'unification de la monnaie sans dommage pour l'économie de la Fédération et des Etats membres;
 - n) Le statut des magistrats;
 - o) La police fédérale;
 - p) Les services publics du pouvoir fédéral ainsi que le statut de ses agents;
 - q) La législation sur l'art de guérir;
 - r) Les postes, téléphones et télégraphes ainsi que la détermination des longueurs d'ondes des émissions de la radiodiffusion et de la télévision;

- s) Les services de la météorologie, de la géodésie, de la cartographie et de l'hydrographie;
- t) Le système des poids et mesures;
- u) Les finances publiques de la République fédérale sous réserve de ce qui est dit ci-dessous;
- v) La législation relative à la propriété littéraire, artistique et industrielle;

10. Relèvent concurremment de l'autorité fédérale et des Etats :

- a) Les travaux publics d'intérêt national;
- b) L'enseignement supérieur;
- c) L'organisation judiciaire et la procédure;
- d) L'information;
- e) La législation de base sur l'énergie et les mines;
- f) Les voies aériennes, maritimes et autres voies de communication d'intérêt national, la législation sur la police routière;

Ces matières ne pourront faire l'objet de législation de la part de l'autorité fédérale que de l'accord de l'Etat intéressé.

11. Relèvent de l'autorité de chaque Etat :

- a) La police et la gendarmerie des Etats;
- b) Le droit électoral de chaque Etat;
- c) Les douanes en ce qui concerne les droits de sortie;
- d) La législation fiscale sauf en la matière réservée à l'autorité fédérale;
- e) La sûreté intérieure des Etats;
- f) La monnaie et la politique de change jusqu'au moment où une politique économique coordonnée aura permis l'unification de la monnaie sans dommage pour l'économie de la Fédération et des Etats membres;
- g) L'enseignement autre qu'universitaire;
- h) La nomination des magistrats et la fixation des règles complémentaires au statut déterminé par l'autorité fédérale;
- i) La radiodiffusion;
- j) L'octroi des concessions agricoles, forestières et minières.

En général, toutes les compétences non expressément attribuées au pouvoir fédéral sont du ressort de chaque Etat. En plus de ces pouvoirs attribués aux Etats membres, il y a aussi des pouvoirs concurrents cités plus haut.

12. Le Président de Chaque Etat est le représentant de l'autorité fédérale au sein de chaque Etat.
Les fonctionnaires des services fédéraux dépendront administrativement de l'autorité du Président de chaque Etat où ils exercent fonctions. Ce dernier est tenu de rendre compte de leurs activités auprès du Gouvernement fédéral. En consultation avec tous les Etats, un système d'inspection des services fédéraux sera établi.
13. Les taxes, redevances, droits et impôts quelconques sont fixés et levés par chaque Etat.
L'autorité fédérale peut fixer des impôts fédéraux qui ne pourront excéder X% des droits de sortie, droits d'entrée, des redevances et des droits de location concernant l'exploitation du sous-sol, ainsi que des concessions agricoles, forestières et minières.
Les impôts fédéraux sont levés par chaque Etat qui les verse à l'autorité fédérale.
L'autorité fédérale ne pourra contracter des emprunts qui grèveront le budget fédéral que de l'accord de chaque Etat.
Deux ou plusieurs Etats pourront s'associer pour contracter un emprunt dont ils supporteront la charge dans les proportions qu'ils auront déterminées.

Article III

La nouvelle constitution sera élaborée par la commission dont fait état l'article XI.

Des efforts seront déployés pour donner un élan nouveau aux travaux de la commission constitutionnelle et les orienter vers l'adoption d'un régime fédéral très souple, assurant aux Etats membres une autonomie interne réelle.

Article IV

La nouvelle constitution sera présentée par le gouvernement de Léopoldville aux Assemblées législatives qui siégeront toutes chambres réunies. Elle devra être approuvée par la moitié des votants représentant la moitié des élus. Il sera interdit d'organiser "un conclave". Les députés et sénateurs seront libres de participer ou non aux débats et délibérations. Chaque député ou sénateur individuellement ou en groupe pourra réclamer la protection des Nations Unies pour la durée des délibérations.

Une fois la constitution approuvée, elle sera soumise au peuple congolais par voie de référendum. La nouvelle constitution devra être approuvée par chacun des Etats selon les principes énoncés par le Président Kasa-Vubu le 30 janvier 1960 à Liège : "Une de ses principales tâches serait l'élaboration d'une constitution

fédérale sur la base de laquelle seraient élaborées les constitutions de chacun des Etats fédérés. Cette constitution serait soumise à l'approbation des peuples congolais et ensuite acceptée ou rejetée par un référendum. Alors seulement en s'appuyant sur cette constitution, garantie démocratique des peuples, nous organiserons nos élections et formerions ensuite notre gouvernement dûment élu."

Les Etats auront été déterminés par la nouvelle constitution elle-même et aucun de ceux-ci ne pourra dépasser les limites des provinces de l'ex-Congo belge.

A défaut d'être approuvée par voie de référendum, la nouvelle constitution sera soumise à nouveau à la commission prévue à l'article XI.

B. PERIODE TRANSITOIRE

Article V

Durant la période transitoire, les rapports entre le Gouvernement central et le Gouvernement du Katanga seront exclusivement limités à ceux décrits dans les articles ci-après, à moins que de nouveaux accords sur des matières particulières n'interviennent.

Article VI

Afin de favoriser la relance économique du Congo, les autorités de Léopoldville et d'Elisabethville mettront tout en oeuvre pour développer entre elles les échanges de produits manufacturés ainsi que des produits agricoles. En attendant le rétablissement d'une monnaie unique, ces échanges commerciaux se feront par des opérations de compensations bilatérales.

A cette fin, les délégués du Conseil monétaire de Léopoldville sont autorisés à siéger, comme observateurs, lors des réunions de l'Office du change du Katanga et réciproquement. Les deux organismes échangeront les instructions et les statistiques établies par leurs services.

Article VII

Dans l'intérêt des populations congolaises la voie nationale via Port Francqui est rétablie pour les transports en provenance ou à destination du Katanga.

Le Katanga s'engage à transporter la plus grande partie de ses produits ainsi que la majorité de ses importations en provenance de l'océan Atlantique par la voie dite nationale, c'est-à-dire Kamina, Port Francqui, Léopoldville.

En attendant le règlement définitif des questions politiques par l'adoption d'une nouvelle constitution, les droits de sortie continueront à être perçus par le Katanga, sans préjudice de ses obligations financières vis-à-vis du Congo.

Le Congo, par contre, s'engage à mettre à la disposition des exportateurs et importateurs katangais un service de transport impeccable et s'engage à exporter et importer via le Katanga les produits à destination et en provenance de l'Afrique du Sud, des Rhodésies et de l'océan Indien. De même les deux parties s'engagent à faire rétablir les liaisons aériennes ainsi que les communications téléphoniques et telex entre le Katanga et le reste du Congo.

Article VIII

En attendant qu'une loi établisse les domaines financiers respectifs du Gouvernement central et du Katanga, le Katanga versera à ce dernier X% des droits de douane (droits d'entrée et de sortie) des redevances et des droits de location concernant l'exploitation du sous-sol, ainsi que des concessions agricoles, forestières et minières.

Article IX

Les députés et sénateurs élus au Katanga continueront à siéger à Léopoldville et participeront aux travaux des Assemblées législatives.

Article X

Les Katangais désirant assumer la part qui leur revient dans l'exercice des pouvoirs attribués au Gouvernement central, des portefeuilles ministériels, dont certains d'importance majeure, leur seront attribués, notamment les portefeuilles des affaires étrangères, des finances et de la défense nationale.

Article XI

Le Katanga continuera à participer à la commission qui élabore actuellement la nouvelle constitution.

Article XII

Il est constitué un Comité national d'état-major qui comprendra des représentants de l'Armée nationale congolaise, de l'Organisation des Nations Unies et de la Gendarmerie katangaise. Le Comité aura le droit de circuler à travers tout le Katanga. Il aura notamment pour mission de vérifier l'importation éventuelle d'armes et le retrait des forces de l'ANC des quelques localités où elles se trouvent.

Article XIII

Les techniciens nécessaires au bon fonctionnement des services administratifs du Katanga seront recrutés librement par les autorités du Katanga.

Le Gouvernement du Katanga communiquera au Gouvernement central les noms des techniciens qu'il recrute.

Article XIV

Les structures de l'Etat katangais telles qu'elles existent à ce jour sont maintenues ainsi que le personnel en place.

Article XV

Les frontières actuelles du Katanga telles qu'elles étaient fixées au 30 juin 1960 ne seront pas modifiées à moins que l'Assemblée du Katanga donne son assentiment à une telle modification au moins à la majorité des deux tiers de ses membres présents.

Article XVI

Le présent accord, scellant la réconciliation nationale, sera accompagné d'une amnistie politique générale et en conséquence tous les détenus politiques à quelque parti qu'ils appartiennent seront immédiatement libérés.

Elisabethville,

ANNEXE 25

Projet de conclusion des entretiens de Léopoldville
préparé par les représentants katangais

Le Gouvernement central de la République du Congo, représenté par le premier ministre, M. Cyrille ADOULA,

d'une part,

et le président M. Moïse TSHOMBE, du Gouvernement du Katanga

d'autre part,

décidés à régler d'une manière définitive leurs différends dans un esprit d'entente et de réconciliation nationale,

reconnaissent solennellement, irrévocablement et sans aucune arrière-pensée, réticence et condition, ce qui suit :

Article I

Les parties reconnaissent que la solution du problème congolais doit être élaborée en deux étapes : la première appelée période transitoire concerne la période allant de la signature du présent accord jusqu'à l'adoption et la mise en application de la nouvelle constitution; la seconde, appelée période définitive, concerne la période d'application de la nouvelle constitution.

Article II

A cet effet, le Gouvernement central s'engage à déposer devant les chambres législatives, dans un délai de ... mois, un projet de constitution fédérale.

La nature fédérale de cette constitution sera assurée notamment par :

A. Les compétences relevant du pouvoir fédéral :

- a) La représentation diplomatique et les traités, chaque Etat pouvant assumer sa représentation à caractère économique à l'étranger;
- b) L'armée nationale relève de l'autorité fédérale et est placée sous le commandement du Président de la Fédération. Toutefois, le Président de chaque Etat est de droit l'autorité supérieure du contingent de l'armée stationnée sur le territoire;
- c) La sûreté extérieure de la Fédération;
- d) La législation sur la nationalité;
- e) La coordination économique;

- f) La coordination de la politique sociale des Etats;
- g) Les postes et télécommunications;
- h) La législation sur l'immigration et l'émigration en accord avec les Etats membres;
- i) Le droit électoral en ce qui concerne les élections fédérales;
- j) La monnaie et la politique de change;
- k) La police fédérale;
- l) Les services publics du pouvoir fédéral ainsi que le statut de ses agents;
- m) La législation sur l'art de guérir;
- n) Le système des poids et mesures;
- o) Les finances publiques de la Fédération sous réserve de ce qui est dit ci-dessous :
- p) L'autorité fédérale peut fixer les impôts fédéraux qui ne pourront excéder X% des droits de sortie, droits d'entrée, des redevances et des droits de location concernant l'exploitation du sous-sol ainsi que des concessions agricoles, forestières et minières.

B. Relèvent concurremment de l'autorité fédérale et des Etats :

- a) Les travaux publics d'intérêt national;
- b) L'enseignement supérieur et universitaire;
- c) L'organisation judiciaire et la procédure;
- d) L'information;
- e) La législation de base sur l'énergie et les mines;
- f) Les voies aériennes, maritimes et autres voies de communication d'intérêt national, la législation sur la police routière;
- g) Les services de la météorologie, de la géodésie, de la cartographie et de l'hydrographie;
- h) Les voies de communication et les sources d'énergie d'intérêt national.

Ces matières ne pourront faire l'objet de législation de la part de l'autorité fédérale que de l'accord de l'Etat intéressé.

C. Relèvent de l'autorité de chaque Etat :

- a) La police et la gendarmerie pour le maintien de l'ordre dans les villes et milieux ruraux des Etats;
- b) Le droit électoral de chaque Etat;
- c) La sûreté intérieure des Etats en accord avec le pouvoir fédéral;
- d) La monnaie et la politique de change;
- e) L'enseignement;
- f) Nomination des magistrats et la fixation des règles complémentaires au statut déterminé par l'autorité fédérale;
- g) La radiodiffusion;
- h) L'octroi des concessions agricoles, forestières et minières;
- i) Les taxes, redevances, droits et impôts quelconques sont fixés et levés par chaque Etat. Les impôts fédéraux sont levés par chaque Etat qui le verse à l'autorité fédérale.

Article III

Le projet de la nouvelle constitution sera élaboré par la Commission dont fait état l'article II.

Des efforts seront déployés pour donner un élan nouveau aux travaux de la Commission constitutionnelle et les orienter vers l'adoption d'un régime fédéral très souple assurant aux Etats membres une autonomie interne réelle.

Article IV

Le projet de la nouvelle constitution sera présenté par le Gouvernement central aux Assemblées législatives qui siégeront toutes chambres réunies. Elle devra être approuvée par la moitié des votants représentant la moitié des élus.

Une fois la constitution approuvée, elle sera soumise au peuple congolais par voie de référendum. La nouvelle constitution devra être approuvée par chacun des Etats selon les principes énoncés par le président KASAVUBU le 30 janvier 1960 à Liège : "Une de ses principales tâches serait l'élaboration d'une constitution fédérale sur la base de laquelle seraient élaborées les constitutions de chacun des Etats fédérés. Cette constitution serait soumise à l'approbation des peuples congolais et ensuite acceptée ou rejetée par un référendum. Alors seulement en s'appuyant sur cette constitution, garantie démocratique des peuples, nous organiserons nos élections et formerions ensuite notre gouvernement dûment élu."

Les Etats auront été déterminés par la nouvelle constitution elle-même et aucun de ceux-ci ne pourra dépasser les limites des provinces de l'ex-Congo belge.

A défaut d'être approuvée par voie de référendum, la nouvelle constitution sera soumise à nouveau à la Commission prévue à l'article XI.

Article V

Afin de rétablir l'entente et la coopération pendant la période transitoire entre le Gouvernement central et le Gouvernement du Katanga, les rapports entre les deux parties, seront ceux mentionnés dans les articles ci-après, à moins que de nouveaux accords sur des matières particulières n'interviennent.

Article VI

Afin de favoriser la relance économique au Congo, les autorités de Léopoldville et d'Elisabethville mettront tout en oeuvre pour développer entre elles les échanges de produits manufacturés ainsi que des produits agricoles. En attendant le rétablissement d'une monnaie unique, ces échanges commerciaux se feront par des opérations de compensations bilatérales.

A cette fin, les délégués du Conseil monétaire de Léopoldville sont autorisés à siéger, comme observateurs lors des réunions de l'Office du change du Katanga

et réciproquement. Les deux organismes échangeront les instructions et les statistiques établies par leurs services.

Article VII

Dans l'intérêt des populations congolaises, la liberté totale du trafic routier, fluvial, ferroviaire et aérien est rétablie, non seulement entre les différentes parties du Congo mais également avec l'extérieur. Chacune des parties contractantes organisera ce trafic.

Il est bien entendu que le trafic, même aérien est entièrement libre sur toute l'étendue du Katanga.

Article VIII

Les députés et sénateurs élus au Katanga continueront à siéger à Léopoldville et participeront aux travaux des Assemblées législatives.

Le Katanga continuera à participer à la Commission qui élabore actuellement la nouvelle constitution.

Article IX

Il est constitué un comité tripartite qui comprendra des représentants civils du Gouvernement central, de l'ONU et du Gouvernement du Katanga. Le comité aura le droit de circuler à travers tout le pays. Il aura notamment pour mission de vérifier l'importation éventuelle d'armes et le retrait des forces de l'ANC des quelques localités du Katanga où elles se trouvent.

Article X

Les techniciens nécessaires au bon fonctionnement des services administratifs du Katanga seront recrutés librement par les autorités du Katanga.

Le Gouvernement du Katanga communiquera au Gouvernement central les noms des techniciens qu'il recrute.

Article XI

Les structures administratives de l'Etat katangais telles qu'elles existent à ce jour sont maintenues ainsi que le personnel en place.

Article XII

Les frontières actuelles du Katanga telles qu'elles étaient fixées au 30 juin 1960 ne seront pas modifiées, à moins que l'Assemblée du Katanga donne son assentiment à une telle modification au moins à la majorité des deux tiers de ses membres présents. L'autorité du Gouvernement d'Elisabethville est reconnue sur toute l'étendue du Katanga.

Article XIII

Le Katanga souhaite que le contentieux belgo-congolais soit liquidé dans les meilleurs délais; à cet effet, il exige de faire partie de la Commission chargée de la liquidation de ce litige.

Article XIV

Le présent accord, scellant la réconciliation nationale, sera accompagné d'une amnistie politique générale et en conséquence tous les détenus politiques à quelque parti qu'ils appartiennent seront immédiatement libérés.

ANNEXE 26

Projet de conclusion des entretiens de Léopoldville
préparé par M. Gardiner

Le Gouvernement central de la République du Congo, représenté par son Premier Ministre, Monsieur Cyrille Adcula,

d'une part,

et le Président, Monsieur Moïse Tshombé, du Gouvernement du Katanga

d'autre part,

décidés à régler d'une manière définitive leurs différends dans un esprit d'entente et de réconciliation nationale,

reconnaissent solennellement, irrévocablement et sans aucune arrière-pensée, réticence et condition, ce qui suit :

ARTICLE 1

La République du Congo reste une et indivisible dans ses frontières du 30 juin 1960.

Cependant, comme l'a déclaré le Président de la République le 24 mars 1962 :

"L'unité ne signifie nullement que l'on veut ignorer les particularismes des diverses régions du pays. Au contraire, l'unité du pays est faite de l'apport, de la force, de la conception de chacun des particularismes régionaux."

ARTICLE 2

En exécution de leur décision de régler d'une manière définitive leurs différends, les soussignés sont d'accord qu'il y aura deux étapes : la première appelée période transitoire concerne la période allant de la signature du présent accord jusqu'à la promulgation de la nouvelle constitution; la seconde commence dès la promulgation de la nouvelle constitution.

ARTICLE 3

Le Gouvernement central s'engage à déposer devant les Chambres législatives, dans un délai de mois; un projet de constitution fédérale.

Le Gouvernement central s'engage à défendre le projet de Constitution devant les Chambres législatives.

Le projet de Constitution susmentionné respectera les principes suivants :

1. La République du Congo sera organisée en Etat fédéral.
2. Aucun Etat ne pourra interdire la libre circulation des personnes et des biens sur le territoire de la Fédération.
3. Le Président de la Fédération commandera l'Armée nationale;

4. Le budget de la Fédération sera approuvé par l'organe législatif de la Fédération.
5. Une Cour de Constitutionnalité sera établie, chargée de faire respecter le partage des compétences entre le pouvoir fédéral et les pouvoirs des Etats membres de la Fédération.
6. Toute loi modifiant la répartition des compétences ne pourra entrer en vigueur que si elle recueille l'accord de l'assemblée de chaque Etat.
7. Les membres du gouvernement des Etats jouiront du même régime d'immunité que les membres du gouvernement fédéral.
8. Relèvent de l'autorité fédérale, les matières suivantes :
 - a) Les relations extérieures et les traités;
 - b) L'Armée nationale;
 - c) La sûreté extérieure et intérieure de la Fédération;
 - d) L'immigration et l'émigration;
 - e) La législation sur la nationalité;
 - f) Le droit pénal;
 - g) La législation sur l'organisation judiciaire, la procédure et le statut des magistrats;
 - h) La police fédérale;
 - i) La politique économique générale;
 - j) La monnaie et la politique des changes. Toutefois, chaque Etat membre de la Fédération sera muni de devises étrangères pour faire face à ses besoins économiques;
 - k) Les douanes;
 - l) Les finances publiques de la Fédération;
 - m) La législation générale relative au régime foncier, ainsi qu'à l'octroi des concessions foncières et minières domaniales;
 - n) Les voies de communication et les sources d'énergie d'intérêt national. Toutefois, chaque Etat pourra suppléer à la carence du pouvoir fédéral en ce domaine;
 - o) Les travaux publics d'intérêt national. Toutefois, chaque Etat pourra suppléer à la carence du pouvoir fédéral dans ce domaine;
 - p) Les postes, télécommunications, information, radiodiffusion et télévision;
 - q) Les libertés publiques, y compris le droit électoral à l'échelon fédéral;
 - r) La législation générale en matière sociale. Toutefois, chaque Etat aura le droit de légiférer sur les matières sociales particulières à l'Etat intéressé;

- s) L'enseignement supérieur et universitaire;
- t) La législation relative à la propriété littéraire, artistique et industrielle;
- u) Les services de la météorologie, de la géodésie, de la cartographie et de l'hydrographie;
- v) Le système de poids et mesures;
- w) La législation concernant la santé et l'hygiène publiques. Dans ce domaine les services fédéraux et des Etats seront coordonnés.
- x) Les services publics du pouvoir fédéral ainsi que le statut de ses agents.

9. Pour ce qui est des questions relevant de la compétence du Gouvernement fédéral, celui-ci peut, en cas de besoin et avec l'accord des autorités des Etats, déléguer des fonctions administratives aux fonctionnaires du Gouvernement des Etats, qui agiront et seront responsables dans ce cas devant le Gouvernement fédéral. En consultation avec tous les Etats membres de la Fédération, un système d'inspection des services fédéraux sera établi.

Relèvent de l'autorité de chaque Etat :

- a) La police urbaine et rurale;
- b) Chaque Etat peut établir, si les circonstances l'exigent, un service de sûreté intérieure coordonné avec les services de sûreté de la Fédération;
- c) Le droit électoral en matière d'élections intérieures de chaque Etat;
- d) Les voies de communication d'intérêt local et le droit de suppléer à la carence du pouvoir fédéral dans le domaine énoncé au point n) du paragraphe 8;
- e) Le droit de suppléer à la carence du pouvoir fédéral en matière de travaux publics d'intérêt national;
- f) Le droit de légiférer sur les matières sociales particulières à l'Etat intéressé;
- g) Les services de santé et d'hygiène publiques au niveau de l'Etat;
- h) L'enseignement, autre que l'enseignement supérieur et universitaire;
- i) Les finances de l'Etat;
- j) L'organisation des services de l'Etat et des subdivisions administratives;
- k) La nomination du personnel dépendant des services de l'Etat;
- l) L'octroi des concessions forestières, agricoles et minières;
- m) Les taxes, droits et impôts de caractère local;
- n) La juridiction coutumière;
- o) Toutes les compétences non expressément attribuées au pouvoir fédéral.

10. Les forces armées placées sous le contrôle du Gouvernement fédéral ne peuvent intervenir dans les affaires des Etats et du maintien de l'ordre public que dans l'un des cas ci-après :

- sur demande des autorités des Etats;
- en cas d'incapacité des autorités des Etats d'assurer leurs obligations de police et le maintien de l'ordre public : dans ce cas, les forces armées du Gouvernement fédéral ne pourront intervenir qu'après mise en demeure restée sans effet adressée aux autorités des Etats de remplir leurs obligations et qu'après que le Président de la Fédération ait déclaré l'état d'urgence dans la région ou l'Etat considéré;
- en cas de refus d'exécution par une autorité d'Etat d'une décision de la Cour de constitutionnalité constatant une violation de la Constitution par ladite autorité d'Etat.

11. Le droit du Gouvernement fédéral de prendre des mesures pour faire exécuter une loi ou une ordonnance par un Etat ne s'exercera que lorsque les conditions ci-après se trouvent remplies :

- lorsque les autorités des Etats n'auront pas exécuté ladite loi ou ordonnance;
- lorsque deux avis successifs de non-exécution auront été adressés au Président de l'Assemblée de l'Etat ou au Président du Gouvernement de l'Etat et seront demeurés sans réponse;
- lorsque le Président de la Fédération aura déclaré l'état d'urgence touchant l'exécution de la loi ou de l'ordonnance en question.

12. Les Etats membres de la fédération auront le droit de faire appel à la Cour de constitutionnalité pour un jugement et, si nécessaire, une réparation, contre des mesures qu'ils estimeraient illégales prises par les autorités fédérales en matière d'exécution d'une loi ou d'une ordonnance sur le territoire des Etats membres.

13. Pour ce qui est des questions relevant de la compétence du Gouvernement fédéral, celui-ci peut, en cas de besoin et avec l'accord des autorités des Etats, déléguer des fonctions administratives aux fonctionnaires du Gouvernement de l'Etat qui agiront dans ce cas sous l'autorité du représentant du Gouvernement fédéral dans l'Etat, et seront responsables devant le Gouvernement fédéral.

14. Dans le cadre des lois, ordonnances ou accords internationaux conclus par le Gouvernement fédéral, le Gouvernement de l'Etat aura le droit d'employer les techniciens étrangers dont il aura besoin.

ARTICLE 4

Le projet de nouvelle constitution sera élaboré par la Commission parlementaire qui s'occupe actuellement de cette tâche. Les représentants katangais continueront à participer aux travaux de ladite commission.

ARTICLE 5

La constitution sera élaborée en accord avec la procédure établie par les dispositions applicables des articles 98 à 105 de la Loi fondamentale.

ARTICLE 6

Pendant la période transitoire, les dispositions suivantes seront appliquées :

1. Afin de favoriser la relance économique au Congo, tout sera mis en oeuvre pour rétablir dans le plus bref délai la circulation des produits entre le Katanga et le reste de la République.
2. Les députés et sénateurs élus au Katanga continueront à siéger à Léopoldville et participeront aux travaux des Assemblées législatives ainsi que de leurs commissions.
3. Les structures administratives katangaises compatibles avec le retour du Katanga au sein de la République seront maintenues ainsi que le personnel en place.
4. Sauf arrangements énumérés ci-après, la Loi fondamentale est et demeure applicable dans toute l'étendue du Congo;
 - a) La gendarmerie katangaise est maintenue dans son organisation actuelle et son commandant, le général Moke ainsi que les autres officiers prêteront serment au Chef de l'Etat, Monsieur Kasavubu. M. Tshombé déclare qu'aucun élément étranger ne fait partie de la gendarmerie.
 - b) Une ou plusieurs commissions tripartites qui comprendront des représentants civils et militaires du Gouvernement central, de l'ONU et des autorités katangaises, seront constituées. Ces commissions auront le droit de circuler librement à travers tout le Katanga et leur mission sera de s'assurer que le potentiel militaire de la gendarmerie ne sera pas augmenté et qu'il n'y aura pas d'importation d'armes, munitions et équipements militaires.
 - c) La monnaie katangaise est retirée et remplacée par la monnaie nationale. La monnaie de la République qui a été retirée de la circulation avant la signature des présentes par les autorités katangaises sera remise au Conseil monétaire;
 - d) Les agents de la sûreté, de l'immigration, des impôts, des douanes et des télécommunications sont placés sous l'autorité du Gouvernement central.

- e) Seuls les conseillers provinciaux et les suppléants de ceux définitivement empêchés par suite de décès ou de l'une des incompatibilités prévues par la Loi fondamentale, élus avant le 30 juin 1960, et suivant la loi électorale de la République, siègent à l'Assemblée provinciale.
- f) Le Gouvernement katangais ne peut comprendre que les membres élus par l'Assemblée provinciale conformément aux dispositions de la Loi fondamentale.
- g) En attendant la promulgation de la nouvelle constitution, le Gouvernement central est disposé à rechercher dès à présent un arrangement provisoire sur la répartition des compétences financières entre le pouvoir central et les pouvoirs provinciaux. A cet effet, il s'engage à réunir, dans un délai d'un mois, une conférence des Présidents des Gouvernements provinciaux, en vue de déterminer une répartition équitable des revenus publics entre l'Etat et les Provinces.
- h) Les frontières actuelles du Katanga telles qu'elles étaient fixées au 30 juin 1960 ne seront pas modifiées, à moins notamment que l'Assemblée katangaise ne donne son assentiment à une telle modification à la majorité des deux tiers de ses membres.

ARTICLE 7

Pour autant que les autorités katangaises respectent les présentes, le Gouvernement central s'engage à lever l'état d'exception au Katanga.

ARTICLE 8

Le présent accord, scellant la réconciliation nationale, sera accompagné d'une amnistie politique sur toute l'étendue du Katanga.

ARTICLE 9

Des négociations seront entamées immédiatement pour déterminer les postes ministériels du Gouvernement central qui seront attribués à des personnalités katangaises.

ARTICLE 10

Les présentes conclusions seront exécutoires un jour franc après leur signature en partant du jour de la signature, la "Constitution du 5 août 1960" cesse d'avoir effet.

Substitution

ARTICLE 6

4. a) La gendarmerie katangaise conserve son organisation actuelle et demeure sous le contrôle des autorités katangaises. Cependant, le général Moke et les autres officiers prêteront serment au Président Kasavubu.

Le Président Tshombé déclare qu'aucun élément étranger ne fait partie de la gendarmerie.

Substitution

ARTICLE 6

4. c) Le principe d'une monnaie unique pour l'ensemble de la Fédération est reconnu. Cependant, pendant la période transitoire, la monnaie katangaise continuera à être utilisée mais il ne sera procédé à aucune nouvelle émission.

Après l'émission d'une nouvelle monnaie de la Fédération, la monnaie katangaise sera retirée de la circulation, selon un taux d'échange fixé en accord avec le Gouvernement central.

ANNEXE 27

Projet de conclusion des entretiens de Léopoldville
acceptable aux représentants katangais

Le Gouvernement central de la République du Congo, représenté par le Premier Ministre, M. Cyrille ADOULA,
d'une part

et

le Président, M. Moïse TSHOMBE, du Gouvernement du Katanga
d'autre part,

décidés à régler d'une manière définitive leurs différends dans un esprit d'entente et de réconciliation nationale,

reconnaissent solennellement, irrévocablement et sans aucune arrière-pensée, réticence et condition, ce qui suit :

Article I

Les parties reconnaissent que la solution du problème congolais doit être élaborée en deux étapes : la première appelée période transitoire concerne la période allant de la signature du présent accord jusqu'à l'adoption et la mise en application de la nouvelle constitution;

Article II

A cet effet, le Gouvernement central s'engage à déposer devant les chambres législatives, dans un délai de ... mois, un projet de constitution fédérale.

La nature fédérale de cette constitution sera assurée notamment par :

A. Les compétences relevant du pouvoir fédéral :

- a) La représentation diplomatique et les traités, chaque Etat pouvant assumer sa représentation à caractère économique à l'étranger;
- b) L'Armée nationale relève de l'autorité fédérale et est placée sous le Commandement du Président de la Fédération. Toutefois, le Président de chaque Etat est de droit l'autorité supérieure du contingent de l'armée stationnée sur son territoire;
- c) La sûreté extérieure de la Fédération;
- d) La législation sur la nationalité;

- e) La coordination économique;
- f) La coordination de la politique sociale des Etats;
- g) Les postes et télécommunications;
- h) La législation sur l'immigration et l'émigration en accord avec les Etats membres;
- i) Le droit électoral en ce qui concerne les élections fédérales;
- j) La monnaie et la politique de change;
- k) La police fédérale;
- l) Les services publics du pouvoir fédéral ainsi que le statut de ses agents;
- m) La législation sur l'art de guérir;
- n) Le système des poids et mesures;
- o) Les finances publiques de la Fédération sous réserve de ce qui est dit ci-dessous;
- p) L'autorité fédérale peut fixer les impôts fédéraux qui ne pourront excéder X% des droits de sortie, droits d'entrée, des redevances et des droits de location concernant l'exploitation du sous-sol ainsi que des concessions agricoles, forestières et minières.

B. Relèvent concurremment de l'autorité fédérale et des Etats :

- a) Les travaux publics d'intérêt national;
- b) L'enseignement supérieur et universitaire;
- c) L'organisation judiciaire et la procédure;
- d) L'information;
- e) La législation de base sur l'énergie et les mines;
- f) Les voies aériennes, maritimes et autres voies de communication d'intérêt national, la législation sur la police routière;

- g) Les services de la météorologie, de la géodésie, de la cartographie et de l'hydrographie;
- h) Les voies de communication et les sources d'énergie d'intérêt national.

Ces matières ne pourront faire l'objet de législation de la part de l'autorité fédérale que de l'accord de l'Etat intéressé.

C. Relèvent de l'autorité de chaque Etat :

- a) La police et la gendarmerie pour le maintien de l'ordre dans les villes et les milieux ruraux des Etats;
- b) Le droit électoral de chaque Etat;
- c) La sûreté intérieure des Etats en accord avec le pouvoir fédéral;
- d) La monnaie et la politique de change;
- e) L'enseignement;
- f) La nomination des magistrats et la fixation des règles complémentaires au statut déterminé par l'autorité fédérale;
- g) La radiodiffusion;
- h) Les taxes, redevances, droits et impôts quelconques sont fixés et levés par chaque Etat qui les verse à l'autorité fédérale.

Article III

Le projet de la nouvelle constitution sera élaboré par la commission dont fait état l'article II.

Des efforts seront déployés pour donner un élan nouveau aux travaux de la commission constitutionnelle et les orienter vers l'adoption d'un régime fédéral très souple assurant aux Etats membres une autonomie interne réelle.

Article IV

Le projet de la nouvelle constitution sera présenté par le Gouvernement central aux Assemblées législatives qui siégeront toutes chambres réunies. Elle devra être approuvée par la moitié des votants représentant la moitié des élus.

Une fois la constitution approuvée, elle sera soumise au peuple congolais par voie de référendum. La nouvelle constitution devra être approuvée par chacun des Etats selon les principes énoncés par le président Kasavubu le 30 janvier 1960 à Liège : "Une de ses principales tâches serait l'élaboration d'une constitution fédérale sur la base de laquelle seraient élaborées les constitutions de chacun des Etats fédérés. Cette constitution serait soumise à l'approbation des peuples congolais et ensuite acceptée ou rejetée par un référendum. Alors seulement en s'appuyant sur cette constitution, garantie démocratique des peuples, nous organiserons nos élections et formerions ensuite notre gouvernement dûment élu."

Les Etats auront été déterminés par la nouvelle constitution elle-même et aucun de ceux-ci ne pourra dépasser les limites des provinces de l'ex-Congo belge. (Alternative proposée par l'ONUC mais qui ne fut pas acceptée par les Katangais : "Les Etats auront été déterminés par la nouvelle constitution elle-même, de façon que la Fédération demeure unie et indivisible dans ses frontières du 30 juin 1960.").

A défaut d'être approuvée par voie de référendum, la nouvelle constitution sera soumise à nouveau à la commission prévue à l'article 6 (3).

Article V

Afin de rétablir l'entente et la coopération pendant la période transitoire entre le Gouvernement central de Léopoldville et le Gouvernement du Katanga, les rapports entre les deux parties seront ceux mentionnés dans les articles ci-après, à moins que de nouveaux accords sur des matières particulières n'interviennent.

Article VI

Pendant la période transitoire, les dispositions suivantes seront appliquées :

1. Afin de favoriser la relance économique au Congo, tout sera mis en oeuvre pour rétablir dans le plus bref délai la circulation des produits entre le Katanga et le Congo;
2. Les députés et sénateurs élus au Katanga continueront à siéger à Léopoldville et participeront aux travaux des Assemblées législatives ainsi que de leurs commissions;
3. Les structures administratives de l'Etat katangais telles qu'elles existent à ce jour sont maintenues ainsi que le personnel en place;

4. a) La gendarmerie katangaise est maintenue dans son organisation, et demeure sous le contrôle des autorités katangaises. Après la ratification de la nouvelle constitution fédérale, le Commandant en chef et les officiers supérieurs prêteront serment au Président de la Fédération;
- b) Le principe d'une monnaie unique pour l'ensemble de la Fédération est reconnu. Cependant, pendant la période transitoire, la monnaie katangaise doit être utilisée;

Après l'émission d'une nouvelle monnaie de la Fédération, la monnaie katangaise sera retirée de la circulation, selon un taux d'échange fixé en accord avec le Gouvernement fédéral.

- c) Le passeport katangais vaut celui de la République du Congo durant toute la période de transition.

Article VII

Dans l'intérêt des populations congolaises, la liberté totale du trafic routier, fluvial, ferroviaire et aérien est rétablie, non seulement entre les différentes parties du Congo mais également avec l'extérieur. Chacune des parties contractantes organisera ce trafic.

Il est bien entendu que le trafic, même aérien, est entièrement libre sur toute l'étendue du Katanga.

Article VIII

Il est constitué un comité tripartite qui comprendra des représentants civils du Gouvernement central, de l'ONU et du Gouvernement du Katanga. Le comité aura le droit de circuler à travers tout le Katanga et le Congo. Il aura notamment pour mission de vérifier l'importation éventuelle d'armes et le retrait des forces de l'ANC de quelques localités du Katanga où elles se trouvent.

Article IX

Les techniciens nécessaires au bon fonctionnement des services administratifs du Katanga seront recrutés librement par les autorités du Katanga.

Le Gouvernement du Katanga communiquera au Gouvernement central les noms des techniciens qu'il recrute.

Article X

Les frontières actuelles du Katanga telles qu'elles étaient fixées au 30 juin 1960 ne seront pas modifiées, à moins que l'Assemblée du Katanga ne donne son assentiment à une telle modification au moins à la majorité des deux tiers de ses membres présents. L'autorité du Gouvernement d'Elisabethville est reconnue sur toute l'étendue du Katanga.

Article XI

Le Katanga souhaite que le contentieux belgo-congolais soit liquidé dans les meilleurs délais; à cet effet, il exige de faire partie de la commission chargée de la liquidation de ce litige.

Article XII

Le présent accord, scellant la réconciliation nationale, sera accompagné d'une amnistie politique générale et en conséquence tous les détenus politiques, à quelque parti qu'ils appartiennent, seront immédiatement libérés.

ANNEXE 28

Personnes accompagnant M. Tshombé

Les personnes suivantes ont accompagné le président Tshombé à Léopoldville :
M. Kibwe (Ministre des finances), M. Kitenge (Ministre des travaux publics),
le major Mbayo (Officier d'ordonnance), M. Meli (Chef de Cabinet du Président),
Mme Vanderkelen (Secrétaire), le Dr Széles, M. N'Dua (Conseiller), MM. Mwena,
Moma, Kisimba, Kambola, Kishiba, Gabriel Nawezi, Stanislas Nawezi, Lubilash,
Mutombo, Tshaka, Mwamba, le lieutenant Tunda (garde du corps), un militaire,
Sébastien (boy), Charles Ebia (journaliste), Mme Ndumba.

/...

ANNEXE 29

Lettre adressée par M. Adoula à M. Gardiner
et reçue par celui-ci le 18 mai 1962

Monsieur le Chef de mission,

Pour marquer l'importance et le sérieux que le Gouvernement congolais attache aux nouveaux entretiens entre Monsieur Adoula et Monsieur Tshombé et pour également assurer plus de sécurité à Monsieur Tshombé, le Gouvernement congolais a décidé de faire appel à votre assistance pour prêter concours dans l'exécution des décisions suivantes :

1. Aucun visiteur ne sera admis dans les appartements réservés au groupe katangais; 2. Toutes les personnes reprises sur la liste de la suite de Monsieur Tshombé resteront en permanence dans leurs appartements et ne seront pas autorisées à se promener en ville; 3. Les membres de notre sécurité travailleront de pair avec ceux de la sûreté de l'Organisation au Building Royal pour assurer la protection de la délégation katangaise. Je vous saurais gré de bien vouloir me confirmer par écrit votre accord quant à l'exécution de cette tâche qui permettra au Gouvernement et à l'Organisation d'attendre un meilleur résultat des entretiens en dehors de toute pression extérieure ou de toute propagande inutile.

ANNEXE 30

Déclaration faite à la presse par M. Tshombé à Elisabethville
le 17 mai 1962

Il y a deux mois presque jour pour jour, je quittais Elisabethville pour un premier voyage à Léopoldville alors que le peuple katangais avait cru devoir m'en dissuader. J'étais convaincu que l'intérêt supérieur du pays m'imposait de passer outre, malgré des dangers que j'allais courir là-bas. Aujourd'hui, ce n'est pas l'intérêt du Katanga qui m'impose ce voyage. Je suis convaincu que jamais notre position n'a été plus forte et que jamais l'abandon de souveraineté que nous sommes prêts à concéder aux gens de Léopoldville n'a été autant qu'aujourd'hui, dans le sens plein du terme, un abandon de souveraineté. Pourtant tous les Katangais sont résolus à franchir le pas, parce que tous les Katangais se sentent africains et qu'ils savent que notre union avec nos frères du Congo est une étape difficile à franchir mais utile - j'insiste utile et non pas nécessaire - vers l'unité de l'Afrique noire.

C'est conscient de cette réalité que je me rends à Léopoldville. Peu de gens, je crois, ont accusé avec autant de violence que moi l'Organisation des Nations Unies. Je l'ai dit parce que c'était vrai, parce que mon peuple tout entier a souffert l'humiliation, les outrages, la violence et la mort à cause de quelques individus, inconscients ou malhonnêtes, qui ont voulu détruire l'éveil d'une conscience nationale en faisant croire au monde que nous n'étions mus que par l'égoïsme ou la servilité à l'égard des groupes financiers étrangers. Des peuples naïfs, ou que le sort de quelques nègres perdus au fin fond de l'Afrique n'inquiétait guère, ont, par facilité, prêté assistance à ces aventuriers qui ont nom de O'Brien ou Tombelaine ou qu'il vaut mieux même ne pas citer comme ce représentant des Nations Unies à Léopoldville qui a feint d'obéir, le 8 septembre 1961, à un ordre de M. Adoula.

Heureusement, les temps ont changé. Cette ONU prétentieuse de sa force a laissé la place à des gens sensés et honnêtes. Les grands et nobles principes qui sont le fondement de cette institution ne servent plus de paravent hypocrite à l'exécution de basses tâches. L'ONU, dont le rôle a pu parfois être critiqué mais qui, ne l'oublions pas, est à la base du grand mouvement de libération des peuples

coloniaux, l'ONU dis-je, semble s'être remise au service de sa véritable cause : faire régner la paix dans le monde en redonnant à tous les hommes, de quelque couleur qu'ils soient, leur dignité d'homme. C'est parce que je suis convaincu que l'ONU s'est enfin attelée à cette tâche au Congo, au lieu de s'embarrasser des rivalités des groupes mondiaux, que je me rends à Léopoldville. Il ne faut pas que la mission de l'ONU échoue et mon voyage sera ma contribution à la réalisation de ce haut idéal.

Mais il est bien entendu qu'on ne trouvera en moi un homme de bonne volonté que dans ce but. Si l'on croit m'entraîner dans une savante machination afin de maintenir au pouvoir M. Adoula, instrument nécessaire dans les calculs de certains, on se trompe. M. Adoula m'a beaucoup déçu. Le but de mon voyage à Léopoldville était de prendre contact avec lui en vue d'arriver à une véritable réconciliation nationale qui n'est possible que par la mise en application d'une constitution du type fédéral.

Le 16 avril 1962, M. Adoula m'a communiqué un projet d'accord qui est un défi à tout bon sens. Depuis deux ans bientôt, nous nous battons parce que nous estimons que la Loi fondamentale que la Belgique nous a léguée est mauvaise et M. Adoula ne trouve rien de mieux que de préciser que cette Loi sera non seulement remise en application, mais verra son caractère centralisateur encore accentué. Apparemment, M. Adoula recherche l'échec des négociations. On dirait qu'il tente d'assouvir un appétit de puissance et que pour cela il veut détruire le Katanga. Et cela, pense-t-il, il ne pourra l'obtenir des Nations Unies (car il ne se fait aucune illusion sur la puissance réelle du Gouvernement de Léopoldville) que si les pourparlers aboutissent à une impasse et que, la situation du 8 septembre 1961 se reproduisant, il puisse donner des ordres à des O'Brien et consorts.

Je crains pour lui que les temps ont changé : les nouveaux dirigeants des Nations Unies sont conscients des réalités africaines et les généreux bailleurs de fonds commencent à s'interroger sur le sens de l'aventure congolaise. Le Katanga a présenté une solution concrète : un fédéralisme fondé sur l'intérêt et le bonheur des populations. Nos idées sont suffisamment connues pour que je les expose à nouveau ici. Nous sommes prêts à les discuter pour y apporter les modifications qu'il faut, mais encore faut-il que nous ayons en face de nous un interlocuteur valable. Je crains que M. Adoula ne soit pas cet homme.

Ceci n'est pas dit à la légère. J'ai beau analyser le comportement de M. Adoula depuis l'indépendance, je n'y trouve pas un seul acte positif qu'il ait posé, qui ait contribué à la grandeur ou à la prospérité du pays. Beaucoup de choses au contraire me font croire qu'il ne vise qu'un intérêt personnel et égoïste. M. Adoula était syndicaliste, mais lorsque le peuple de Léopoldville croupit dans la misère et le chômage, il emprisonne les leaders comme M. Boboliko ou Makoso qui osent dire que le peuple a faim. M. Adoula se dit démocrate et tolérant, mais c'est lui qui a envoyé MM. Finant, Fataki, Muzungu, Nzuji, Elengeza, Luzau et d'autres à Bakwanga où ils ont trouvé la mort. M. Adoula a fait condamner M. Kalondji parce qu'il emprisonne ses adversaires politiques. Mais ceux-ci sont toujours en prison au Sud-Kasaï et M. Adoula ne fait pas le moindre geste pour les libérer. Et je ne parle que des gens qui sont connus, de ceux qu'une certaine notoriété fait qu'on s'occupe de leur sort. Pourtant, dans les prisons de Léopoldville, de Makala et du camp des para-commandos, plus de 4 000 personnes, et je ne parle pas des prisonniers de l'intérieur qui ont cru que l'indépendance signifiait liberté et bonheur, sont enfermées.

Quant à M. Adoula qui représenterait la légalité au Congo, il se soucie fort peu des lois qui interdisent de tels emprisonnements. M. Adoula, en professant de hauts principes qu'il ne pratiquait pas, a pu abuser l'Organisation des Nations Unies et plus particulièrement les Américains qui, par le "Concile de Lovanium", l'ont porté au pouvoir. Depuis lors, il s'y accroche de toutes ses forces et il voudrait bien écarter les leaders katangais de la voie qui doit le mener au despotisme absolu. Il a cru son heure venue lorsque, à la fin de nos entretiens, il a quitté Léopoldville pour Coquilhatville, sachant pertinemment bien que tout un plan était établi pour m'arrêter. M. Adoula voulait se créer un alibi. Il s'est trompé : il a montré à la face du monde qui il était.

Tant de duplicité ne peut mener fort loin. Je suis prêt, toutefois, à lui faire confiance une fois encore, mais je tiens à recevoir certains gages de sa part. Oh, rassurez-vous, cela ne me concerne pas. Les garanties de l'ONU me suffisent. Si M. Adoula est vraiment le démocrate qu'il dit, s'il est véritablement un Africain, aimant ses frères africains, si ce n'est pas un intérêt personnel qui le guide, s'il croit à la liberté, qu'il libère les 4 000 prisonniers qui n'ont commis

d'autres crimes que celui de ne pas être à sa dévotion, de n'avoir pas les mêmes idées politiques. A ce moment, je le considérerai comme un interlocuteur valable.

Pour moi, il s'agit là d'une condition sine qua non. La liberté est dans les faits, elle n'est pas dans les mots. Lorsque M. Adoula l'aura démontré, je serai prêt à croire que l'union des différentes parties du Congo, il la veut dans les faits et non seulement dans les mots. Nous devons résoudre le problème congolais dans l'intérêt de ces populations du Congo ex-belge. Tant de questions se posent qui demandent une solution. A titre exemplatif, je parle des nombreux chômeurs qui doivent trouver travail. Les enfants qui doivent partout pouvoir recevoir un enseignement de valeur, des écoles doivent être créées dans ce but.

L'Université d'Etat à Elisabethville permet à tous les éléments de valeur des peuples africains d'acquérir une formation supérieure perfectionnée. Nous sommes fiers de notre université, ses principes d'africanisme doivent être appliqués à tous les instituts supérieurs du Congo. Nous avons toujours travaillé dans l'intérêt de nos populations katangaises. Nous travaillerons maintenant aussi, sur cette base, pour que tous nos frères congolais connaissent cette même progression sociale, cette même confiance dans un avenir plus heureux. Il faut que le même sourire soit sur les lèvres des enfants congolais pour lesquels nous devons travailler, afin d'assurer pour eux et leurs descendants une destinée de bonheur, de travail, de prospérité.

ANNEXE 31

Dispositions de sécurité pour la délégation katangaise

1. Le service de sécurité congolais désignera des équipes d'officiers, qui demeureront en contact permanent avec le service de sécurité de l'ONUC pendant le séjour de la délégation katangaise à Léopoldville;
2. Les voitures de l'ONUC dans lesquelles les membres de la délégation katangaise se déplaceront se maintiendront en contact, par radio, avec le Royal;
3. L'ONUC délivrera des cartes d'identité aux membres de la délégation katangaise;
4. Afin d'assurer aux membres du service de sécurité des heures régulières de travail, les heures pendant lesquelles les membres de la délégation katangaise pourront se rendre en ville seront fixées d'un commun accord;
5. Les services de sécurité de l'ONUC prendront note des noms de toutes les personnes qui rendront visite à la délégation katangaise au Royal;
6. Des membres de ces équipes, accompagnés de gardes de l'ONUC, suivront dans une autre voiture les membres de la délégation katangaise, toutes les fois que ceux-ci se rendront en ville.

ANNEXE 32

Communiqué commun du 25 mai 1962

Les délégations du Gouvernement central et du Katanga se sont réunies ce matin à 10 heures pour la quatrième fois dans le cabinet du Premier Ministre en présence de Messieurs Gardiner et Rolz-Bennett, représentants des Nations Unies.

Les deux délégations ont discuté et se sont mises d'accord sur l'ordre du jour qu'elles ont adopté dans son ensemble.

La prochaine rencontre est prévue ce jour à 16 heures.

1. Adoption des suggestions de l'ONUC comme base des entretiens.
2. Procédure pour effectuer la consolidation de l'intégrité territoriale de la République du Congo :
 - a) Mandats de la Commission et des sous-commissions (les experts de l'ONU doivent être consultés);
 - b) Désignation des membres Commission et des sous-commissions.
3. Décisions particulières concernant la consolidation.
4. Acceptation et signature du communiqué commun.

ANNEXE 33

Document de travail préparé par l'ONUC

TABLE DES MATIERES

1. Positions
2. Projet de communiqué commun
3. Commission de réconciliation nationale
4. Sujets de discussion
5. Projet de mandat de la Sous-Commission monétaire
6. Projet de mandat de la Sous-Commission économique et fiscale
7. Note sur la fiscalité au Congo
8. Mandat d'une Sous-Commission militaire de la Commission de réconciliation nationale
9. Projet de mandat de la Sous-Commission d'ordre général (réconciliation politique)
10. Commentaires sur la lettre du président M. Tshombé du 16 mai 1962
11. Projet de mandat de Sous-Commission dans le domaine des communications et transports

1. POSITIONS

Tshombé soutient que ses propositions pour la période transitoire sont fondées sur :

- 1) La crainte que l'acceptation inconditionnelle de la Loi fondamentale ne soit considérée comme une trahison du Katanga,
- 2) La résistance de la gendarmerie à laquelle Tshombé se heurterait s'il remettait le contrôle immédiatement,
- 3) Le désir d'éviter toute action précipitée qui aurait un effet défavorable sur la valeur du franc katangais,
- 4) Le désir de garantir la structure administrative contre les renvois et transferts arbitraires sur les instructions du Gouvernement central,
- 5) L'hésitation de Tshombé, en attendant le rétablissement de l'économie congolaise, à s'engager avec le reste du Congo et à subir les conséquences de lourds déficits budgétaires. Sa crainte et sa méfiance à l'égard du Congo sont à l'origine de ces réserves.

De son côté, Adoula soutient que :

- 1) Les concessions spéciales demandées par Tshombé ne peuvent se défendre juridiquement et constitutionnellement,
- 2) Le Parlement n'acceptera pas un tel arrangement,
- 3) L'opinion internationale, surtout celle des pays afro-asiatiques, considéreraient cette acceptation comme une reddition totale aux intérêts financiers étrangers,
- 4) Cet arrangement créerait un précédent dangereux pour les autres provinces et affaiblirait le contrôle déjà lâche que le Gouvernement central exerce maintenant. Ces raisons s'expliquent par le fait qu'Adoula soupçonne Tshombé de renforcer sa position et de ne pas avoir l'intention de se joindre au Congo.

2. PROJET DE COMMUNIQUE COMMUN

Le Premier Ministre de la République du Congo et le Président de la Province du Katanga ont eu une série d'entretiens à Léopoldville dans le but de concilier leurs divergences et de mettre en oeuvre de nouveaux efforts en vue de consolider l'intégrité territoriale et la vie constitutionnelle du Congo.

Le Gouvernement central est engagé, par son serment de prise de fonctions, son devoir à l'égard du Parlement et du peuple congolais, et par respect pour les sacrifices déjà consentis par les Nations Unies, à sauvegarder la Constitution de la République du Congo et à consolider l'intégrité de son territoire.

La Province du Katanga, dont l'isolation du reste du Congo a été due surtout aux incidents qui se sont produits au début de l'indépendance de la République et à la confusion qui en est résultée, mais qui a toujours été soucieuse de maintenir et d'étendre les liens l'unissant au reste du Congo, désire vivement assurer toutes les personnes résidant dans cette Province que la consolidation avec le reste du Congo ne compromettra pas leurs intérêts vitaux et ne causera pas, non plus, d'instabilité sociale, économique et politique.

En vue de concilier leurs points de vue et par souci d'atteindre rapidement et avec succès leurs objectifs, le Premier Ministre de la République du Congo et le Président de la Province du Katanga ont convenu de créer immédiatement et avec l'assistance technique des Nations Unies un organe auquel serait confiée la tâche de consolider avec le reste du Congo la gendarmerie, l'économie, la monnaie et la structure administrative du Katanga.

Une telle consolidation harmonieuse, fruit d'une coopération mutuelle dans la poursuite d'un objectif commun, ne soulève pas la question de victoire ou de défaite pour l'une ou l'autre des parties en ce qui concerne les divergences passées.

Le Premier Ministre du Congo et le Président de la Province du Katanga déclarent officiellement et solennellement que le Katanga fait désormais partie de la République du Congo, dans le cadre des frontières de la République telles qu'elles existaient au 30 juin 1960.

3. COMMISSION DE RECONCILIATION NATIONALE

Sans préjudice de la constitution provisoire actuellement en vigueur ou des travaux de la commission constitutionnelle, la réunion annoncerait (le Premier Ministre) qu'une commission de réconciliation nationale est créée avec les membres et les sous-commissions suivantes :

A. Membres

Soit deux membres du Gouvernement central et deux membres du Katanga, soit deux membres de chacune des provinces existantes. Le ton et le contenu des récents entretiens de Coquilhatville suggèrent qu'une représentation de toutes les provinces constituerait la meilleure solution. En tout cas, je suis formellement d'avis que l'ONUC devrait fournir le président technique et le secrétariat.

B. Sous-commissions

1. D'ordre général (réconciliation politique)

Cette sous-commission présenterait ses conclusions aux gouvernements central et provinciaux et à la commission constitutionnelle.

2. Militaire

Cette sous-commission sera un organe exécutif chargé de la réintégration effective des forces armées des différentes parties du Congo, y compris le Kasai et le Katanga, et, dans une certaine mesure, la Province Orientale.

3. Monétaire

S'occupera de mesures pratiques visant à rétablir un système monétaire et financier national.

4. Economique et financière

Traitera des mesures pratiques visant à rétablir des relations économiques normales.

5. En matière de transports et de communications

Traitera des mesures pratiques visant à rétablir les moyens de transport et de communication dans toute la République.

4. SUJETS DE DISCUSSION

1. CONSTITUTION

Le Premier Ministre de la République du Congo a décidé de mettre tout en oeuvre pour favoriser l'élaboration sans délai d'un projet de constitution du type fédéral pour la République du Congo qui devra être soumis au pouvoir constitutionnel.

2. CABINET

Suite à la déclaration conjointe du Premier Ministre de la République du Congo il a été convenu ce qui suit : premièrement le Gouvernement de la République du Congo sera remanié et des portefeuilles ministériels seront réservés aux représentants du Katanga.

3. ASSEMBLEE PROVINCIALE

Deuxièmement le Gouvernement katangais convoquera l'Assemblée provinciale en vue d'effectuer la réconciliation entre les différentes parties de tous les membres de l'Assemblée provinciale qui sera assurée avec la coopération des Nations Unies.

4. GENERAL MOKE PRETE SERMENT

5. TEXTE DE L'AMNISTIE GENERALE A ETRE APPROUVE

6. REPARTITION DES RECETTES

La différence existant entre le point de vue du Gouvernement central et celui du Katanga, en ce qui concerne la répartition des revenus provenant des impositions, devrait être facilement résolue si les deux parties comprennent ce que signifie, en chiffres, cette répartition par rapport à l'ensemble de la position budgétaire de l'une ou l'autre partie, Gouvernement central et provinces. Le Gouvernement central, suivant la Loi fondamentale, est obligé de subventionner la différence qui existe entre les recettes budgétaires de la province et ses dépenses. Si la province perçoit automatiquement une part plus grande du produit d'un certain impôt, cela signifie tout simplement que la subvention qui lui reviendra du Gouvernement central se trouve diminuée. Par contre, si la province perçoit une part plus petite qu'il n'était prévu au budget, il découle de ce qui précède que la subvention qui lui sera accordée par le Gouvernement central est augmentée proportionnellement.

Il est donc plus important de trouver un système financier qui assurerait une gestion fiscale efficiente que de s'attarder sur des questions de répartition du produit des perceptions entre le Gouvernement central et les provinces.

Ceci étant entendu, je propose le système suivant :

- 1) Les impôts sur les sociétés par actions, sous forme d'"impôts personnels" et d'"impôts sur le revenu" seraient promulgués, évalués, perçus et affectés par le Gouvernement central.
- 2) Les impôts similaires à ceux mentionnés sous le numéro 1) ci-dessus, mais se rapportant à toutes autres entreprises dont l'assiette est localisée dans une province seraient promulgués, évalués, perçus et affectés par les autorités de cette province.
- 3) "Droits de consommation". Ces droits seraient promulgués, évalués, perçus et affectés par les autorités provinciales.
- 4) "Droits d'entrée et droits de sortie". Les droits d'entrée et de sortie seraient promulgués, évalués et perçus par le Gouvernement central, afin de s'assurer d'une autorité douanière centralisée.
- 5) Les "droits d'entrée" reviendraient au Gouvernement central. En ce qui concerne les "droits de sortie", il est recommandé que le 50 p. 100 soit reversé aux provinces d'origine des marchandises.
- 6) Les recettes domaniales et administratives bénéficieraient au pouvoir qui possède la partie du domaine qui les produit ou qui doit faire face aux charges auxquelles donnent lieu les services dans lesquels ces recettes apparaissent.
- 7) Les provinces seraient habilitées à lever des impôts en centimes additionnels, surimposés sur certaines catégories de taxes sur lesquelles il y aura lieu de se mettre d'accord et ce dans des limites à déterminer.
- 8) Les provinces seraient autorisées à lever des taxes rémunératoires sur les personnes et les organisations bénéficiant des services rendus par ces provinces.
- 9) Le Gouvernement central continuerait à assumer la responsabilité du versement aux provinces de la différence entre les recettes et les dépenses budgétaires de chacune d'elles conformément à l'article 241 de la Loi fondamentale.

5. PROJET DE MANDAT DE LA SOUS-COMMISSION MONETAIRE

Cette sous-commission déterminera quelles sont les mesures nécessaires pour établir un système monétaire national et pour promulguer et exécuter une politique nationale en ce qui concerne les devises étrangères. Elle s'occupera plus spécifiquement des questions suivantes :

1. Des pouvoirs et des devoirs de la Banque nationale et ses relations avec les gouvernements central et provinciaux.
2. D'une politique monétaire nationale y compris les questions de l'émission et du retrait de monnaie et de la circulation fiduciaire; de la couverture de la monnaie et d'autres questions semblables.
3. De la politique de crédit et de la politique bancaire nationale y compris les avances, des réserves qui seront requises, de la réglementation bancaire et autres questions similaires.
4. De la politique des changes y compris la réglementation des importations et exportations, du rapatriement des devises étrangères, de la détermination de la valeur extérieure de la monnaie et autres questions similaires.

6. PROJET DE MANDAT DE LA SOUS-COMMISSION ECONOMIQUE ET FISCALE

Cette sous-commission déterminera quelles sont les mesures nécessaires pour établir un système fiscal approprié et pour promouvoir de saines relations économiques. Elle s'occupera plus spécifiquement des questions suivantes :

1. Des impôts, droits de douane et autres sources de revenu public. Des pouvoirs et responsabilités en ce qui concerne la promulgation, l'établissement et perception des impôts et droits de douane. De l'affectation des revenus provenant des impôts, droits et autres sources. De la détermination d'autres sources de revenu.
2. De l'établissement des budgets central et provinciaux et des autorisations de dépenses.
3. Du contrôle du budget et du système de comptabilité publique.
4. De la dette et des emprunts publics, du revenu de portefeuille, du contrôle des entreprises d'Etat et parastatales.
5. De la politique des salaires et de travail y compris la question des pouvoirs et responsabilités en ce qui concerne le salaire minimum, des conditions de travail, de la législation du travail et autres questions similaires.
6. De la politique de l'Etat à l'égard des industries et des affaires y compris les questions telles que l'obligation de soumettre les activités des firmes privées à l'octroi de licences et à des règlements en ce qui concerne l'agriculture, les mines, l'industrie, le commerce et les services.
7. De l'assistance technique et financière étrangère y compris les conditions régissant la demande, l'acceptation et la distribution de l'aide étrangère entre les bénéficiaires d'une telle aide dans les diverses parties du pays.

7. NOTE SUR LA FISCALITE AU CONGO

Rédigée par A. Y. Badre
à la demande de M. R. Gardiner,
le 10 mai 1962

Cette note se divise en quatre parties. La première est un bref exposé du régime fiscal au Congo avant l'indépendance. La deuxième indique la répartition des pouvoirs fiscaux entre le Gouvernement central et les provinces telle qu'elle a été proposée par l'Administration au moment de l'indépendance et modifiée par la suite en avril 1962. La troisième partie indique la répartition entre le Gouvernement central et provinces telle que les experts des Nations Unies l'ont proposée en mars 1962. Enfin, dans la quatrième, l'auteur de la note fait un examen critique et formule des recommandations.

A. Le régime fiscal au Congo avant l'indépendance

Du point de vue de la répartition des pouvoirs fiscaux et des recettes fiscales entre le Gouvernement central et les provinces, il y a quatre questions à considérer :

- 1) Le pouvoir de voter chaque impôt;
- 2) L'organisme chargé d'établir l'impôt;
- 3) L'organisme chargé de percevoir l'impôt;
- 4) L'autorité habilitée à utiliser les recettes provenant de l'impôt.

Pour plus de brièveté, nous les appellerons :

- 1) Promulgation;
- 2) Etablissement;
- 3) Perception; et
- 4) Appropriation.

Les autorités qui s'occupaient des recettes publiques sous le régime colonial se répartissent en trois catégories :

- 1) La Belgique, comprenant l'Office spécial de taxation à Bruxelles, l'Office des douanes à Anvers et le Département fiscal au Ministère des affaires africaines;
- 2) Le Service des impôts du Gouvernement général à Léopoldville; et
- 3) Les perceptions dans les provinces.

Mais il importe de noter que les trois divisions : Belgique, Gouvernement général et Provinces constituaient une administration unique et unifiée. Il ne faut surtout pas oublier que les perceptions des provinces n'étaient que des succursales de la perception centrale de Léopoldville.

Les recettes fiscales du Congo peuvent être commodément classées d'après cinq sources :

- 1) Impôt personnel;
- 2) Impôt sur les revenus (entreprises congolaises);
- 3) Impôt sur les revenus (entreprises belgo-congolaises) comprenant :
 - a) La taxe mobilière; et
 - b) L'impôt complémentaire;
- 4) Douanes et accises comprenant :
 - a) Les droits d'entrée;
 - b) Les droits de sortie; et
 - c) Les droits de consommation; et
- 5) Recettes domaniales et administratives.

La promulgation de tous les impôts se faisait en Belgique puisque tout décret créant un impôt devait être signé, en dernier ressort, par le Roi. L'établissement des impôts 1), 2) et 5 ci-dessus était fait par les perceptions provinciales; l'établissement de 3) était fait par la Belgique et celui de 4) par le service des impôts du Gouvernement général. Les impôts 1), 2), 3b) et 5) ci-dessus étaient faits par les perceptions provinciales; l'établissement de 3) était fait par la Belgique et celui de 4) par le service des impôts du Gouvernement général. Les impôts 1), 2), 3b) et 5) étaient perçus par les provinces; l'impôt 3a) par la Belgique, et l'impôt 4) par le Gouvernement général. L'appropriation était faite, dans tous les cas, par le Gouvernement général, sauf pour un cinquième du revenu de 3a). Aucune recette n'était allouée aux provinces. Celles-ci n'avaient qu'un budget de dépenses qui faisait partie d'un budget général unitaire et leurs dépenses étaient couvertes par transferts du Gouvernement général. La situation est indiquée par le tableau ci-après :

Tableau I

Le régime fiscal au Congo avant l'indépendance

(B - Belgique; G - Gouvernement général; P - Provinces)

<u>Catégorie d'impôt</u>	<u>Promulgation</u>	<u>Etablis- sement</u>	<u>Perception</u>	<u>Appro- priation</u>
1. Impôt personnel	B	P	P	G
2. Impôt sur les revenus (entreprises congolaises)	B	P	P	G
3. Impôt sur les revenus (entreprises belgo-congolaises)				
a) Taxe mobilière	B	B	B	G-4/5; B-1/5
b) Impôt complémentaire	B	B	P	G
4. Douanes et accises				
a) Droits d'entrée	B	G	G	G
b) Droits de sortie	B	G	G	G
c) Droits de consommation	B	G	G	G
5. Recettes domaniales et administratives	B	P	P	G

B. Loi de finances proposée au moment de l'accession à l'indépendance

Lorsque fut rédigée la Loi fondamentale, ou peu après, un projet de loi de finances fut préparé en Belgique, mais il ne fut jamais promulgué. Après avoir subi quelques modifications, il a été à nouveau déposé devant le Gouvernement congolais en avril de cette année.

Aux termes de ce projet de loi, toutes les entreprises imposables sont réparties en deux groupes : celles qui n'opèrent que dans une province et celles dont les activités s'étendent à plusieurs provinces. Pour le premier groupe, l'impôt personnel est promulgué, établi, perçu et approprié par les provinces. L'impôt sur les revenus des entreprises congolaises est promulgué par le Gouvernement central, établi et perçu par les provinces et approprié pour 90 p. 100 par les provinces et pour 10 p. 100 par le Gouvernement central. L'impôt sur les revenus des entreprises belgo-congolaises est promulgué et établi en Belgique; la partie appelée taxe mobilière est perçue en Belgique et l'appropriation est la suivante : Belgique, 20 p. 100; les provinces, 72 p. 100; Gouvernement central, 8 p. 100; la partie appelée impôt complémentaire est perçue par les provinces et l'appropriation est la suivante : provinces, 90 p. 100, Gouvernement central, 10 p. 100.

Dans le cas du deuxième groupe, celui des entreprises dont les activités s'étendent à plusieurs provinces, les conditions sont différentes. L'impôt personnel et l'impôt sur les revenus des entreprises congolaises sont promulgués, établis, perçus et appropriés par le Gouvernement central. L'impôt sur les revenus des entreprises belgo-congolaises est promulgué et établi par le Gouvernement belge; la partie appelée taxe mobilière est perçue par la Belgique et l'appropriation est la suivante : 20 p. 100 à la Belgique et 80 p. 100 au Gouvernement central; tandis que la partie appelée impôt complémentaire est perçue et appropriée par le Gouvernement central.

Les droits de douanes et d'accises, y compris les droits d'entrée, les droits de sortie et les droits de consommation sont tous promulgués, établis, perçus et appropriés par le Gouvernement central. Toutefois, celui-ci doit prélever sur ses propres recettes des subventions à accorder aux provinces de façon à couvrir 80 p. 100 de la différence entre le total des dépenses de la province et ses recettes provenant de 90 p. 100 qui lui sont alloués sur la partie congolaise de l'impôt sur les revenus et de l'impôt complémentaire versé par les entreprises qui n'opèrent que dans la province considérée.

En outre, une province a trois autres sources de revenu : les recettes domaniales et administratives, les taxes rémunératoires et les taxes en centimes additionnels. Les recettes domaniales et administratives comprennent surtout les redevances et les droits administratifs. Les taxes rémunératoires sont imposées pour rémunérer les services rendus au contribuable par la province. Ces services peuvent être volontaires ou imposés. Les taxes en centimes additionnels consistent en centimes additionnels ne pouvant dépasser 15 par franc que la province peut ajouter à certains impôts tels que l'impôt sur les loyers, et lever sur les entreprises qui n'opèrent que dans les limites de son territoire. Ces trois catégories de taxes sont toutes promulguées, établies, perçues et appropriées par la province. Il y a une exception dans le cas des recettes domaniales qui touchent aux redevances sur la propriété. Ces recettes sont partagées par moitié entre la province et le Gouvernement central.

Voici, sous forme de tableau, les indications qui précèdent :

Tableau II

Le régime fiscal prévu par le projet de loi préparé au moment de
l'accession à l'indépendance

(B - Belgique; G - Gouvernement central; P - Provinces)

<u>Catégorie d'impôt</u>	<u>Promul- gation</u>	<u>Etablis- sement</u>	<u>Perception</u>	<u>Appro- priation</u>
1. Impôt personnel				
a) Une seule province	P	P	P	P
b) Plusieurs provinces	G	G	G	G
2. Impôt sur les revenus (congolais)				
a) Une seule province	G	P	P	P-90%; G-10%
b) Plusieurs provinces	G	G	G	G
3. Impôt sur les revenus (belgo- congolais)				
a) Taxe mobilière				
i) Une seule province	B	B	B	B-20%; P-72%; G-8%
ii) Plusieurs provinces	B	B	B	B-20%; G-80%
b) Impôt complémentaire				
i) Une seule province	B	B	P	P-90%; G-10%
ii) Plusieurs provinces	B	B	G	G
4. Douanes et accises				
a) Droits d'entrée	G	G	G	G
b) Droits de sortie	G	G	G	G
c) Droits de consommation	G	G	G	G
5. Recettes domaniales et administratives				
a) Service de terres	P	P	P	P-50%; G-50%
b) Autres	P	P	P	P
6. Taxes en centimes additionnels	P	P	P	P
7. Taxes rémunératoires	P	P	P	P

C. Loi de finances proposée par les experts des Nations Unies

Un projet de loi de finances a été préparé par un expert des Nations Unies et soumis au Cabinet du Ministère des finances en avril de cette année. Il diffère sur quatre points du projet de loi décrit à la section B ci-dessus.

En premier lieu, il supprime la distinction entre entreprises congolaises et belgo-congolaises. Toutes les entreprises fonctionnant au Congo doivent être considérées comme des entreprises congolaises soumises à l'autorité fiscale congolaise. Cela nécessiterait évidemment une convention entre les deux pays pour éviter la double imposition.

En deuxième lieu, il conserve la distinction entre entreprises opérant dans une seule province et entreprises opérant dans plusieurs provinces, mais seulement aux fins de l'impôt personnel et pas aux fins de l'impôt sur les revenus. Il introduit par contre une nouvelle distinction fort importante entre, d'une part, les entreprises constituées en société et, d'autre part, celles qui ne le sont pas.

Les recettes provenant de l'impôt sur les premières vont au Gouvernement central, les recettes provenant de l'impôt sur les autres vont aux provinces. Cela s'applique aussi bien à l'impôt personnel qu'à l'impôt sur les revenus.

En troisième lieu, les droits de consommation doivent être laissés entièrement aux provinces. Il s'agit d'un droit d'accise sur les produits domestiques. Il serait promulgué, établi, perçu et approprié par les provinces.

La quatrième différence touche aux recettes domaniales et administratives. Elles sont réparties en trois groupes et les redevances et droits appartenant à chaque groupe sont indiqués. Ceux du premier groupe seraient promulgués, établis, perçus et appropriés par les provinces. Ceux du deuxième groupe seraient promulgués par le Gouvernement central, établis et perçus soit par le Gouvernement central, soit par les provinces suivant le cas, et appropriés par les provinces. Ceux du troisième groupe seraient promulgués et appropriés par le Gouvernement central, mais établis et perçus par l'une ou l'autre autorité suivant les cas.

Le projet de loi stipule expressément que, conformément à l'article 241 de la Loi fondamentale, le Gouvernement central peut reverser aux provinces une certaine proportion des droits de sortie perçus sur les produits originaires de la province.

Enfin, le projet de loi dit nettement que les recettes provenant du portefeuille congolais doivent aller, en totalité, au Gouvernement central. Cela comprendrait les valeurs détenues par le Comité spécial du Katanga, ainsi que les recettes provenant des parastataux et des entreprises mixtes.

Le tableau ci-après indique les grandes lignes du régime fiscal prévu par le projet de loi en question.

Tableau III

Le système fiscal envisagé par le projet de loi préparé
par les experts des Nations Unies

(G - Gouvernement central; P - Provinces)

<u>Type d'impôt</u>	<u>Etablissement</u>	<u>Répartition</u>	<u>Perception</u>	<u>Affectation</u>
1. Impôt personnel				
a) Sociétés à responsa- bilité limitée				
i) une province	P	P	P	P
ii) plus d'une province	G	G	G	G
b) Autres				
i) une province	P	P	P	P
ii) plus d'une province	G	G	G	G
2. Impôt sur les revenus (Congolais)				
a) Sociétés à responsa- bilité limitée	G	G	G	G
b) Autres	G	P	P	P
3. Impôts sur les revenus (Belgo-Congolais)				
a) Sociétés à responsa- bilité limitée	G	G	G	G
b) Autres	G	P	P	P
4. Douanes et accises				
a) Droits d'entrée	G	G	G	G
b) Droits de sortie	G	G	G	G
c) Droits de consommation	P	P	P	P

Tableau III (suite)

<u>Type d'impôt</u>	<u>Etablissement</u>	<u>Répartition</u>	<u>Perception</u>	<u>Affectation</u>
5. Recettes domaniales et administratives				
a) Premier groupe	P	P	P	P
b) Deuxième groupe	G	P ou G	P ou G	P
c) Troisième groupe	G	P ou G	P ou G	G
6. Taxes en centimes additionnels	P	P ou G	P ou G	P

D. Evaluation et recommandations

Le projet élaboré par les experts des Nations Unies se prête à une meilleure exécution que le projet préparé à l'époque de l'indépendance (projet B). La distinction que le projet C établit entre les entreprises constituées en sociétés et celles qui ne le sont pas permet de définir clairement les pouvoirs du Gouvernement central et ceux des provinces. Le transfert des droits de consommation à l'administration provinciale devrait faciliter la gestion de cette importante taxe. La coordination de tous les impôts sur les revenus en un seul groupe est conforme à l'évolution politique qu'il est permis d'espérer pour ce pays.

Le projet C propose qu'un certain pourcentage des droits de sortie soit attribué aux provinces d'où émanent les exportations imposables. Cette recommandation n'est pas injustifiée. Il est important de noter cependant que l'institution d'un droit à l'exportation incombe toujours au Gouvernement central. En d'autres termes, une seule autorité douanière continuera à légiférer d'une manière uniforme pour l'ensemble du pays. Si l'on peut assurer le fonctionnement de ce système et éviter ainsi d'établir des tarifs différents, rien ne s'oppose à ce que l'on répartisse automatiquement entre les provinces exportatrices un certain pourcentage des droits frappant les exportations. Le taux que l'on suggère est de l'ordre de 50 p. 100.

Il paraît utile de mettre en évidence l'incidence - sur l'ampleur des recettes des gouvernements provinciaux et du Gouvernement central - des différences entre les projets B, C et C (modifié) en attribuant aux provinces la moitié des droits à l'exportation (projet D). Le tableau suivant a été établi à cet effet.

Tableau IV

Répartition prévue par les divers projets
Recettes en 1958 et prévisions de recettes pour 1962
(en millions de francs congolais)

Province	Répartition des recettes en 1958						Prévisions budgétaires pour 1962			
	Projet B		Projet C		Projet D		Recettes prévues Subventions pour 1962 et ou avancées de répartition		la Banque Prévisions internationale de dépenses	
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	
Léopoldville	1 071,8	10	1 205,3	11	1 462,7	14	1 050,0	1 967,0	3 017,0	
Equateur	337,2	3	413,5	4	468,7	4	300,0	899,0	1 199,0	
Orientale	580,0	5	680,0	6	799,5	7	525,0	1 428,0	1 953,0	
Kivu	464,0	4	549,1	5	641,0	6	450,0	1 085,0	1 535,0	
Katanga	1 034,9	10	1 138,4	11	1 460,2	14	1 050,0	1 044,0	2 094,0	
Kasai	384,6	3	465,7	4	593,2	5	375,0	1 150,0	1 525,0	
Gouvernement central	6 762,3	65	6 182,8	59	5 263,5	50	3 750,0	3 849,0	7 599,0	
TOTAL	10 634,8	100	10 634,8	100	10 634,8	100	7 500,0	11 422,0	18 922,0	

Ce tableau indique les recettes réelles de l'année 1958, que l'on a réparties entre les provinces et le Gouvernement central conformément aux termes respectifs des trois projets précités. Les résultats sont représentés en montants dans les colonnes 1, 3 et 5, et en pourcentages dans les colonnes 2, 4 et 6. Il y a lieu de noter qu'il ne s'agit que de calculs approximatifs fondés sur des suppositions concernant, notamment, le rapport entre les entreprises constituées en sociétés et les entreprises non constituées, le pourcentage des entreprises localisées par rapport aux entreprises dispersées, la répartition des entreprises belgo-congolaises entre les provinces et ainsi de suite.

Toutefois, ces inexactitudes ne sauraient influencer la conclusion ultime à tirer des prévisions précitées. Prenons, par exemple, le projet D qui attribue aux provinces la moitié des droits à l'exportation et au Gouvernement central 50 p. 100 des recettes. Même si des calculs plus exacts devraient donner un pourcentage de l'ordre de 40 ou de 60, cela reviendrait au même puisque le Gouvernement central accorde des subsides aux provinces. En pareil cas, il faudrait tout simplement que le montant de cette subvention fût augmenté ou diminué.

A titre d'exemple, les prévisions budgétaires maxima, dont le Parlement est actuellement saisi, établissent les recettes de l'ensemble du Congo à 7 500 millions de francs congolais. Si l'on divise ce total conformément au projet D, on obtient les chiffres indiqués dans la colonne 7. Les dépenses prévues pour chaque province figurent dans la colonne 9, tandis que les subventions du Gouvernement central et les prêts de la Banque nationale apparaissent dans la colonne 8.

Il ressort nettement de ces chiffres que la violente controverse que suscite la répartition des recettes provenant des droits à l'exportation est une tempête dans un verre d'eau. Tant que l'autorité douanière reste intacte, il n'y a aucun inconvénient à accorder aux provinces une proportion quelconque des droits à l'exportation. Les 50 p. 100 proposés au projet D semblent être une proportion équitable et de nature à garantir que le Gouvernement central aussi bien que les provinces s'intéressent à promouvoir les exportations.

La question vraiment importante et qui demande à être traitée avec minutie dans la loi de finances qui sera finalement promulguée, c'est la façon dont sont établis les budgets de dépenses des provinces et la base sur laquelle reposent les décisions du Gouvernement central touchant les subventions. Ces questions n'ont pas été traitées ici parce qu'elles ne semblent pas avoir été soulevées au cours des négociations et peuvent donc être laissées pour plus tard. Mais nous aurons des propositions précises à faire sur ce point, le moment venu.

8. MANDAT D'UNE SOUS-COMMISSION MILITAIRE DE LA COMMISSION DE RECONCILIATION NATIONALE

1. Une sous-commission militaire, responsable devant la Commission de réconciliation nationale, est créée par la présente, conformément au communiqué commun.
2. La sous-commission sera un organe exécutif chargé de réintégrer effectivement les forces armées de toutes les parties du Congo.
3. La sous-commission devra :
 - a) En consultation avec le Gouvernement central, établir la structure définitive des forces armées que le Gouvernement central se propose de maintenir pour la défense et la sécurité du Congo, de même que la division du pays en zones militaires fondées sur les juridictions territoriales;
 - b) En fonction de la décision faisant l'objet de l'alinéa a) ci-dessus, évaluer les forces existantes et décider de leur accroissement ou de leur diminution éventuels, compte tenu de la structure, de l'organisation, du matériel et de l'armement qui seront nécessaires aux forces maintenues définitivement;
 - c) Faire l'inventaire de tout le matériel militaire existant dans le pays et recommander l'acquisition du matériel militaire supplémentaire qui sera nécessaire pour l'ensemble des forces armées maintenues finalement;
 - d) Prendre des mesures pour réintégrer aux forces du Gouvernement central toutes les forces militaires et quasi militaires maintenues en ce moment dans les Provinces orientales du Kasaï et du Katanga par des agents autres que le Gouvernement central.
4. La sous-commission comprendra deux officiers de chaque zone militaire, ayant le grade de Le président de la sous-commission sera responsable de ses travaux. Il sera désigné par l'ONUC, de même que deux membres d'un grade approprié. Un président de conseil de guerre sera membre de droit de la sous-commission, à titre consultatif. Le président pourra demander à l'ONUC de désigner des membres additionnels.
5. La sous-commission est autorisée à désigner des groupes d'observateurs comprenant un ou deux membres du quartier général de l'ANC à Léo et un nombre équivalent de membres des zones militaires intéressées. Ces groupes seront dirigés

par un président désigné par l'ONUC. Ils seront sous la direction générale du président de la sous-commission et travailleront sur place, négociant avec les autorités locales et leur fournissant des avis, pour veiller à ce que l'oeuvre d'intégration des forces armées s'accomplisse sans difficulté. Les groupes d'observateurs sont chargés de communiquer à la sous-commission tous les détails pertinents concernant leurs activités et de conseiller les autorités militaires locales sur les méthodes détaillées de réintégration. La sous-commission est responsable aux mêmes égards envers la Commission de réconciliation nationale.

6. Dans les régions où agissent des unités indisciplinées et sans contrôle ou qui ne respectent pas la politique de réintégration, l'ONUC établira une zone neutre pour faciliter le désarmement et le licenciement de ces unités.

7. Il n'y aura pas de conseillers militaires étrangers, sauf ceux qui seront recrutés par les Nations Unies ou le Gouvernement central. La sous-commission prendra les mesures nécessaires pour expulser du Congo toutes les personnes reconnues être employées par des forces autres que celles du Gouvernement central.

8. L'ONUC fournira à la sous-commission et à ses groupes d'observateurs le personnel de secrétariat nécessaire à leur bon fonctionnement.

9. La sous-commission et ses groupes d'observateurs seront libres de se déplacer dans tout le Congo et auront accès à tous les camps et installations militaires. L'ONUC sera chargée de leur sécurité, de leur transport et de toutes les autres questions administratives pertinentes.

10. La sous-commission et ses groupes d'observateurs seront chargés de s'assurer que la réintégration des forces au Congo s'accomplira sans heurts. Elles feront part à l'ONUC de toutes les difficultés qu'elles rencontreront, y compris les violations d'instructions par le personnel intéressé, pour permettre à l'ONUC de prendre les mesures appropriées.

9. PROJET DE MANDAT DE LA SOUS-COMMISSION D'ORDRE GENERAL
(RECONCILIATION POLITIQUE)

La sous-commission aura des consultations directes avec les Gouvernements provinciaux du Congo, et recueillera leurs vues et recommandations sur le fond et la forme du nouveau projet de constitution fédérale pour le Congo.

La sous-commission présentera aux Gouvernements central et provinciaux, ainsi qu'à la Commission constitutionnelle, ses conclusions concernant le nouveau projet de constitution fédérale pour le Congo.

10. Commentaires sur la lettre du Président M. Tshombé du 16 mai 1962

A. Constitution future : Le texte suivant pourrait être ajouté au projet de communiqué commun :

"Il est convenu d'utiliser pleinement la sous-commission pour les questions d'ordre général politique, pour obtenir les vues et opinions prédominantes des provinces et établir une base réaliste pour l'élaboration d'une constitution fédérale acceptable par tout le pays et applicable dans tout le pays. Les vues et opinions recueillies par la sous-commission seront communiquées à la Commission constitutionnelle actuelle, pour qu'elle les examine et procède à des additions éventuelles."

B. Loi fondamentale : A la signature du communiqué commun, la Loi fondamentale sera théoriquement (de jure) applicable à tout le pays; mais en fait (de facto), des accords devront être conclus sur les mesures à prendre dans les provinces avec les autorités locales, comme c'est le cas actuellement dans toutes les parties du pays; en d'autres termes, le présent conflit passera du domaine du droit et des mesures militaires à celui de la politique et des mesures pratiques. En acceptant cette interprétation, le Katanga pourra coopérer pleinement avec le Gouvernement central et le reste du pays, ainsi qu'avec les Nations Unies, pour rétablir l'ordre public et l'économie et consolider l'indépendance et la souveraineté de la future République fédérale.

C. Commission et sous-commissions : Elles seront des organes exécutifs appropriés, dont les conclusions seront communiquées, pour le cas de la sous-commission générale et politique, à la Commission constitutionnelle et, pour le cas des autres sous-commissions, au Gouvernement central et aux autorités provinciales. On prévoit que dans la plupart des cas, les décisions seront prises sur-le-champ, pour qu'une assistance technique et financière soit organisée en vue de leur exécution. Cependant, dans chaque cas, des mesures ne seront prises qu'avec la pleine connaissance du Gouvernement central et des autorités provinciales.

D. Statu quo : Il sera tel que décidé à l'égard de l'applicabilité de la Loi fondamentale, mais le Katanga devra prendre deux décisions nécessitant de sa part des actes manifestes : a) l'engagement du chef de la gendarmerie et b) un accord sur la répartition des revenus douaniers.

Ces points ne peuvent justifier la poursuite du conflit, qui entraîne un risque sérieux de répercussions internationales et de conséquences imprévisibles.

11. PROJET DE MANDAT DE SOUS-COMMISSION DANS LE DOMAINE
DES COMMUNICATIONS ET TRANSPORTS

Mesures imminentes à prendre

1. Abolir toutes les restrictions ou mesures actuellement en vigueur - douanières, policières, militaires et autres - interdisant ou présentant des obstacles à la libre circulation et au transport de biens ou de personnes entre le Katanga et les autres parties du pays.
2. Proclamer le principe de la liberté des communications et transports par tous les modes - chemins de fer, voies navigables, voies ferrées, routes.
3. Interdire tout acte de violence ou arbitraire qui pourrait porter préjudice et entraver la réalisation et la continuité de la liberté de circulation des transports de biens et de personnes.
4. Prendre toutes les mesures nécessaires à la reconstruction, dans les délais les plus brefs, de toutes les voies de transport de surface endommagées ou détruites depuis l'indépendance, notamment des ponts-rails sur la Lubilash, Lenge-Luguvu, à la sortie de Kongolo, et le pont routier sur la Lubilash.
5. Encourager le rétablissement et la reprise d'échanges économiques et de transport de produits et de biens de consommation entre des régions jusqu'à ce jour demeurées isolées.
6. Rétablir toutes les relations administratives des services des télécommunications, aviation civile, postes et météorologie entre les administrations provinciales et centrales.
7. Assurer la reprise des services et du fonctionnement de toutes les liaisons de télécommunications directes entre le Katanga et le territoire du Congo dans son intégralité.
8. Rétablir le circuit et l'échange de toutes les informations des services de l'aviation civile et de la météorologie, concernant notamment la protection et la sécurité des vols aériens, les prévisions météorologiques, etc.
9. Rétablir l'acheminement direct du courrier, des colis postaux, chèques postaux, mandats, etc., entre le Katanga et les autres parties du pays.
10. Retirer de la circulation et de l'usage les timbres-poste du Katanga et ne laisser l'affranchissement s'effectuer qu'avec les timbres-poste du Congo.

ANNEXE 34

Mandat de la Commission militaire

Article 1. Une Commission militaire est créée par la présente, conformément au communiqué commun.

Article 2. La Commission sera chargée d'exécuter le mandat défini par le présent texte en vue d'intégrer effectivement les forces armées de toutes les parties de la République du Congo.

Article 3. La Commission devra :

a) Evaluer les forces existantes en hommes et en matériel et la nécessité de leur accroissement ou de leur réduction éventuels, compte tenu de la structure, de l'organisation, du matériel et de l'armement qui seraient nécessaires aux forces de la République;

b) Définir les mesures pour intégrer dans les forces armées de la République toutes les forces militaires et paramilitaires maintenues actuellement dans les provinces du Kasai et du Katanga.

Un rapport sera présenté aux gouvernements de la République et des provinces, aux fins d'approbation avant l'application des mesures d'exécution.

Article 4. Au cours de l'exécution du présent mandat, dans toutes les régions de la République où agissent des unités qui ne respectent pas la politique de l'intégration, l'ONUC, en accord avec le Gouvernement central et les autorités provinciales, prendra toutes dispositions utiles pour mettre fin à cette situation.

La position des gouvernements de la République et des provinces intéressées devra être communiquée à la Commission quinze jours au plus tard après le dépôt des rapports. En cas de désaccord, une réunion des autorités gouvernementales intéressées sera convoquée sans délai en vue d'arriver à une solution.

Article 5. La Commission comprendra trois officiers de chaque groupement militaire principal intéressé, ayant au moins le grade de major. Le Président de la Commission qui dirigera ses travaux sera un membre des forces de l'ONUC désigné par celle-ci. L'ONUC désignera également deux membres de la Commission d'un grade approprié.

Article 6. La Commission est autorisée à désigner des groupes mixtes d'observateurs comprenant deux membres du quartier général de l'ANC à Léo et un nombre équivalent de membres des groupements militaires principaux. Ces groupes seront dirigés par un président désigné par l'ONUC. Sous la direction générale du Président de la Commission, ils fonctionneront sur place, avec les autorités

militaires locales et leur donneront des avis, pour veiller à ce que le mandat de la Commission s'accomplisse sans difficulté. Les groupes d'observateurs sont chargés de communiquer à la Commission tous les détails pertinents concernant leurs activités.

Article 7. L'ONUC fournira à la Commission et à ses groupes d'observateurs le personnel de secrétariat nécessaire à leur bon fonctionnement.

Article 8. La Commission et ses groupes d'observateurs seront libres de se déplacer dans tout le Congo et auront accès à tous les camps et installations militaires et paramilitaires. L'ONUC sera chargée de leur sécurité, de leur transport et de toutes les autres questions administratives pertinentes.

Article 9. La Commission et ses groupes d'observateurs seront chargés de s'assurer que l'intégration des forces du Congo s'accomplira sans heurts. Ils feront part aux gouvernements central et provinciaux et à l'ONUC de toutes les difficultés qu'ils rencontreront dans l'exercice de leur mandat, y compris les violations d'instructions par le personnel intéressé.

ANNEXE 35

Messages relatifs à l'incident du 2 juin 1962

1. Déclaration en date du 4 juin 1962 de la délégation katangaise

La délégation katangaise a le grand regret de porter à la connaissance du public, qu'un incident déplorable s'est produit au cours des entretiens Tshombé-Adoula du 2 juin 1962. En effet, M. Sendwe non seulement s'est contenté de proférer des menaces d'arrestation à l'endroit de la personne du président Tshombé, mais il est allé jusqu'à faire des tentatives d'appel du corps de la garde du Premier Ministre Adoula, aux fins d'opérer ladite arrestation. Comme de pareils incidents provoqués par M. Sendwe ne font que se répéter, s'ajoutant ainsi aux différents incidents connus et aux mesures prises dernièrement par le Gouvernement central, empêchant le président Tshombé ainsi que sa suite de prendre contact avec l'extérieur, sans que des mesures radicales mettent un terme à son attitude nuisible, la délégation katangaise se voit obligée de douter de la bonne foi du Gouvernement central d'aboutir à une solution pacifique au différend Congo-Katanga.

2. Démenti de M. Sendwe

J'ai pris connaissance, avec étonnement du texte d'un communiqué que vient de faire publier M. Henri Ndala Kimbola, au nom de la délégation du Sud-Katanga, arrivée il y a 15 jours à Léopoldville pour s'entretenir avec le Premier Ministre Adoula au sujet du problème katangais. Le communiqué, qui est rédigé d'une façon tendancieuse, prétend qu'à la suite d'un petit incident qui a eu lieu entre M. Tshombé et moi-même, j'ai voulu faire arrêter celui-ci par les gendarmes du corps de la garde du Premier Ministre Adoula. Tout d'abord, je tiens à démentir de la façon la plus formelle cette accusation mensongère qui n'est rien d'autre que la manoeuvre habituelle des représentants du Sud-Katanga. Il est inconcevable qu'à l'heure même où le Premier Ministre Adoula a donné au nom du Gouvernement central des garanties de sécurité à M. Tshombé pendant son séjour à Léopoldville, il est inconcevable que j'agisse à l'encontre de cet engagement formel pris par le Gouvernement central. Ce petit incident entre M. Tshombé et moi-même ne trouve son origine que dans l'attitude sécessionniste du leader de la CONAKAT opposé à la politique de mon parti, la BALUBAKAT, qui soutient farouchement l'intégrité

nationale du Congo. Mon désir, mon seul désir, dis-je, est de voir tous les frères du Sud abandonner sincèrement et définitivement leurs idées séparatistes et réintégrer le bercaïl congolais. J'ai toujours exprimé le désir, et je reste animé de ce désir de m'entendre avec mes frères du Sud-Katanga, pour vivre dans un Katanga unique, au sein d'un Congo unique. Pour moi, le petit incident de samedi est clos. Je l'ai oublié.

3.. Lettre en date du 5 juin 1962 adressée à M. Tshombé par M. Adoula

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de me référer à l'entretien que je viens d'avoir avec vous ce mardi 5 juin en présence des représentants des Nations Unies et de vous confirmer mon désir de reprendre nos entretiens demain mercredi 6 courant à 10 heures en mon Cabinet.

C'est avec beaucoup de regret que j'ai constaté la rupture, sans avis préalable par votre délégation, des entretiens à la suite de l'incident de samedi dernier.

Ma surprise a été à son comble quand cet après-midi vous m'avez signifié votre décision de ne reprendre les discussions que si le Gouvernement central exprimait ses regrets et si le Vice-Premier Ministre, M. Sendwe, était purement et simplement écarté de nos travaux.

Je me permets à ce sujet de vous confirmer la proposition que je vous ai faite, à savoir : tout membre de ma délégation qui viendrait perturber l'atmosphère de cordialité serait immédiatement exclu de la réunion pendant 24 heures. A sa rentrée, la parole ne pourrait lui être donnée que s'il présente les garanties de respecter le climat de confiance et de fraternité qui doivent présider à nos travaux.

Je considère cette proposition comme un compromis acceptable.

J'espère que, devant l'intérêt supérieur du pays, l'engagement que j'ai pris vous donnera satisfaction et qu'en outre il sera réciproque.

ANNEXE 36

Echange de lettres entre MM. Adoula et Tshombé
les 6 et 7 juin 1962

1. Lettre en date du 6 juin de M. Tshombé à M. Adoula

Monsieur le Premier Ministre,

Me référant à notre entretien du 5 courant en présence des représentants des Nations Unies, j'ai pris bonne note de votre lettre No 2818/62/CAB/PM dont le quatrième paragraphe a spécialement retenu mon attention.

Mais, l'heureux aboutissement de nos discussions dépend d'abord du respect des engagements pris. On pouvait croire que de telles menaces donneraient lieu à l'expression de regrets. Surtout, on pouvait attendre que vous auriez à coeur de sortir des équivoques que vous avez créées dans la situation de notre délégation depuis notre retour à Léopoldville, ou plutôt depuis que votre Gouvernement a tenté de nous arrêter à Ndjili le 17 avril.

Pour prouver une fois de plus notre désir de continuer les négociations, dans l'intérêt supérieur du pays, nous avons décidé de reprendre les entretiens. Nous insistons cependant pour que l'intéressé nous présente personnellement ses excuses.

2. Lettre en date du 6 juin de M. Adoula à M. Tshombé

Objet : Reprise entretiens.

Monsieur le Président,

Je viens de recevoir votre lettre 10/196/VDK du 6 juin 1962. J'enregistre avec satisfaction votre décision de reprendre les entretiens et votre présence aujourd'hui à mon bureau en est la manifestation.

Dans mes lettres précédentes, j'ai insisté sur la nécessité de ne considérer que les intérêts supérieurs du pays et de n'accorder aucune importance à tout ce qui peut porter atteinte à notre recherche d'une solution pacifique. Je constate avec plaisir que vous avez les mêmes soucis.

Au sujet de l'incident que nous avons décidé de considérer comme définitivement clos, il me paraît opportun de rappeler que jusqu'à samedi dernier, nous n'avons jamais envisagé de demander aux membres présents aux entretiens, aussi bien

appartenant à votre délégation qu'à la mienne, qui auraient eu des écarts de langage dans le feu de la discussion, de présenter des excuses ou des regrets.

Je suis sûr que comme moi vous avez le souci que les entretiens en cours continuent pour la recherche d'une solution profitable à tous. Aussi je pense que la proposition contenue dans ma lettre No 2818/62 du 5 juin 1962 est de nature à garantir aux futurs entretiens le respect mutuel et la sérénité nécessaires.

3. Lettre en date du 7 juin de M. Adoula à M. Tshombé

Objet : Poursuite de nos entretiens.

Monsieur le Président,

Lors de la réunion d'hier soir, il a été convenu que la prochaine réunion devait avoir lieu aujourd'hui, 7 juin, à 10 heures.

Or, c'est seulement à 11 heures que j'ai été informé que la délégation katangaise ne pourrait pas venir ce matin.

Tout en relevant le caractère pour le moins discourtois de ce retard qui impose au Gouvernement central une présence inutile alors que les membres de ma délégation ont à faire face à des tâches très multiples, je suis au regret de constater que le non-respect des engagements ne peut que retarder la solution des problèmes en suspens et aussi porter de graves préjudices aux intérêts des populations qui ont attaché de grands espoirs à la réussite des entretiens.

ANNEXE 37

Communiqué de presse en date du 12 juin 1962 distribué par M. Tshombé

A Léopoldville, M. Moïse Tshombé a laissé entendre aujourd'hui à la presse qu'il restait encore beaucoup de chemin à faire avant d'arriver à une entente avec le Premier Ministre Adoula. Le Président katangais était invité à une réception donnée en présence de journalistes par le chef de l'opération de l'ONU au Congo, M. Robert Gardiner, en l'honneur des deux délégations. Il s'est montré très prudent en ce qui concerne le résultat de ses entretiens avec le Gouvernement central, lesquels doivent en principe aboutir à la réintégration du Katanga au sein de la République congolaise.

Selon M. Tshombé, après trois semaines de discussions, on n'en est encore arrivé qu'à des accords sur la procédure tandis que les problèmes de fond restent entiers. La Commission militaire dont la mission est de réintégrer la gendarmerie katangaise dans l'ANC n'a pas encore été formée et de toute façon, a dit M. Tshombé, son rôle se bornera à présenter des suggestions aux deux gouvernements sans qu'elle puisse rien décider par elle-même.

En ce qui concerne la monnaie, dont les deux délégations discutent actuellement le sort, M. Tshombé a paru peu pressé de réunifier la sienne qui a cours au Katanga depuis un an et demi avec celle du reste du Congo. "Il ne servirait à rien, a-t-il souligné, de noyer le franc katangais qui représente encore quelque chose dans l'actuelle dévaluation du franc congolais".

M. Tshombé n'avait pu, jusqu'à présent, prendre contact avec la presse; il a profité de cette occasion pour parler sans ambages. M. Tshombé a tenu à réaffirmer que malgré tout, les pourparlers se poursuivraient jusqu'à ce qu'un accord s'ensuive.

ANNEXE 38

Mandat de la Commission pour les transports et communications

Article 1. Une commission des transports et communications est créée, conformément au communiqué commun final.

Article 2. Les deux délégations ont admis le principe de la libre circulation des personnes et des biens par tous les moyens de transports et communications entre le Katanga et le reste du territoire de la République.

Elles donnent mandat à la commission de proposer aux autorités du Gouvernement central et du Katanga les mesures techniques nécessaires au rétablissement des réseaux de toutes les voies de communications entre le Katanga et le reste du territoire de la République.

Article 3. La Commission sera en outre chargée de signaler aux autorités des Gouvernements central et du Katanga la non-exécution des dispositions relatives à l'abolition de toutes les restrictions ou mesures actuellement en vigueur, constituant des obstacles à la libre circulation des personnes et des biens, entre le Katanga et le reste du territoire de la République.

Article 4. La Commission comprendra 2 représentants du Gouvernement central, 2 représentants du Katanga et 2 représentants de l'ONUC.

Le Président sera désigné d'un commun accord par les membres de la Commission.

ANNEXE 39

Echange de lettres entre MM. Gardiner,
Adoula et Tshombé, le 22 juin 1962

1. Lettres adressées par M. Gardiner à MM. Adoula et Tshombé respectivement

Les accusations et discussions faites au cours des entretiens actuels concernant des mouvements de troupes dénotent un désir réciproque d'éviter tout conflit et de rechercher des moyens pacifiques en vue de résoudre les problèmes auxquels le Congo doit faire face.

Ainsi qu'on a pu le constater, ces accusations ont soulevé des difficultés pour créer une atmosphère sereine permettant une discussion constructive.

Les allégations regrettables de mercredi dernier constituent une preuve de plus que ce climat pacifique qui a facilité les discussions à ce jour peut être troublé à tout moment.

Se fondant sur l'expérience acquise lors du voyage d'inspection d'hier du Ministre Kimba, accompagné du représentant par intérim de l'ONUC à Elisabethville, voyage qui a permis de rétablir les faits rapidement, et en vue d'éviter tout ce qui pourrait troubler les discussions actuelles, les Nations Unies ont décidé, avec la coopération du Gouvernement central et du Katanga de mettre en place des groupes d'observateurs dans les régions Kongolo/Kabalo et Baudoinville/Albertville.

Le groupe Kongolo/Kabalo sera stationné à Kabalo.

Le groupe Baudoinville/Albertville sera stationné à Baudoinville.

Ces groupes d'observateurs devront bénéficier de toute l'assistance nécessaire pour pouvoir effectuer des reconnaissances aériennes et par route dans les régions auxquelles ils sont affectés.

D'autre part les Nations Unies ont l'intention de prier les correspondants de presse de désigner quatre représentants dont deux seront affectés à chacun des groupes d'observateurs ainsi constitués.

La décision que j'ai l'honneur de porter ainsi à votre connaissance doit être appliquée sans délai et je vous serais reconnaissant de bien vouloir me marquer votre accord au plus tôt afin que les groupes d'observateurs puissent être mis en place dans la journée.

J'adresse une lettre identique au Premier Ministre, M. Adoula (M. Tshombé, Président du Katanga).

2. Réponse de M. Adoula

J'ai l'honneur de vous confirmer l'accord du Gouvernement central à votre proposition de création de groupes d'observateurs des Nations Unies à Kabalo et à Baudoinville et objet de votre lettre GVT/448/62 du 22 juin 1962.

Je suis heureux de constater que les Nations Unies ont pu vérifier sur place le caractère inexact des accusations de M. Tshombé à l'égard de l'ANC.

Je rappelle d'ailleurs que dès le 20 juin, au moment où il a été informé des accusations de M. Tshombé, le Gouvernement central a réclamé la présence d'observateurs des Nations Unies dans les régions considérées.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Chargé de Mission, l'assurance de ma haute considération.

3. Réponse de M. Tshombé

Je suis en possession de votre lettre No KAT/121/62 du 22 crt.

Je comprends l'intérêt que vous portez à recréer une atmosphère sereine permettant des discussions constructives, comme je vous en faisais d'ailleurs allusion dans ma lettre du 20 crt.

En ce qui concerne votre proposition d'envoyer le groupe d'observateurs dans les régions de Kongolo, Kabalo, Baudoinville et Albertville, cette question faisant partie du mandat de la Commission militaire sera sans doute réglée dès que les membres de cette commission et les observateurs seront désignés.

ANNEXE 40

Conversation radio-téléphonique entre M. Tshombé à Léopoldville
et M. Kimba à Elisabethville, le 21 juin 1962

M. Kimba :

Arrivés à Kongolo à 11 h 25, nous avons recueilli le témoignage du Colonel Kimwanga. Selon ce témoignage, plusieurs soldats de l'ANC se trouvaient au-delà de Luika. Des soldats ANC se trouvaient également à Solie, à Kitule; également des soldats ANC à Kaseya et Esombo. Il y a deux semaines il y a eu accrochage entre la gendarmerie katangaise et l'ANC à Luika. Hier un engagement de la gendarmerie katangaise avec des soldats de l'ANC a eu lieu à 36 km de Kongolo, à Kaseya. Un soldat katangais a été légèrement blessé. La situation est redevenue calme après cet engagement. Le Colonel Kimwanga dit qu'après l'attaque d'hier une attaque massive pourrait avoir lieu le 25 juin. Nous-mêmes avons constaté et avons vu quelques véhicules usagés et quelques voitures en bon état de marche.

Les véhicules se trouvaient sur la route conduisant de Kongolo à Esombo. Un camion-citerne se trouvait également à Esombo. Le Major Selamani qui m'accompagnait dit avoir vu quelques soldats. Un rapport détaillé sur la reconnaissance aérienne suivra. Nous n'avons pas fait la reconnaissance de Kamipini; cette reconnaissance n'a pas eu lieu le matin à cause de la mauvaise visibilité. La reconnaissance n'a pas eu lieu non plus l'après-midi à cause du manque d'essence. Le présent rapport a été approuvé par les délégués de l'ONU et du Katanga.

M. Tshombé a fait remarquer à M. Kimba qu'il y avait contradiction entre lui et le représentant de l'ONU qui a dit à M. Back qu'il n'avait absolument rien vu du tout.

M. Ghaleb, prenant la suite de M. Kimba, dit qu'il croit que tout le monde est d'accord. M. Kimba vous a donné le témoignage du Col. Kimwanga.

M. Tshombé :

"Qui est le Commandant de la garnison de Kongolo?"

M. Ghaleb :

Nous avons recueilli ce témoignage ensemble avec M. le Ministre Kimba. Nous n'avons pas été à l'endroit de l'engagement. Nous étions à 36 kms d'où a eu lieu l'engagement. C'est cela qu'il faut vous dire. Nous n'avons pas été à cet endroit et nous avons recueilli le témoignage du Colonel Kimwanga.

M. Tshombé :

Le résultat de votre enquête est qu'il n'y a pas de conclusion parce que vous n'avez pas voulu vous rendre à l'endroit de l'engagement et il me semble que vous ne voulez pas croire au témoignage du Col. Kimwanga. D'un côté on me signale qu'on n'a vu absolument rien du tout, d'un autre côté qu'il y a eu un blessé.

M. Kimba :

Entre moi et Ghaleb il n'y a pas du tout de divergence de vues sur l'engagement. Il y a eu engagement et la situation est redevenue calme. Il n'y a pas d'attaque. Je crois que c'est là l'essentiel. Nous n'avons pas jugé nécessaire de nous rendre sur les lieux parce qu'il n'y avait pas d'attaque.

M. Tshombé :

Je ne veux pas qu'il y ait contradiction entre les déclarations. Je voudrais que M. Ghaleb dise à ses chefs qu'il y a eu engagement et que pour le moment la situation est redevenue calme.

M. Kimba :

Il y a eu un engagement entre la gendarmerie katangaise et des soldats ANC : la situation est redevenue calme.

M. Tshombé :

L'engagement qui a eu lieu c'est bien celui d'hier?

M. Kimba :

Le témoignage du Colonel Kimwanga était affirmatif. L'engagement a eu lieu hier.

M. Tshombé :

Voulez-vous demander à M. Ghaleb de confirmer qu'il y a eu engagement hier. C'était bien à l'engagement d'hier qu'il y a eu un blessé?

M. Kimba :

L'engagement a eu lieu hier selon le témoignage affirmatif de Kimwanga. Le chauffeur qui m'a conduit a été jusqu'à Kaseya.

M. Tshombé :

Voulez-vous demander à M. Ghaleb de confirmer cela. Il y a une divergence de vues. Suivant votre déclaration et le témoignage du Col. Kimwanga, l'engagement a eu lieu hier.

M. Ghaleb :

Selon le témoignage du Col. Kimwanga, l'engagement a eu lieu hier. Donc il n'y a pas de contradiction entre la déclaration de M. Kimba et moi.

M. Tshombé :

Il y avait contradiction entre M. Back et vous-même.

M. Ghaleb :

Je crois qu'il n'y a pas de contradiction entre M. Back et moi-même. L'essentiel est que le calme règne maintenant.

M. Tshombé :

Pour résumer la conversation, il y a eu un engagement la semaine dernière. Il y a eu un engagement hier. Après cela le calme règne à Kamipini et Kapona et le temps était défavorable à la reconnaissance.

M. Ghaleb :

C'est exact - la visibilité était très mauvaise.

M. Tshombé :

Van Roey quittera demain Leo pour Elisabethville. Il a terminé son travail.

M. Back :

M. Ghaleb, j'ai une question à vous poser parce que je voudrais qu'il n'y ait pas de malentendu. M. Kimba a indiqué que vous et lui étiez d'accord pour indiquer que vous avez constaté qu'il y a eu un engagement hier, est-ce exact ou bien s'agit-il du témoignage du Colonel Kimwanga?

M. Ghaleb :

Nous n'avons pas été hier là-bas. Nous avons entendu le témoignage du Colonel.

M. Back :

Il s'agit donc du témoignage du Colonel et non pas de votre constatation et de celle de M. le Ministre Kimba.

M. Ghaleb :

Oui c'est bien cela.

M. Tshombé :

Je regrette que vous n'ayez pas été à l'endroit même, à 36 kms, constater ce qui s'était passé car je sais bien ce qu'on va dire.

M. Kimba :

Nous avons pensé que l'essentiel était, comme l'a dit le Colonel, qu'on ne se battait plus.

ANNEXE 41

Mandat de la Commission économique et fiscale

Article 1. Une Commission économique et fiscale est créée conformément au communiqué commun final.

Article 2. En attendant l'adoption de la nouvelle constitution qui définira le système fiscal approprié, le Katanga admet de participer dès à présent aux dépenses de la République. La délégation du gouvernement central prend acte de cette décision.

Les deux délégations donnent mandat à la Commission de proposer aux Gouvernements central et du Katanga les mesures techniques nécessaires pour réaliser cette participation et de proposer à la Commission constitutionnelle une étude technique du système fiscal approprié.

Article 3. La Commission proposera aux Gouvernements central et du Katanga les mesures appropriées tendant à réglementer l'assistance étrangère (technique, financière et autre).

Article 4. La Commission sera composée de trois représentants du gouvernement central, trois représentants du Katanga et deux experts des Nations Unies.

Le Président sera désigné d'un commun accord par la Commission.

ANNEXE 42

Mandat de la Commission monétaire

Article 1

Une Commission monétaire est créée conformément au communiqué commun final.

Article 2

Les deux délégations ont adopté le principe d'instauration d'une autorité monétaire unique. Elles donnent mandat à la Commission de proposer aux Gouvernements central et du Katanga les mesures techniques pour l'instauration de cette autorité.

Article 3

Les deux délégations donnent également mandat à la Commission de proposer aux Gouvernements central et du Katanga les mesures techniques nécessaires concernant :

- a) Les modalités relatives à la circulation des deux signes monétaires, compte tenu des circonstances de temps et de lieux et des exigences de la situation générale du pays, conformément aux dispositions du Rapport du groupe d'experts en date du 20 juin 1962;
- b) L'élaboration de la politique monétaire nationale, de la politique de crédit et de la politique du contrôle bancaire;
- c) La réglementation du change et du commerce extérieur;
- d) Les modalités et les dispositions transitoires qui devront être prises dans le but d'atteindre les objectifs visés dans le présent mandat.

Article 4

La Commission sera composée de 3 représentants du Gouvernement central, 3 représentants du Katanga et 2 experts du Fonds monétaire international.

Le président sera désigné d'un commun accord par la Commission.

ANNEXE 43

Projet de communiqué commun final présenté par le Gouvernement central

Le Premier Ministre de la République du Congo et le Président de la Province du Katanga ont eu une série d'entretiens à Léopoldville en vue d'aboutir à un règlement pacifique du problème katangais dans un esprit de réconciliation nationale et dans le respect de l'intégrité territoriale de la République du Congo dans ses frontières du 30 juin 1960.

A cet effet, quatre commissions ont été créées et se sont vu confier des tâches précises en vue de proposer des solutions pratiques propres à réaliser les objectifs tracés par les deux délégations, à savoir : l'unité et l'intégrité de la République. Les commissions militaire, monétaire, économique et fiscale et des transports et communications, qui comprendront des représentants du gouvernement central, du gouvernement provincial du Katanga ainsi que des experts des Nations Unies et du Fonds monétaire, entreront en fonction dès que les membres en auront été désignés et au plus tard le 10 juillet 1962.

Les deux délégations ont convenu de se retrouver dans un délai de six semaines en vue de faire le point des travaux des commissions et pour prendre toutes dispositions utiles en vue de l'application des accords intervenus entre les deux parties.

En vue de la réintégration du Katanga dans le reste de la République du Congo et dans le respect de l'unité du pays, les deux délégations ont admis le principe d'une autorité monétaire unique ainsi que la libre circulation des biens et des personnes dans toute la République telle qu'elle est définie par ses frontières du 30 juin 1960. Le gouvernement central a en outre pris acte de la décision de la province du Katanga de participer dès à présent aux dépenses de la République, en attendant l'adoption d'un système fiscal approprié dans le cadre de la nouvelle constitution.

Relativement au futur régime constitutionnel de la République, le Premier Ministre s'est déclaré disposé à présenter aux Chambres législatives dans un délai de ... mois un projet de constitution du type fédéral qui tiendra compte des

/...

divers particularismes régionaux et qui permettra à chaque province de manifester sa personnalité en administrant ses propres affaires. Les travaux de la commission constitutionnelle du gouvernement central seront orientés vers ces objectifs.

Enfin, le gouvernement central, dans le cadre d'une réconciliation de tout le peuple congolais, décrétera une amnistie politique générale pour le Katanga.

Les deux délégations sont décidées à maintenir l'esprit de compréhension et de fraternité qui ont présidé à leurs travaux. Elles espèrent qu'ainsi dans la paix et l'unité retrouvées elles pourront se consacrer à la reconstruction du pays pour le bien-être des populations.

ANNEXE 44

Projet de communiqué commun final, présenté par la délégation katangaise

1. Le Premier Ministre de la République du Congo et le Président du Katanga se sont réunis à Léopoldville du 24 mai 1962 au 25 juin 1962 et ont eu une série d'entretiens en vue de concilier les points de vue différents et de déployer de nouveaux efforts pour aboutir à une large réconciliation nationale.
2. Ils ont tenu 41 séances au cours desquelles ils ont décidé la création des quatre commissions : militaire, monétaire, économique et fiscale et des transports et communications, qui pourront recourir à l'assistance technique des Nations Unies. Ces commissions auront un caractère purement consultatif. Le mandat qui leur est confié est d'étudier et de proposer les mesures à prendre. Aucune disposition du mandat qui leur a été défini ne peut en aucun cas être interprétée ni appliquée en contradiction avec ce caractère consultatif.
3. Les propositions qui seront faites par chacune des commissions, en vertu de leur mandat respectif, seront soumises au Gouvernement central et au Gouvernement du Katanga dans un rapport d'ensemble.
4. Dans chaque cas le Gouvernement central et le Gouvernement du Katanga feront connaître leur position dans un délai de trois mois à dater de la réception du rapport de la Commission. En cas de désaccord, une réunion des deux délégations du Gouvernement central et du Gouvernement du Katanga sera convoquée à brève échéance en vue de trouver une solution d'un commun accord. En aucun cas des mesures quelconques d'exécution ne pourront être prises avant l'accord des deux gouvernements.
5. Le moment de la mise en application des mesures qui seront décidées par le Gouvernement central et le Gouvernement du Katanga, sur proposition de chacune des commissions, sera fixé d'un commun accord de manière à être synchronisé avec la mise en application de toute autre mesure décidée sur la proposition de chacune des autres commissions.
6. En vue de sauvegarder la stabilité sociale, économique et politique du Katanga, et de créer ainsi le climat favorable au bon fonctionnement des commissions et à l'aboutissement des travaux de celles-ci, le Gouvernement central et le

/...

Gouvernement du Katanga reconnaissent que les commissions qui seront créées conformément au présent communiqué final n'entreront en vigueur que lorsque les préalables suivants seront respectés :

- a) De proclamer la levée de l'état de guerre au Katanga entre les troupes des Nations Unies, l'ANC et la gendarmerie katangaise;
- b) Le maintien de l'unité du Katanga dans ses frontières telles qu'elles étaient fixées au 30 juin 1960;
- c) De préserver les structures institutionnelles et administratives du Katanga et de supprimer la fonction des commissaires extraordinaires du Katanga;
- d) Le maintien du personnel en fonction tant dans les forces de l'ordre que dans la magistrature et l'administration du Katanga;
- e) La liberté pour le Katanga de recruter des techniciens nécessaires au bon fonctionnement de ses services administratifs;
- f) De cesser des actes hostiles et les interventions dans les affaires intérieures du Katanga;
- g) Un décret sur l'amnistie générale devra être promulgué par le Chef de l'Etat.

7. La Constitution katangaise du 5 août 1960 reste en vigueur jusqu'à l'adoption et l'acceptation par le Katanga de la nouvelle Constitution fédérale assurant une autonomie réelle aux Etats membres.

8. Les deux délégations ont convenu de se retrouver en vue de faire le point des travaux des diverses commissions et pour prendre toutes dispositions utiles sur l'application des propositions ayant fait l'objet d'un accord entre les deux délégations.

ANNEXE 45

Projet de communiqué commun final

1. Le Premier Ministre de la République du Congo et le Président du Katanga ont eu une série d'entretiens à Léopoldville en vue de concilier les points de vue différents et de déployer de nouveaux efforts pour aboutir à une large réconciliation nationale.
2. Quatre commissions - militaire, monétaire, économique et fiscale, et des transports et communications - dont les mandats sont publiés en annexe, sont créées par le présent communiqué, auxquelles sont confiées, conformément à leur mandat, des tâches précises. Ces commissions comprendront des représentants des gouvernements central et du Katanga, ainsi que des experts des Nations Unies et du Fonds monétaire. Les membres de ces commissions seront désignés au plus tard quinze jours après l'arrivée de la délégation du Katanga à Elisabethville. Ces commissions présenteront des propositions aux gouvernements central et du Katanga qui devront être approuvées avant de devenir exécutoires.
3. Les deux délégations ont convenu de se retrouver dans un délai de ... pour prendre toutes dispositions utiles sur l'application des propositions ayant fait l'objet d'un accord entre les deux gouvernements et pour éliminer tous les obstacles qui se dressent en vue de l'application des mandats.
4. Les deux délégations ont convenu qu'un décret sur l'amnistie générale devra être promulgué par le Chef de l'Etat en vue de donner tous apaisements aux dirigeants responsables du Congo qui doivent participer à la tâche de reconstruction nationale.
5. Les entretiens entre le Premier Ministre de la République du Congo et le Président du Katanga, auxquels assistaient également des représentants des Nations Unies, se sont déroulés dans une atmosphère de compréhension qui a permis d'aboutir à une entente.

ANNEXE 46

Communiqué de presse en date du 26 juin 1962, du chef de l'ONUC

Depuis le 15 mai 1962 les délégations du Gouvernement central et du Katanga se trouvent réunies à Léopoldville.

La délégation du Katanga avait reçu de l'ONU les mêmes assurances que lors de la première série de réunions qui s'étaient tenues du 15 mars 1962 au 18 avril 1962.

Les représentants de l'ONU ont assisté aux réunions et les deux délégations ont adopté un ordre du jour présenté par l'ONU et ont également accepté un projet de l'ONU comme document de travail.

Au cours de 41 séances les mandats de quatre commissions ont été adoptés : commission militaire, commission monétaire, commission des transports et communications et commission économique et fiscale.

Les délégations ont convenu de désigner les membres des commissions au plus tard 15 jours après l'arrivée de la délégation Katangaise à Elisabethville. Elles n'ont pu se mettre d'accord sur un communiqué final.

A la demande de la délégation du Katanga qui a exprimé le désir de rentrer à Elisabethville, les pourparlers ont été suspendus le 26 juin 1962, et conformément à ses engagements l'ONU assurera le retour du Président Tshombé et de sa délégation à Elisabethville.

